

INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES

3

3.1 La politique de responsabilité sociétale du groupe Bouygues 74

3.1.1	Démarche RSE du Groupe	74
3.1.2	Gouvernance de la RSE	75
3.1.3	Méthodologie de <i>reporting</i> RSE	76

3.2 Informations sociales 79

3.2.1	Emploi	79
3.2.2	Organisation du travail	84
3.2.3	Relations sociales	86
3.2.4	Santé et sécurité	88
3.2.5	Développement des talents et des compétences	91
3.2.6	Égalité de traitement	94
3.2.7	Respect des conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT)	97

3.3 Informations environnementales 99

3.3.1	Politique générale en matière d'environnement	99
3.3.2	Maîtrise des pollutions et des nuisances	103
3.3.3	Économie circulaire	104
3.3.4	Changements climatiques	116
3.3.5	Prise en compte de la biodiversité	121

3.4 Informations sociétales 123

3.4.1	Impacts socio-économiques sur les territoires	123
3.4.2	Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société	125
3.4.3	Partenaires, fournisseurs et sous-traitants	128
3.4.4	Pratiques responsables	132
3.4.5	Qualité, sécurité et confort des produits et services	134

3.5 Rapport de l'organisme tiers indépendant 137

3.1 La politique de responsabilité sociétale du groupe Bouygues

Le chapitre 3 du présent document rassemble les informations et indicateurs RSE clés du groupe Bouygues. Un complément d'information est consultable sur le site internet du Groupe (www.bouygues.com) ou *via* les rapports RSE des métiers, téléchargeables sur leurs sites internet^a.

3.1.1 Démarche RSE du Groupe

L'apport de **solutions performantes et innovantes** permettant de répondre aux enjeux de développement durable est un axe de développement économique majeur pour Bouygues. La responsabilité sociétale du groupe Bouygues consiste aussi à **maîtriser et réduire les impacts négatifs sur l'environnement et la société** liés à ses activités (gestion des impacts sur les écosystèmes, meilleure explication de ses activités, prise en compte des attentes des parties prenantes).

Ainsi, la RSE (responsabilité sociétale de l'entreprise) est au cœur de la stratégie du Groupe qui fait évoluer ses modèles économiques pour proposer à ses clients des solutions conçues et produites de manière responsable, visant à créer de la valeur autrement.

Les bonnes pratiques de chacun des métiers du groupe Bouygues dans les domaines social, environnemental et sociétal, matérialisent cette stratégie. L'ensemble des axes d'actions est piloté au moyen d'indicateurs fiables et vérifiés dans une démarche d'amélioration continue et de conformité.

Bouygues prend également en compte dans ses activités les **Objectifs du Développement Durable (ODD) des Nations unies** et s'engage à participer à l'atteinte des objectifs formalisés pour un certain nombre d'entre eux :

- en réduisant les impacts négatifs de ses activités ;
- en augmentant leurs effets positifs, notamment au travers des solutions que le Groupe développe et de ses bonnes pratiques.

Vigilant sur l'impact de ses activités sur l'ensemble des enjeux mis en exergue, le Groupe concentre ses actions sur les ODD relatifs à **la ville, aux infrastructures, au changement climatique et à la croissance durable**, dont les enjeux sont proches de ses cœurs de métiers. Bouygues estime prioritaire d'augmenter ses impacts positifs sur les ODD ci-après :



Certaines actions emblématiques menées par le Groupe et ses métiers, et participant à l'atteinte des ODD, sont identifiées dans ce chapitre. D'autres exemples de la participation de Bouygues aux ODD sont disponibles sur le site internet www.bouygues.com.

(a) www.bouygues-construction.com, www.bouygues-immobilier-corporate.com, www.colas.com, www.groupe-tf1.fr, www.corporate.bouyguestelecom.fr

Réalisation de la deuxième étude de matérialité du groupe Bouygues

En 2016, le Groupe a réalisé sa deuxième étude de matérialité afin d'actualiser la hiérarchisation de ses enjeux de développement durable. Cette étude a été menée en trois phases :

- **l'identification de vingt-six enjeux significatifs pour le Groupe** (ils constituent la cartographie des enjeux de RSE) *via* l'étude d'une base documentaire variée (référentiels de RSE, publications du Groupe, *benchmark*, questionnaires des agences de notation extra-financière, etc.) ;
- **la hiérarchisation de ces enjeux** *via* la consultation de parties prenantes internes et externes, présentée sous la forme d'une matrice de matérialité ;
- **le partage des résultats de cette matrice** avec un panel de parties prenantes expertes des questions de développement durable, de prospective et d'innovation, afin d'enrichir les réflexions du Groupe sur la prise en compte de leurs attentes dans l'évolution de ses métiers.

Les six enjeux les plus pertinents identifiés par les parties prenantes internes et externes sont :

- garantir l'éthique des affaires ;
- maîtriser l'impact environnemental des activités (processus, opérations, produits et services achetés) ;
- agir en faveur de la transition énergétique et limiter les émissions de gaz à effet de serre (GES) ;
- respecter les principes des Droits de l'homme dans l'ensemble des prises de décisions ;
- agir comme un intégrateur et un aménageur au service d'un territoire durable ;
- agir en faveur de l'innovation utile et durable.

Le détail des résultats de l'étude, ainsi qu'une note méthodologique, sont disponibles sur le site www.bouygues.com dans la rubrique Développement durable/Notre démarche.

Les politiques et les plans d'action correspondant à ces enjeux sont développés dans ce chapitre.

3

3.1.2 Gouvernance de la RSE

Au sein du groupe Bouygues, les enjeux environnementaux, sociaux et sociétaux sont pris en charge par l'ensemble des métiers, au plus près de leurs activités.

Le suivi et l'animation de ces actions sont portés au niveau de la société mère du Groupe, Bouygues SA, *via* le comité de l'éthique, de la RSE et du mécénat, et *via* la direction centrale Développement durable - Qualité Sécurité Environnement (QSE).

- Créé en 2001 et présidé par Anne-Marie Idrac, le comité de l'éthique, de la RSE et du mécénat se réunit plusieurs fois par an pour examiner les dossiers relatifs à ces trois thématiques pour le compte du conseil d'administration. En 2016, il a notamment donné un avis favorable au lancement ou à la poursuite d'environ vingt-cinq actions de mécénat dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'action humanitaire. Le comité a également suivi la mise en place, au sein des métiers, des quatre programmes de conformité adoptés en 2014, en vue de formaliser et développer la prévention des pratiques non conformes en matière de concurrence, de lutte contre la corruption, d'information financière et d'opérations boursières, et de conflits d'intérêts.
- La direction centrale Développement durable - Qualité Sécurité Environnement (QSE) assure, en lien avec les directions fonctionnelles, la coordination de la démarche globale et la diffusion des bonnes pratiques. Organisés et animés par cette direction centrale, les comités transversaux, les séminaires et les conférences sont les moments privilégiés pour le développement des pratiques répondant aux enjeux du développement durable. Olivier Bouygues, directeur général délégué du groupe Bouygues, porte la responsabilité de ces actions au niveau du Groupe.

Au niveau des cinq métiers du groupe Bouygues, l'animation des thématiques de responsabilité sociétale est prise en charge conjointement par la direction des ressources humaines et la direction Développement durable/Environnement des métiers. Ces dernières sont rattachées respectivement à la direction Innovation et Développement durable (Bouygues Construction), à la direction Communication, Marketing et Développement durable (Bouygues Immobilier), à la direction générale (Colas et TF1) et à la direction Innovation (Bouygues Telecom).

Les métiers animent également leur propre réseau de correspondants internes *via* l'organisation, par exemple, de comités transversaux. Le comité Développement durable de Bouygues Construction, composé de représentants des entités opérationnelles et des fonctions Support, en est un exemple. Colas organise des conventions destinées à sensibiliser le réseau des correspondants Environnement (France et international) tous les deux ans. L'événement organisé en 2014 a été marqué par le lancement du programme EOCE, réseau structuré des correspondants Environnement. Il a pour objectifs de créer des liens de coopération et de partager les outils, les savoir-faire et les bonnes pratiques. Un premier retour d'expérience a été réalisé en 2016.

Enfin, sur le terrain, les filières RH, QSE et l'ensemble des correspondants opérationnels des équipes Développement durable des métiers sont les porteurs privilégiés de la démarche RSE du Groupe. Ils contribuent notamment à la maîtrise des risques. Les équipes commerciales sont aussi mobilisées sur les thématiques de solutions durables. Chez Bouygues Construction, par exemple, un module dédié à la construction durable est intégré au cycle de formation du Campus Commerce et un réseau de référents commerciaux Construction durable existe depuis 2013.

3.1.3 Méthodologie de reporting RSE

Le reporting RSE du groupe Bouygues est un des outils privilégiés de suivi, d'animation et de pilotage de ses démarches RSE.

Comme pour le déploiement des politiques et des actions en fonction des enjeux métiers, la stratégie du Groupe repose sur **la décentralisation et la responsabilité des métiers** dans la mise en œuvre de ce reporting.

Pour permettre la publication annuelle de ses principaux résultats à l'échelle du Groupe, Bouygues SA mène chaque année trois campagnes de reporting auprès des cinq métiers : reporting social, environnemental et sociétal.

La première est pilotée par la direction centrale Ressources humaines, les deux autres par la direction centrale Développement durable – Qualité Sécurité Environnement (QSE).

3.1.3.1 Sélection et définition des indicateurs

Répondant aux obligations légales de transparence, les indicateurs RSE du Groupe permettent **de piloter les politiques mises en œuvre** au sein des différents métiers du Groupe et de **répondre aux attentes des parties prenantes externes et internes** (collaborateurs, actionnaires, agences de notation extra-financières, etc.).

Bouygues est un groupe industriel diversifié. Le consensus entre les différents acteurs du reporting préside au choix et à la définition des indicateurs de reporting extra-financier au travers de divers comités de suivi. Ces derniers ont pour objectifs d'identifier les indicateurs les plus pertinents et de garantir les conditions de fiabilité des collectes. Ils prennent en compte la diversité des activités du Groupe.

Un comité global dédié au reporting extra-financier du Groupe

Animé par la direction centrale Développement durable – QSE, le comité Reporting extra-financier et RSE **traite la revue annuelle du reporting et les éventuelles évolutions** concernant les indicateurs environnementaux et sociétaux. Les correspondants Développement durable de chacun des métiers, ainsi qu'un représentant du comité SIRH (Système d'information Ressources humaines) plus spécifiquement en charge du volet social, y participent.

Des comités Groupe spécifiques pour le reporting social

Deux comités contribuent à la construction et à la mise en œuvre du reporting social du Groupe :

- **le comité Amélioration du reporting social**, composé de directeurs des ressources humaines expérimentés appartenant à la maison mère et aux métiers du Groupe, fixe les axes de reporting (relations sociales constructives, hygiène et sécurité, etc.) et cartographie les indicateurs susceptibles de les illustrer dans le respect des spécificités de chaque métier. Il fait un bilan de chaque collecte dans une optique d'amélioration continue en matière de processus, de fiabilité et de pertinence des indicateurs ;
- **le comité SIRH & Tableaux de bord** rassemble des opérationnels du contrôle de gestion sociale. Il définit chaque indicateur précisément (périmètre, formule de calcul, périodicité, échéance, etc.).

Compte tenu de leur décentralisation, les membres de ces comités échangent *via ByLink Network*, plateforme de travail collaboratif du groupe Bouygues.

Le protocole de reporting du groupe Bouygues

Pour assurer l'homogénéité et la fiabilité de la procédure de reporting RSE et des informations qualitatives et quantitatives publiées par le Groupe, un protocole de reporting concernant les volets social, environnemental et sociétal a été réalisé en 2013. Il est annuellement mis à jour en concertation avec les métiers et intègre les résultats des travaux menés par les comités.

Ce document précise notamment la méthodologie à appliquer lors du recueil des indicateurs des trois volets : définition, périmètre, unité, mode de calcul et contributeurs concernés. Il est le guide de référence pour tous les acteurs impliqués dans la procédure de reporting du Groupe. Il comprend les procédures spécifiques à chacun des métiers qui lui sont annexées.

Le protocole de reporting du groupe Bouygues est diffusé en français et en anglais auprès des correspondants Métiers. Il est aussi disponible *via* la plateforme de travail collaboratif du Groupe (*ByLink Network*).

3.1.3.2 Procédure de collecte des indicateurs

Dans le respect des indications fournies par le protocole de reporting Groupe, la collecte, le contrôle et la consolidation des indicateurs extra-financiers entre Bouygues SA et les métiers s'effectuent *via* un progiciel de reporting intégrant un processus de workflow (étapes de validation).

Garant de la fiabilité des indicateurs, du respect des définitions et des règles de consolidation, cet outil évolutif est mis à jour chaque année pour tenir compte des changements apportés au reporting.

3.1.3.3 Méthode de consolidation des indicateurs

Reporting social

RÈGLE DE CONSOLIDATION

L'ensemble des indicateurs du volet social est consolidé au niveau du Groupe. La règle de consolidation des données est la suivante :

- les sociétés en intégration globale sont consolidées à 100 % ;
- les sociétés en intégration proportionnelle sont consolidées à 100 % dès lors que le pourcentage de détention dépasse strictement 50 %. Sinon, elles sont exclues ;
- les sociétés mises en équivalence ne sont pas consolidées.

Tout collaborateur appartenant à une société incluse dans ce périmètre est pris en compte pour le calcul des indicateurs sociaux, y compris s'il exerce son activité dans une société ne faisant pas partie du périmètre de reporting social (dans le cadre d'un détachement ou d'une expatriation par exemple).

Est inscrite à l'effectif toute personne liée par un contrat de travail à une société appartenant au périmètre de consolidation ou, à défaut, rémunérée directement par ladite société, sauf s'il existe un contrat commercial (contrat de prestation de services par exemple) entre cette personne et la société.

Est active à l'effectif, toute personne inscrite (cf. définition Effectif inscrit) dont le contrat de travail n'est pas suspendu. Sont considérés en contrat suspendu, les collaborateurs ayant pris un des congés suivants :

- congé sabbatique ;
- congé pour création d'entreprise ;
- congé parental ;
- congé pour formation ;
- congé de conversion.

Enfin, deux populations sont à distinguer : les staff (encadrement, management et personnel technique) et les *workers* (compagnons).

TAUX DE COUVERTURE DES INDICATEURS

Afin de prendre en compte les différents enjeux des métiers et les contraintes locales, le *reporting* social s'effectue aujourd'hui sur quatre périmètres :

- le **périmètre Monde** comprend 100 % des effectifs. En 2016, 43 % des indicateurs couvrent ce périmètre ;
- le **périmètre France** comprend 55,7 % des effectifs. En 2016, 39 % des indicateurs couvrent ce périmètre comprenant les collectivités d'outre-mer (Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon et Wallis-et-Futuna), la France métropolitaine et les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane française, Martinique, Mayotte et La Réunion). Sont donc exclus : Clipperton, les terres australes et antarctiques françaises, et la Nouvelle-Calédonie ;
- le **périmètre des entreprises de plus de 300 collaborateurs à l'international**, comprend cinquante-cinq entreprises représentant 38,7 % des effectifs du Groupe et 88 % des effectifs à l'international. En 2016, 7 % des indicateurs couvrent ce périmètre ;
- le **périmètre France et entreprises de plus de 300 collaborateurs à l'international** couvre 94,7 % des effectifs. En 2016, 11 % des indicateurs couvrent ce périmètre.

Cette répartition témoigne d'un élargissement constant de la couverture des indicateurs sociaux et est le résultat d'une démarche volontaire issue d'un groupe de travail inter-métiers. Décidée en 2013 par le groupe Bouygues, l'extension du *reporting* social à l'international se poursuit principalement chez Bouygues Construction et Colas avec le déploiement de leurs systèmes d'information de gestion des ressources humaines (SIRH).

ÉVOLUTION DU REPORTING SOCIAL GROUPE

L'amélioration du *reporting* social Groupe se poursuit au travers d'une réflexion sur le choix des indicateurs et de leur périmètre, ainsi que de la mise en place d'outils de *reporting* intégrant les données sociales à l'international.

Bouygues Construction poursuit le déploiement de son programme dénommé Global HR, ce qui permettra d'avoir à terme une vue globale sur les revues de rémunération, les revues de performance et la gestion des talents (2017-2018).

Colas déploie un système d'information RH harmonisé et sécurisé dans ses données, comprenant un référentiel emploi et accessible à terme aux salariés et managers. Le déploiement de ce SIRH à l'international, qui a débuté en 2016 par étapes en Europe et en Afrique, se poursuivra en 2017.

Reporting environnemental et sociétal

RÈGLES DE CONSOLIDATION

Deux types d'indicateurs composent le *reporting* environnemental et sociétal Groupe :

- **les indicateurs consolidés au niveau du Groupe** : ce sont les indicateurs pouvant concerner tous les métiers du Groupe et pour lesquels tous les métiers ou la plupart d'entre eux fournissent leur propre valeur quantitative ;
- **les indicateurs spécifiques à un métier** : ce sont les indicateurs qui s'appliquent uniquement à un métier ou à une activité propre à ce métier.

Tous les indicateurs des volets environnemental et sociétal sont collectés mondialement par les métiers ayant des activités à l'international. Certains indicateurs ne couvrent pas ou ne sont pas applicables à l'ensemble des activités du métier. Dans ce cas, le périmètre de couverture de l'indicateur est indiqué en pourcentage du chiffre d'affaires total du métier ou en précisant le périmètre organisationnel sur lequel l'indicateur s'applique à 100 %.

Colas exprime en outre la couverture d'un grand nombre de ses indicateurs en pourcentage de chiffre d'activité économique (le CAE est égal au chiffre d'affaires auquel sont réintégrés les mouvements et cessions intra-Groupe). Ce chiffre permet de prendre en compte le poids de l'activité amont de Colas (matériaux de construction pour l'essentiel), alors que l'intégration verticale de Colas conduit à éliminer plus de 50 % de l'activité de production de matériaux.

L'impact environnemental du siège social de Bouygues, situé au 32 avenue Hoche à Paris (0,15 % des effectifs du Groupe), n'est pas inclus dans le périmètre de consolidation (voir aussi chapitre 1, Principaux sites du groupe Bouygues).

Règles de consolidation spécifiques à Bouygues Construction

Toutes les filiales de Bouygues Construction sont concernées par le *reporting* environnemental et sociétal. Les sociétés en intégration globale et les sociétés détenues à 50 % ou plus sont consolidées à 100 % dans le *reporting* extra-financier.

En 2016, le taux de couverture du *reporting* de Bouygues Construction est de 90 %. Les 10 % non couverts sont liés aux exclusions listées ci-dessous :

- les sociétés détenues à moins de 50 % ;
- les sociétés mises en équivalence ;
- les sociétés acquises depuis moins de trois ans ;
- les sociétés soumises aux règles propres définies pour certaines entités :
 - **Bouygues Bâtiment International** : les structures dont l'effectif est inférieur à dix personnes et/ou sans activité de production ne sont pas intégrées dans le *reporting* extra-financier,
 - **Bouygues Energies & Services** : les structures dont le chiffre d'affaires est inférieur à dix millions d'euros ne sont pas intégrées dans le *reporting* extra-financier, à condition que la somme des chiffres d'affaires de ces structures exclues ne dépasse pas 5 % du chiffre d'affaires total de Bouygues Energies & Services.

Par ailleurs, le pôle Concessions, non consolidé dans le *reporting* financier, ne l'est pas non plus dans le *reporting* Développement durable par souci de cohérence. Les correspondants de cette entité

réalisent malgré tout le *reporting* dans un objectif de pilotage interne des actions de développement durable.

Enfin, l'unité opérationnelle DTP (activités de terrassement du groupe) a été complètement intégrée en 2016 à l'entité Bouygues Travaux Publics. De ce fait, le taux de couverture a été calculé sur une estimation du *business plan* présenté début 2016.

Règles de consolidation spécifiques à Colas

Le calcul et la consolidation des indicateurs du *reporting* environnemental et sociétal se font sur un périmètre élargi par rapport à celui de la consolidation financière afin de refléter le périmètre de risque et de responsabilité du groupe Colas.

Il inclut donc :

- pour les activités de production de matériaux, les sociétés détenues avec des partenaires extérieurs et pour lesquelles Colas n'a pas toujours la maîtrise de la gestion des aspects environnementaux (sites où Colas est minoritaire, par exemple) ;
- les sociétés de production de matériaux, même quand leur chiffre d'affaires consolidé est inférieur au seuil retenu de la consolidation financière (deux millions d'euros). En effet, le total des volumes de matériaux produits par ces sociétés peut être significatif, d'autant plus que leurs chiffres d'affaires font souvent l'objet d'un fort taux d'élimination (mouvements intra-Groupe ou cessions internes) du fait de l'intégration verticale de Colas.

Les règles de consolidation pour les données environnementales et sociétales sont les suivantes :

- les sociétés en intégration globale financière (taux de contrôle entre 50 et 100 %) sont intégrées et consolidées à 100 % ;
- les sociétés en intégration proportionnelle financière sont intégrées proportionnellement à leur taux de contrôle ;
- les sociétés mises en équivalence financière sont intégrées proportionnellement à leur taux de détention.

Règles de consolidation spécifiques à Bouygues Immobilier

Les indicateurs environnementaux et sociétaux concernent le périmètre Bouygues Immobilier France et International.

En 2016, le taux de couverture en pourcentage de chiffre d'affaires du *reporting* de Bouygues Immobilier est de 95,6 % lorsque les implantations à l'international ne sont pas incluses (Belgique, Maroc et Pologne) et de 89,4 % lorsque les filiales françaises sont également exclues (Loticis, Ossabois, Nextdoor, Patrigniani, SLC, Urbis).

ÉVOLUTION DU REPORTING CARBONE DU GROUPE

Dans le cadre de l'évolution des obligations de *reporting* Carbone lié à la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte publiée au Journal officiel du 18 août 2015, les métiers du groupe Bouygues font évoluer leurs pratiques de mesure des émissions de CO₂ afin de prendre en compte les notions de « significativité » des postes

d'émissions reportés et l'élargissement du périmètre de collecte à l'ensemble de la chaîne de valeur.

Les cinq métiers du Groupe ont d'ores et déjà devancé la réglementation en étendant le périmètre au Scope 3 *via* la mesure des émissions de gaz à effet de serre liées aux biens et services de leurs sous-traitants. Bouygues Immobilier et Bouygues Telecom ont, par ailleurs, réalisé un bilan carbone complet intégrant les émissions liées à l'exploitation des projets livrés et à l'utilisation de leurs produits.

Divers travaux menés en 2017 consisteront à :

- élargir la mesure des émissions de CO₂ liées à l'usage des biens et des services produits pour l'ensemble du Groupe, à condition que les postes soient significatifs et pertinents ;
- refondre le *reporting* Carbone du Groupe, actuellement collecté par scope, autour de la notion de postes d'émissions significatifs. L'analyse des bilans Carbone permettra alors d'identifier les postes d'émissions les plus importants sur l'ensemble du cycle de vie des produits et services du Groupe, et ainsi de valoriser les actions prioritaires mises en œuvre.

3.1.3.4 Période de reporting

Reporting social

À des fins de cohérence et d'homogénéité avec les autres obligations légales de *reporting* des indicateurs sociaux (bilan social, rapport de situation comparée, plan de formation, etc.), les données sont collectées et consolidées pour la période allant du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016.

Reporting environnemental et sociétal

Depuis l'année 2013, la date de clôture de l'exercice pour les indicateurs environnementaux et sociétaux est fixée au 30 septembre afin de permettre une consolidation et une analyse rigoureuses compte tenu des temps de collecte et de traitement. Le *reporting* Bouygues pour 2016 porte donc sur la période allant du 1^{er} octobre 2015 au 30 septembre 2016 pour l'ensemble des indicateurs des volets environnemental et sociétal.

À des fins de cohérence et d'homogénéité avec les autres chapitres du document de référence, les indicateurs présentés en introduction de la partie 3.4 « Informations sociétales » sont également reportés sur une année calendaire (1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016). La donnée « Dépenses de mécénat et de sponsoring » intégrée dans ce même schéma est issue du *reporting* sociétal et reste donc sur une période de douze mois glissants (1^{er} octobre 2015 au 30 septembre 2016).

3.2 Informations sociales

3.2.1 Emploi

3.2.1.1 Évolution générale de l'effectif du groupe Bouygues

« Les hommes et les femmes constituent la première richesse du groupe Bouygues. Cela signifie que leur état d'esprit tout autant que leurs compétences sont à la source de nos succès et de nos progrès. À cet égard, la qualité des relations humaines dans l'entreprise est fondamentale... » (extrait de la charte des ressources humaines du Groupe).

Présent dans près de quatre-vingt-dix pays, le groupe Bouygues emploie 117 997 salariés à fin 2016 avec une grande diversité de métiers et d'expertises.

Effectifs par zone géographique au 31 décembre 2016

Périmètre ^a : Monde	Holding et divers	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	2016 Total Groupe	2015 Total Groupe
France	337	20 153	1 948	33 217	3 068	7 331	66 054	67 436
Europe (hors France)	19	8 038	99	9 021	39		17 216	17 057
Afrique et Moyen-Orient	101	8 125	12	6 655			14 893	15 378
Amérique du Nord	1	933		4 630		3	5 567	5 476
Amérique centrale et du Sud	51	509		594			1 154	1 038
Asie-Pacifique	19	12 374		720			13 113	13 869
International	191	29 979	111	21 620	39	3	51 943	52 818
France + International	528 ^b	50 132	2 059	54 837	3 107	7 334	117 997	120 254

(a) taux de couverture : 100 % des effectifs du Groupe

(b) dont holding : 165

Indicateurs disponibles sur www.bouygues.com : nombre d'intérimaires et intermittents en équivalent temps plein (France), pourcentage des effectifs par type de contrat (permanents, temporaires, France), effectif par statut (France)

Les effectifs pour la France et l'international ont baissé de 1,89 %.

L'effectif de Bouygues Construction est stable (+ 0,1 %). La part de l'effectif à l'international varie très peu et représente 60 % des effectifs, en ligne avec le chiffre d'affaires réalisé majoritairement hors de France.

En 2016, les effectifs de Bouygues Immobilier augmentent en France et à l'international. Cette variation s'explique par la croissance du marché Logement en France et par sa stratégie de diversification (Loticis, Nextdoor, etc.).

Au 31 décembre 2016, l'effectif global de Colas est en baisse (- 3,6 %) par rapport au 31 décembre 2015, en ligne avec le recul de l'activité. En France, sur un marché difficile, l'effectif est en baisse de 2,6 % :

- - 3 % dans les filiales routières métropolitaines (69,8 % des effectifs) qui doivent s'adapter à une baisse d'activité et de marge depuis plusieurs exercices ;
- - 2,8 % dans les départements d'outre-mer ;
- - 1,8 % dans les filiales de Spécialités, en raison notamment d'une baisse de chiffre d'affaires dans les secteurs du transport d'eau et d'énergie, de l'étanchéité et de son activité Sécurité signalisation routière.

À l'international, la baisse est de 5,24 % avec deux variations notables :

- en Asie/Pacifique (720 salariés) : - 50,3 %. Le périmètre a fortement varié en raison de la cession de sociétés de stockage et de vente de bitume en Thaïlande, en Indonésie et au Vietnam ;
- en Amérique du Sud (594 salariés) : + 53 %, grâce à la montée en cadence du contrat portant sur un lot du métro de Santiago du Chili.

Les effectifs de TF1 ont augmenté en raison de l'intégration du groupe Newen (368 collaborateurs).

Les effectifs de Bouygues Telecom sont en retrait du fait d'un moindre recours aux emplois saisonniers et de la fin du plan de départ volontaire.

Répartition des effectifs par sexe

Périmètre ^a : Monde	Holding et divers	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	2016 Total Groupe	2015 Total Groupe ^b
Femmes	24,8 %	19,4 %	46,5 %	10,1 %	50,2 %	42,2 %	17,8 %	17,5 %
Hommes	75,2 %	80,6 %	53,5 %	89,9 %	49,8 %	57,8 %	82,2 %	82,5 %

(a) taux de couverture : 100 % des effectifs du Groupe

(b) nouvel indicateur mis en place en 2016 et recalculé pour 2015

La part des femmes chez **Bouygues Construction** et **Colas** a augmenté en 2016. Les autres métiers du Groupe maintiennent une parité assez proche entre les femmes et les hommes.

Répartition des effectifs par tranche d'âge

Périmètre ^a : Monde	Holding et divers	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	2016 Total Groupe	2015 Total Groupe ^b
Moins de 25 ans	3,0 %	7,1 %	10,8 %	5,3 %	6,6 %	7,2 %	6,3 %	5,4 %
25 - 34 ans	24,4 %	29,8 %	30,9 %	22,5 %	22,9 %	36,8 %	26,7 %	27,0 %
35 - 44 ans	32,2 %	28,8 %	31,6 %	27,3 %	30,3 %	38,3 %	28,8 %	28,6 %
45 - 54 ans	25,4 %	23,6 %	19,6 %	29,7 %	29,6 %	15,3 %	26,0 %	27,3 %
55 ans et plus	15,0 %	10,7 %	7,1 %	15,2 %	10,6 %	2,4 %	12,2 %	11,7 %

(a) taux de couverture : 99,4 % des effectifs du Groupe

(b) En 2015, cet indicateur était uniquement calculé sur le périmètre France.

Indicateurs disponibles sur www.bouygues.com : âge et ancienneté moyens (France)

En 2016, cet indicateur a vu son périmètre élargi à l'international pour pouvoir suivre l'évolution de la pyramide des âges à l'échelle du Groupe. La comparabilité avec l'année 2015 n'est pas possible mais l'indicateur sera suivi sur le prochain exercice.

3.2.1.2 Politique de recrutement

Favoriser l'embauche de nouveaux collaborateurs constitue un enjeu clé du Groupe pour accompagner la croissance des activités, intégrer les talents de demain et développer l'innovation en créant des passerelles avec les acteurs du monde académique. Dans ce cadre, le groupe Bouygues mène une politique active de recrutement de jeunes diplômés dans ses différents cœurs de métiers.

Préparer les recrutements de demain

Un partenariat École *premium*, signé au niveau du groupe Bouygues avec Centrale Supélec, permet de tisser un lien particulier avec les étudiants et de leur proposer des opportunités professionnelles dans les différentes branches d'activité. Par ailleurs, des relations privilégiées avec l'ESTP existent au travers, d'une part, du parrainage de deux promotions par Colas (2018) et Bouygues Construction (2019), et, d'autre part, d'un partenariat avec Bouygues Immobilier.

L'ambition de ces parrainages est de créer de la proximité avec les étudiants dès leur première année en valorisant la marque et l'offre des sociétés du Groupe pour préparer le vivier de stagiaires et de jeunes diplômés de demain. Les trois années de parrainage sont ponctuées d'événements réguliers et d'un programme de *coaching* individuel pour accompagner les élèves dans leur projet professionnel.

La politique de stages menée par les sociétés du Groupe avec les écoles et universités permet aux étudiants et jeunes diplômés d'accéder à de riches expériences d'apprentissage et à des opportunités d'embauche.

Ainsi, quatre métiers du groupe Bouygues ont été distingués par le classement français « Happy Trainees » des entreprises préférées des stagiaires : Colas (deuxième), Bouygues Telecom (septième), Bouygues Construction (huitième) et Bouygues Immobilier (dixième).

Développer une communication digitale au service des talents

Pour soutenir cette politique de recrutement et attirer les futurs talents, les métiers du Groupe développent des plans d'action à travers des canaux de contact numériques (réseaux sociaux et *job boards*) et des opérations de détection sur le terrain, via des salons et forums Écoles, en s'attachant à développer autant que possible une présence commune à tous les métiers.

L'accès à l'ensemble des offres d'emploi du Groupe à partir du portail www.bouygues.com favorise l'égalité des chances et la mise en visibilité de la richesse des opportunités des métiers sur le plan national et international. Réparties selon vingt-six filières métiers, plus de 1 300 offres sont présentées sur le site internet.

La rubrique Carrières du site internet de Bouygues Construction permet aux visiteurs de découvrir l'ensemble des métiers et des implantations. Sur l'année 2016, 315 000 visites ont été comptabilisées ; près de 42 % des candidatures externes reçues provenaient directement de la consultation sur le site.

Les forums se digitalisent aussi avec la mise à disposition de tablettes numériques lors des manifestations dans les écoles ciblées. Ces

tablettes permettent aux étudiants d'enregistrer directement leur candidature sur place ou encore de consulter en direct les offres de stages et emplois, en plus du contact direct avec les RH et opérationnels présents.

Le forum Bouygues Construction, organisé le 3 novembre 2016, a été repensé. Des séances de *job dating* de trente minutes ont été organisées en parallèle du forum. Les jeunes ont été présélectionnés en amont par les RH et opérationnels présents grâce à un entretien vidéo différé. Au final, sur quatre-vingt-trois entretiens, vingt-cinq jeunes candidats ont obtenu une proposition de stage.

Bouygues Immobilier a organisé en 2016 sur ses principaux sites un Forum entreprise en simultané afin de favoriser la diversité des profils recrutés et de faire découvrir ses métiers.

Colas s'appuie sur les réseaux sociaux en complément de sa plateforme dénommée Hub Carrière Colas (www.hubcarrierecolas.com) et de la rubrique « Nous rejoindre » de son site. Fin 2016, un dispositif favorisant des candidatures spontanées au format vidéo a été lancé sur Hub Carrière Colas.

Le groupe TF1 a déployé sa nouvelle marque employeur « Carrières positives ». Il poursuit ainsi sa stratégie de digitalisation des processus de ressources humaines.

Enfin, Bouygues Telecom a lancé sa nouvelle marque employeur en cohérence avec la nouvelle identité de marque commerciale et la communication institutionnelle. Elle est déclinée depuis la fin 2016 via un nouvel espace Carrières accessible sur tous les supports (smartphones, etc.) et une communication digitale active sur les réseaux sociaux. Les RH ont été formés pour développer leurs compétences en techniques de recrutement et en recherche de profils via les outils numériques tels que les réseaux sociaux et d'autres applications plus innovantes (qualification des candidats via des entretiens vidéo différés et entretiens en direct, tablette d'interaction pour postuler sur les forums de recrutement, etc.).

Renforcer les partenariats Écoles à l'international

Destiné à susciter des vocations partout dans le monde, l'INTERNational Program, lancé fin 2015 par Bouygues Construction, a attiré des jeunes étudiants français et internationaux avec un total de 307 candidatures reçues. Douze jeunes, dont 50 % de femmes, ont été choisis en février 2016 pour effectuer des stages et VIE dans sept destinations (Royaume-Uni, Hong-Kong, Australie, Qatar, Shanghai, etc.). Sur les trois promotions de l'INTERNational Program, 82 % des candidats sélectionnés sont toujours dans le groupe Bouygues, que ce soit en stage, en CDI ou en VIE.

En Australie, la filiale locale de Bouygues Travaux Publics a renforcé sa présence auprès des universités locales dans le cadre de son partenariat avec The University of Technology Sydney (UTS). L'entreprise offre un programme de bourse aux étudiants ingénieurs, accompagné de la proposition d'un stage pouvant se transformer en emploi à la fin de leurs études. Bouygues Construction Australia a aussi signé un nouveau partenariat avec l'UNSW Australia (University of New South Wales) en proposant un programme de bourse destiné aux jeunes femmes ingénieures afin de les sensibiliser et de les attirer dans les métiers de la construction.

Dragages Singapour a maintenu ses relations avec des universités cibles comme la National University of Singapore ou la Nanyang Technological University of Singapore en participant aux forums, aux sessions de *networking* (rencontres visant à développer son réseau relationnel) en proposant des visites de chantiers. À Cuba, Bouygues Bâtiment International a organisé une présentation de sa filiale dans une école formant les niveaux CAP/BEP, suivi d'un *job dating* avec tous les étudiants, ce qui leur a permis de recruter cinquante compagnons.

3

3.2.1.3 Embauches et départs

Recrutements externes par statut

Périmètre ^a : Monde	Holding et divers	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	2016 Total Groupe	2015 Total Groupe ^b
France	70	2 197	510	2 917	530	1 249	7 473	3 952
Cadres	49	1 111	244	430	313	292	2 439	1 253
Etam	21	769	213	646	217	957	2 823	1 233
Compagnons		317	53	1 841			2 211	1 466
International		11 942	30	12 910	7		24 889	26 582
Staff ^c		3 145	30	2 233	7		5 415	5 701
Workers ^d		8 797		10 677			19 474	20 881
France + International	70	14 139	540	15 827	537	1 249	32 362	30 534

(a) taux de couverture : 99,7 % des effectifs du Groupe

(b) En 2015, les recrutements France ne comportaient que les contrats permanents.

(c) encadrement, management et personnel technique

(d) compagnon

Indicateur disponible sur www.bouygues.com : nombre de stagiaires accueillis dans l'année (France)

Pour la France, la méthode de comptabilisation du nombre de recrutements a changé (sont désormais comptabilisés les CDD et les CDI, à la différence des années précédentes où seuls les CDI étaient comptabilisés).

L'évolution globale des recrutements pour **Bouygues Construction** est portée par la hausse du volume en France. À l'international où est réalisée plus de la moitié du chiffre d'affaires, le volume de recrutements reste stable.

Le recrutement au niveau du groupe **Colas** se maintient à un niveau élevé (+ 29,7 % en France mais - 10,4 % à l'international).

En France, la hausse des volumes de recrutements (+ 30 %) correspond à une meilleure confiance dans l'évolution du marché routier à venir (l'effectif à fin 2015 avait atteint un point historiquement bas) :

- + 112 % dans les filiales routières métropolitaines (de 444 à 940 embauches) ;
- + 20 % dans les filiales de Spécialités (de 829 à 998 embauches).

À l'international en revanche, le recrutement de collaborateurs permanents et saisonniers est en baisse de 10,4 %. En Amérique du Nord, en Afrique ou en Asie, le niveau de recrutement des compagnons fluctue avec la saisonnalité de l'activité.

Bouygues Immobilier a fait le choix de diversifier ses activités (Nextdoor, etc.) et de se développer à l'international, entraînant une augmentation de ses recrutements.

Nombre de départs

Périmètre ^a : Monde	Holding et divers	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	2016 Total Groupe	2015 Total Groupe ^b
Nombre de départs (tout type de contrat)	61	14 438	394	17 185	759	1 851	34 688	28 995 ^a

(a) taux de couverture : 99,7 % des effectifs du Groupe

(b) En 2015, le nombre de départs portait uniquement sur le périmètre international.

Indicateurs disponibles sur www.bouygues.com : répartition des départs par motif (France), taux d'instabilité (France)

Périmètre ^a : France	Holding et divers	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	2016 Total Groupe	2015 Total Groupe
Nombre de licenciements (effectif permanent)	9	824	50	1 530	135	351	2 899	3 451

(a) taux de couverture : 55,7 % des effectifs du Groupe

En 2016, la méthode de comptabilisation du nombre de départs a changé pour porter sur l'ensemble du périmètre du Groupe. Le nombre de recrutements est légèrement inférieur au nombre de départs (constitués pour beaucoup de la fin des contrats à durée de chantiers).

Bouygues Construction et **Colas** ont vu leur nombre de licenciements baisser d'environ 20 %.

La hausse des licenciements chez **TF1** est essentiellement due au plan de sauvegarde de l'emploi de sa filiale **Metronews**.

3.2.1.4 Politique de rémunération dans le Groupe

La politique de rémunération du groupe Bouygues vise à valoriser le professionnalisme et le potentiel de chaque collaborateur, ainsi que la performance aux niveaux individuel et collectif.

Un système de rémunération globale

Partout dans le monde, il existe un système de rémunération globale pour l'ensemble des collaborateurs composé d'un salaire de base et de primes variables (dont les modalités varient selon les pays et les métiers). Ce dispositif peut être complété par des avantages sociaux (couverture retraite, santé et prévoyance).

Cette politique est complétée en France par des dispositifs associant les collaborateurs aux résultats des différentes entités du Groupe ; en effet, 97 % des collaborateurs sont couverts par des accords de participation et/ou d'intéressement. De plus, des dispositifs d'épargne salariale incitatifs (plan d'épargne entreprise (PEE), Perco, etc.) sont régulièrement enrichis par de nouvelles augmentations de capital

réservées aux salariés (l'opération Bouygues Confiance n° 8 pour ce qui concerne 2016). À noter qu'en 2016, le montant de l'abondement du PEE a été relevé pour augmenter la contribution maximale de l'entreprise à l'effort d'épargne des collaborateurs en passant de 3 360 euros à 4 080 euros.

L'année 2016 a également été l'occasion de digitaliser la communication sur l'épargne salariale au travers de modules vidéo sur le Perco et sur l'opération Bouygues Confiance n° 8, et d'une plaquette interactive reprenant l'ensemble des dispositifs d'épargne salariale offerts aux collaborateurs en France et mise à disposition dans l'Intranet du Groupe.

À l'international, des dispositifs comparables au PEE sont aussi déployés dans certains pays : au Royaume-Uni, *ShareBY* pour Bouygues Construction ou le *Colas UK Share Incentive Plan* pour Colas UK ; en Suisse et à Hong-Kong, un dispositif comparable au PEE rencontre un grand succès depuis plusieurs années.

Le Groupe souhaite aussi valoriser le professionnalisme et l'état d'esprit des meilleurs compagnons au travers de l'Ordre des compagnons du Minorange et, pour Bouygues Telecom, du Cercle des chargés de clientèle. Bouygues Construction et Colas comptent seize ordres de compagnonnage établis dans les principales implantations du Groupe.

Des politiques de rémunération adaptées aux spécificités des profils et des zones géographiques



Chez Bouygues Construction, les salaires à l'international peuvent être révisés jusqu'à trois fois par an. Certains pays ont connu des évolutions différentes pour tenir compte de leur propre contexte économique (pays d'Afrique subsaharienne avec budgets d'augmentation de salaire entre 3 et 5 % de la masse salariale ; entre 1 et 1,5 % en Suisse), des marchés en pleine santé (augmentations de 2 à 3 % au Canada, à Hong-Kong, en Australie) ou des tensions existant localement sur la main-d'œuvre (de 2 à 3 % au Royaume-Uni).

La politique de rémunération s'appuie aussi sur le processus de *People & Talent Review*, refondu en 2015 et qui concerne près de 10 000 collaborateurs (niveau cadre principal et plus). Ce processus permet d'enrichir le vivier des talents et d'établir des plans de développement personnalisés. Grâce à ce dispositif, près de 2 000 collaborateurs sont suivis par les filiales françaises et internationales, notamment en Europe et en Asie. L'un des axes forts de cette démarche est de faire émerger davantage de talents internationaux dont les talents féminins.

À titre d'exemple, une centaine de collaboratrices locales de Bouygues Bâtiment International sont identifiées et suivies, soit près de 25 % des *key people* de l'entité. Ces collaboratrices intégrées au *World Club*, réseau d'animation de talents organisé par région (Afrique-Moyen-Orient, Europe et Asie-Amérique) peuvent ainsi échanger, partager et travailler ensemble sur des sujets stratégiques pour l'entreprise.

Une nouvelle plateforme RH mondiale, *Global HR*, en cours de déploiement depuis 2016 permet de gérer dans le même outil, en France et à l'international, trois processus RH : rémunération, entretiens annuels et gestion des talents. Hong-Kong, Singapour, l'Australie et le Maroc sont les premiers pays utilisateurs pour les entretiens annuels et la revue de rémunération. L'ambition est de déployer *Global HR* dans l'ensemble des implantations internationales d'ici la fin 2018.

Colas apporte aussi une attention particulière à sa politique de rémunération à l'international. Elle se décline localement, en ligne avec les orientations annuelles du groupe et le contexte économique.

Dans chaque pays, la politique de rémunération est en phase avec le marché et s'appuie notamment sur des enquêtes de rémunération (par exemple, aux États-Unis et en Europe), sur les conventions collectives et sur les négociations avec les partenaires sociaux.

Restitution personnalisée des éléments de rémunération, positionnement par rapport aux enquêtes de rémunération

Bouygues Immobilier s'est engagé à produire tous les ans un bilan social individuel regroupant l'ensemble des revenus perçus par le collaborateur.

Avec la volonté de toujours se comparer et rester attentif à sa compétitivité sur le marché, Bouygues Immobilier participe annuellement, à des enquêtes de rémunération et adapte ses pratiques. À titre d'exemple, Bouygues Immobilier propose depuis 2016 une personnalisation des avantages liés à l'attribution du droit à un véhicule de fonction. Le collaborateur peut désormais choisir entre l'attribution d'un véhicule ou le versement d'une indemnité mensuelle brute rendue possible grâce au crédit Déplacement.

Depuis 2007, Bouygues Telecom adresse à ses collaborateurs un Bilan de Rémunération Globale qui synthétise pour chacun l'ensemble des sources de revenu directes ou indirectes et prestations mises en œuvre par Bouygues Telecom ou le Groupe (treizième mois, prime de vacances, abondement PEE et Perco, Compte Épargne Temps, prévoyance, mutuelle, aide à la garde d'enfant, etc.).

La création de la fonction *Compensation & Benefits* au sein de TF1 a traduit la volonté de la DRH de mieux aligner la stratégie de rémunération avec la stratégie de l'entreprise et de davantage corréler performance et rémunération.

Dans cette optique, des enquêtes de rémunération ont été conduites auprès d'un cabinet externe. L'objectif était de positionner les packages de rémunération du groupe TF1 par rapport au marché extérieur et de faire évoluer, le cas échéant, ses pratiques en la matière.

Ces *benchmarks* ont permis la mise en place d'outils de gestion des rémunérations (bandes de salaire, grilles d'embauche, ciblage des populations sensibles, etc.)

3

3.2.1.5 Évolution des salaires en France

Salaires annuels bruts moyens France, par statut et évolution^a

Périmètre ^b : France en euro	Holding et divers	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier ^c	Colas	TF1 ^d	Bouygues Telecom ^e
Cadres	79 001	58 414	65 123	61 446	72 861	60 645
Évolution par rapport à 2015 ^f	- 3,8 %	0,5 % ^g	2,4 %	0,3 %	2,7 %	1,1 %
Etam	34 784	32 229	30 457	36 245	41 233	26 877
Évolution par rapport à 2015 ^f	6,0 %	0,2 %	2,6 %	0,9 %	1,9 %	2,2 %
Compagnons		27 541	18 940	26 160		
Évolution par rapport à 2015 ^f		0,8 %	- 2,0 %	1,1 %		

(a) effectifs actifs en contrats permanents

(b) taux de couverture : 55,7 % des effectifs du Groupe

(c) hors vendeurs

(d) y compris journalistes

(e) y compris conseillers de clientèle

(f) évolution calculée sur la base des salaires moyens de l'année précédente

(g) Le salaire moyen de 2015 a été recalculé afin de ne pas prendre en compte les expatriés de droit français conformément à la définition de 2016.

Indicateurs disponibles sur www.bouygues.com : total abondement PEE brut (France), montant d'abondement Perco brut (France), montant intéressement et participation (sommes versées en 2016 au titre de 2015, France), collaborateurs ayant bénéficié d'une promotion (France)

(voir commentaire p. 84)

En dépit d'une inflation très faible et d'un climat économique mitigé en France, les salaires des collaborateurs de **Bouygues Construction**, revus une fois par an en tout début d'année, ont été augmentés en 2016 de 1,7 %, soit plus qu'en 2015. Sur fond de modération salariale, une attention particulière a été portée aux rémunérations du premier décile, les moins élevées, notamment au début du parcours professionnel.

En complément à cette politique salariale, Bouygues Construction privilégie et valorise la promotion interne. En France, l'année 2016 a été l'occasion de promouvoir 2 300 collaborateurs, soit plus de 10 % de l'effectif.

Dans un marché national difficile avec un taux moyen d'inflation égal à 0,2 % en 2016, la masse salariale de **Colas** en France a été volontairement maîtrisée.

Avantages octroyés aux salariés

en millions d'euros

	2016	2015	2014
Résultat net	784	480	1 064
Coûts des avantages octroyés aux salariés hors dividendes	175	150	153
Résultat avant charges liées aux avantages octroyés aux salariés	959	630	1 217
Coûts des avantages octroyés aux salariés, y compris dividendes	(248)	(237)	(242)
Dividendes à verser aux actionnaires non-salariés au titre de l'année	(535)	(567)	(652)
AFFECTATION AUX RÉSERVES	176	(174)	323

Les avantages octroyés aux salariés par le Groupe tiennent compte de la participation, de l'intéressement, de l'abondement versé au titre du PEE et du PERCO, de la charge comptabilisée en normes IFRS sur les programmes d'épargne salariale Bouygues Confiance et sur les stock-options, ainsi que des dividendes à verser aux salariés.

Le solde du résultat net 2016 après avantages octroyés aux salariés et distribution aux actionnaires a été affecté aux réserves pour 176 millions d'euros.

3.2.2 Organisation du travail

L'organisation du temps de travail varie en fonction du contexte local des métiers et du cadre légal, variable d'un pays à l'autre.

Les décisions se prennent en tenant compte de la recherche de la satisfaction des clients et de la préservation de l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle.

Suivi et évolution du temps de travail dans les métiers

Chez Bouygues Construction en France, une refonte des processus et outils de pointage a été déployée courant 2016 afin de les moderniser et de les uniformiser. Pour les populations Etam/Cadres, les absences/présences sont désormais gérées par exception avec le manager mis dorénavant au cœur du dispositif. Pour les compagnons, un portail unique est utilisé pour l'activité des chantiers en France. Ces nouveaux outils permettent un meilleur suivi du temps de travail des collaborateurs. L'ambition est d'avoir un outil commun pour toutes les entités à fin 2017.

En France, Colas a privilégié l'annualisation et le forfait Jours.

L'annualisation et le régime de modulation du temps de travail, appliqués aux compagnons et à une partie des Etam, permettent d'organiser le travail selon la saisonnalité tout en valorisant les heures supplémentaires.

Dans les activités de Spécialités comme le Ferroviaire et la Signalisation routière, où la sécurité impose de réaliser des travaux de nuit, il existe des modalités spécifiques d'organisation du travail.

Le régime du forfait Jours qui s'applique aux cadres s'étend progressivement sur certaines populations des Etam.

L'outil de gestion des temps d'activité et de repos des salariés en forfait Jours assure un suivi mensuel des journées travaillées, de repos et de congés. Il favorise une communication régulière entre le manager et son collaborateur sur la charge de travail et l'articulation entre la vie professionnelle et la vie privée, sous la forme d'un planning mensuel issu du pointage en paie des jours travaillés/non travaillés. Ce planning doit être validé par le salarié en forfait Jours et son manager.

À l'international, la saisonnalité de l'activité affecte l'organisation du travail. En Amérique du Nord, par exemple, les travaux sont principalement réalisés entre le printemps et l'automne, avec des salariés saisonniers réembauchés d'une année sur l'autre. En Europe, l'annualisation du temps de travail est en vigueur en Hongrie, Slovaquie et Roumanie. En Afrique, la réalisation de travaux routiers en site isolé fait l'objet d'organisations spécifiques avec, par exemple, des retours de quatre jours en fin de mois au domicile et un travail organisé sur des semaines de six jours travaillés.

Bouygues Telecom a modifié la répartition hebdomadaire du temps de travail avec un nouvel accord. La durée annuelle du travail reste la même pour la majorité des Etam, mais la durée hebdomadaire est désormais plus courte, entraînant mécaniquement la diminution du nombre de JRTT. Pour les cadres, la durée annuelle de travail augmente de deux jours. Cette nouvelle organisation s'appliquera directement aux futurs embauchés, et uniquement aux volontaires pour les collaborateurs déjà présents dans l'entreprise qui bénéficieront alors d'une valorisation salariale.

Enfin, l'accord Compte Épargne Temps de TF1, renégocié en 2015 et signé avec l'ensemble des organisations syndicales, a pleinement produit ses effets en 2016 en favorisant la prise des congés plutôt que leur épargne.

Adoption de nouvelles formes d'organisation du travail

Quand cela est possible, le groupe Bouygues encourage le recours au télétravail qui peut générer à la fois satisfaction des collaborateurs concernés et gains pour l'entreprise (amélioration de la productivité, optimisation de l'occupation des surfaces de bureaux). À titre d'exemple, le dispositif a été adopté par 1 200 collaborateurs de Bouygues Telecom (20 % de l'effectif).

En France, toutes les entreprises du Groupe :

- ont déployé des méthodologies organisationnelles flexibles comme le travail nomade, le télétravail et le *coworking* ;
- ont formalisé une stratégie pour prévenir la surcharge cognitive (stress, *burn-out*, harcèlement) en signant des accords sur la qualité de vie au travail et en organisant des enquêtes anonymes de perception auprès des collaborateurs ;

- disposent d'une politique pour maintenir l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée et ont, pour certaines d'entre elles, signé la charte de parentalité (TF1 et Bouygues Telecom).

Bouygues Immobilier repense les nouveaux espaces de travail pour ses clients et ses propres équipes en lien avec la culture numérique et l'évolution des pratiques managériales. C'est ainsi que le siège social Galeo et de nombreux autres sites se transforment en espaces de travail partagés, reconfigurés selon les usages pour favoriser la collaboration et le bien-être au travail. Entre bureaux fixes et partagés, salles créatives et espaces calmes, les positions de travail sont diversifiées.

Bouygues Immobilier a également mis en place une démarche d'intrapreneuriat qui permet aux talents porteurs d'idées d'être soutenus financièrement et détachés de leurs missions habituelles pour se consacrer à leurs travaux.

3.2.2.1 Temps de travail

Nombre d'heures travaillées^a

Périmètre ^b : Monde	Holding et divers	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	2016 Total Groupe	2015 Total Groupe ^a
Nombre d'heures travaillées	603 397	102 509 285	3 130 515	105 530 724	4 944 581	13 207 522	229 926 024	237 203 493

(a) nouvel indicateur mis en place 2016 et recalculé pour 2015

(b) taux de couverture : 99,7 % des effectifs du Groupe

Bouygues Construction a un volume global d'heures travaillées stable par rapport à 2015 (- 0,5 %) pour une activité et des effectifs stables au niveau mondial. Le détail par région laisse apparaître des réalités différentes avec des pays dont le nombre d'heures travaillées varie plus fortement à la hausse lors de démarrages de chantiers (Hong-Kong, Maroc, Suisse) ou à la baisse liée à la fin des chantiers (Congo, Côte d'Ivoire, Myanmar, Nigéria, Philippines, Singapour, Thaïlande, Qatar).

Colas a vu son nombre d'heures travaillées baisser de 3,9 %, en lien avec la baisse des effectifs dans le monde.

Régime de temps de travail des collaborateurs

Périmètre ^a : France	Holding et divers	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	2016 Total Groupe	2015 Total Groupe
Horaire	36,2 %	53,3 %	36,8 %	81,5 %	26,6 %	56,8 %	66,3 %	67,4 %
Forfait (y compris cadres dirigeants)	63,8 %	46,7 %	63,2 %	18,5 %	73,4 %	43,2 %	33,7 %	32,6 %

(a) taux de couverture : 55,7 % des effectifs du Groupe

L'indicateur de par son acception française exclut l'international.

Indicateur disponible sur www.bouygues.com : nombre moyen de collaborateurs travaillant à temps partiel (France)

3.2.2.2 Absentéisme

Nombre de jours d'arrêts consécutifs à un accident du travail^a

Périmètre ^b : Monde	Holding et divers	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	2016 Total Groupe	2015 Total Groupe ^a
Nombre de jours d'arrêts consécutifs à un accident du travail	3	21 323	1 047	55 596	1 982	2 691	82 642	89 694

(a) nouvel indicateur mis en place en 2016 et recalculé pour 2015

(b) taux de couverture : 99,7 % des effectifs du Groupe

Taux d'absentéisme^a

Périmètre ^b : France	Holding et divers	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	2016 Total Groupe	2015 Total Groupe
Taux d'absentéisme	2,9 %	3,7 %	2,6 %	5,2 %	3,0 %	5,2 %	4,6 %	4,5 %

(a) effectifs actifs en contrats permanents

(b) taux de couverture : 55,7 % des effectifs du Groupe

Le taux d'absentéisme est défini comme le décompte en jours calendaires des arrêts consécutifs aux accidents de travail, de trajet, aux maladies professionnelles et aux maladies, rapporté à [l'effectif CDI moyen x 365].

3.2.3 Relations sociales

Le groupe Bouygues considère que la fonction syndicale et les institutions représentatives des collaborateurs constituent un élément essentiel d'une politique sociale de progrès et contribuent à ce titre à la bonne marche des entreprises du Groupe. L'établissement d'un dialogue permanent avec celles-ci permet d'entretenir des relations constructives.

En complément de ceux alloués par les métiers, des moyens mis à disposition des organisations syndicales ont été déterminés au niveau du Groupe par un accord signé en 2005. Outre les instances de dialogue social des filiales, le comité de Groupe France (trente représentants issus des différents comités d'entreprise du Groupe) et le comité d'entreprise européen (vingt-quatre représentants de douze pays) sont des instances privilégiées pour les rencontres entre les représentants syndicaux de tous horizons et les dirigeants du Groupe. Ils permettent un échange ouvert sur les perspectives économiques et financières, ainsi que les évolutions en matière d'emploi, de politique sociale, d'hygiène et de sécurité.

Une très forte participation aux élections professionnelles (82,3 % en 2016), supérieure à celle que l'on constate sur le plan national en France (42,8 % en 2013 selon le Haut Conseil du dialogue social), donne aux représentants des collaborateurs une forte légitimité. Des outils sont mis à leur disposition au travers de la Base documentaire économique et sociale électronique (BDES). Cette dernière permet aux 3 474 représentants des salariés et aux 407 instances représentatives du personnel de consulter l'ensemble des documents déposés en amont pour la consultation sur les orientations stratégiques de l'entreprise. L'utilisation de la BDES sera étendue, conformément à la loi Rebsamen, aux autres consultations obligatoires.

Par ailleurs, le réseau collaboratif *ByLink Network* ouvert en 2015 à tous les collaborateurs du groupe Bouygues met à leur disposition un espace de dialogue ouvert et transparent où les utilisateurs peuvent s'informer sur l'actualité du Groupe et partager, au travers de communautés thématiques, les bonnes pratiques de leur métier.

Ainsi, l'organisation du dialogue social repose sur des relations respectueuses et constructives au profit des collaborateurs et a permis de ne pas rencontrer de points de blocages majeurs de nature à perturber les activités du Groupe.

3.2.3.1 Relations avec les partenaires sociaux, bilan des accords collectifs

En 2016, 237 accords ont été signés ou reconduits, reflète d'un dialogue social dynamique au sein du Groupe.

En France, la négociation collective au niveau Groupe a abouti en 2016 à l'évolution de l'accord Perco, dispositif voulu accessible pour l'ensemble des collaborateurs et ce, quel que soit leur métier d'appartenance.

À l'international, les relations avec les partenaires sociaux s'inscrivent dans le cadre de la réglementation applicable aux pays considérés.

Enfin, chaque métier du Groupe a été amené à conclure des accords au regard de ses propres enjeux.

Bouygues Construction

Outre les nouveaux accords signés cette année en France, les relations avec les partenaires sociaux à l'international s'inscrivent dans le cadre de la réglementation applicable aux pays considérés et bien souvent au-delà.

Ainsi, Bouygues Construction met en œuvre aussi souvent que possible une politique de mieux-disant dans les domaines sociaux (par exemple, en matière de Prévoyance Assurance décès) ou sociétaux (construction d'écoles, projets humanitaires au travers de la fondation Terre Plurielle). Ces sujets sont systématiquement audités dans le cadre de la mesure de l'indice de développement RH mis au point par Bouygues Bâtiment International avec pour objectif de s'assurer du déploiement des politiques et processus de ressources humaines de Bouygues Construction au sein des implantations pérennes de Bouygues Bâtiment International. Le déploiement pour la France est prévu pour 2017.

Bouygues Immobilier

2016 a été l'année de la renégociation des accords liés à la responsabilité sociale chez Bouygues Immobilier. En effet, l'entreprise a renouvelé plusieurs accords sur la qualité de vie au travail, l'insertion et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap, l'accord de Gestion des emplois et des Parcours professionnels regroupé avec l'accord intergénérationnel et l'accord d'intéressement.

Lors de la négociation annuelle obligatoire, les partenaires sociaux de Bouygues Immobilier ont mis en place une solution complémentaire aux dispositifs légaux permettant aux salariés de s'absenter afin de pouvoir s'occuper d'un enfant, conjoint ou parent gravement malade. Aussi, le don de JRTT est désormais possible pour venir en soutien à un autre collaborateur de l'entreprise.

Colas

Trois accords de groupe ont été conclus par Colas dans les domaines suivants :

- santé – Prévoyance : un accord a été conclu, avec trois syndicats sur quatre, aménageant la prise en charge des garanties en matière d'optique et des honoraires de médecin, ainsi que l'adaptation de l'allocation Naissance ;
- intéressement : un troisième accord d'intéressement a été conclu, avec deux syndicats majoritaires. Le dispositif vise à associer les collaborateurs aux performances économiques (résultat opérationnel) et de sécurité (indice Sécurité) de leurs sociétés. Cet accord d'une durée de trois ans couvre les exercices 2016, 2017 et 2018 ;
- gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) : au cours du dernier trimestre 2016, le Groupe a engagé la négociation d'un accord sur la GPEC. Un tel accord aura pour objectif d'accompagner les sociétés du groupe Colas et leurs collaborateurs dans les adaptations et transformations qu'elles pourraient rencontrer au cours des prochaines années.

TF1

Le groupe TF1 a signé en 2016, et pour trois ans, un accord ambitieux sur le handicap. Malgré le contexte économique tendu, les objectifs d'emploi direct ont été maintenus, de même que le volume de chiffre d'affaires avec le secteur protégé. Il est à noter que, lors du précédent accord triennal, ce dernier objectif avait été dépassé dès la deuxième année de l'accord.

Le groupe TF1 a par ailleurs lancé sa négociation GPEC dont la mesure essentielle consiste en la mise en place d'un observatoire des métiers dont l'objectif principal sera de cartographier l'ensemble des métiers du groupe et d'identifier parmi eux les métiers en tension et ceux qui émergent.

Bouygues Telecom

Après la négociation annuelle obligatoire de Bouygues Telecom, signée par toutes les organisations syndicales représentatives, plusieurs accords ont été signés sur l'insertion et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés, l'organisation du temps de travail et le télétravail, l'organisation de la relation client digitale, l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ainsi qu'un nouvel accord d'intéressement pour 2016, 2017 et 2018.

3

Participation aux élections CE^a et DUP^b (1^{er} tour Titulaires)

Périmètre ^c : France	Holding et divers	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	2016 Total Groupe	2015 Total Groupe
Taux de participation aux dernières élections du comité d'entreprise	89 %	87 %	74 %	83 %	80 %	69 %	82 %	82 %

(a) comité d'entreprise

(b) délégation unique du personnel

(c) taux de couverture : 55,7 % des effectifs du Groupe

L'indicateur de par son acception française exclut l'international.

Des indicateurs sont disponibles sur www.bouygues.com : pourcentage de collaborateurs concernés par une enquête de satisfaction (France), pourcentage de collaborateurs ayant bénéficié d'un entretien annuel d'évaluation formalisé (France).

Le taux de participation aux élections de comités d'entreprises et de délégations uniques du personnel reste élevé et stable.

3.2.3.3 Bilan des accords collectifs

Accords collectifs négociés

Périmètre ^a : France	Holding et divers	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	2016 Total Groupe	2015 Total Groupe
Nombre d'accords collectifs négociés, y compris NAO ^b	4	76	14	116	10	17	237	284

(a) taux de couverture : 55,7 % des effectifs du Groupe

(b) négociation annuelle obligatoire

L'indicateur de par son acception française exclut l'international.

3.2.3.2 Animation du dialogue social avec les collaborateurs

En complément de *Bylink Network*, réseau collaboratif Groupe favorisant un dialogue inter-Métiers, les cinq métiers du groupe Bouygues disposent de leurs propres réseaux collaboratifs. Ces réseaux utilisent la même plateforme (Yammer de Microsoft), facilitant ainsi l'appropriation par tous de ce nouvel outil de travail. Partout dans le monde existent chez Bouygues des canaux de communication interactive à large diffusion pour faciliter les échanges (réseaux sociaux d'entreprise, *tchat*, etc.). Tout au long de l'année, diverses manifestations sont organisées dans les métiers afin de créer des opportunités de rencontres et multiplier les échanges.

Bouygues Construction remet, à l'international, des livrets d'accueil aux nouveaux embauchés sur le principe de ceux remis aux collaborateurs des structures françaises. Des manifestations de valorisation de l'ancienneté (soirées de médailles), des déjeuners et rencontres avec les directeurs généraux, ou encore des enquêtes périodiques de satisfaction, sont aussi autant d'occasions d'échanges avec les collaborateurs des structures locales.

Chez Bouygues Immobilier, des *web conferences* sont organisées deux fois par an avec le président-directeur général. Elles permettent

à l'ensemble des collaborateurs de lui poser leurs questions en direct. Des enquêtes de satisfaction et de perception sont aussi régulièrement organisées afin de permettre aux collaborateurs de donner leur avis sur les principaux axes stratégiques de Bouygues Immobilier.

Bouygues Telecom organise tous les trimestres des rendez-vous d'information réunissant plus de cinq cents managers autour des orientations stratégiques et des grands projets en cours. Ils sont l'occasion d'échanges avec la direction générale. Par ailleurs, tous les deux mois, une interview filmée du président-directeur général, *Prise directe*, est diffusée sur l'Intranet de l'entreprise afin de répondre aux questions soumises en amont par les collaborateurs.

Afin d'accompagner la transformation de TF1, plusieurs actions de communication ont été mises en place : newsletters mensuelles ; échanges avec la directrice Stratégie, Développement et Transformation du Groupe lors d'*after-works* au cours desquels les grands enjeux auxquels l'entreprise doit répondre sont expliqués (plus de douze directions et près de 500 collaborateurs y ont assisté) ; dialogue de proximité entre le président-directeur général Gilles Pélisson et les collaborateurs lors de petits-déjeuners réguliers ; interviews exclusives avec le président ; entretiens filmés avec les membres du comité exécutif pour permettre aux collaborateurs d'approfondir des sujets stratégiques.

3.2.4 Santé et sécurité

Le groupe Bouygues est présent dans des métiers particulièrement exposés aux risques d'accidents du travail. Il se donne pour objectifs de réduire le nombre et la gravité de ces derniers et, de façon plus générale, d'améliorer la santé de ses collaborateurs. La prévention du risque routier et des risques psychosociaux (assortis pour ces derniers d'enquêtes, de systèmes d'alerte et de formations aux bonnes pratiques de management) font aussi l'objet d'actions dans tous les métiers.

C'est sur les chantiers que la nécessité de la prévention est cruciale. Les activités de construction du Groupe déploient donc des efforts très soutenus (équipements de sécurité, formations, détection et suivi des « presque accidents ») et obtiennent dans ce domaine de meilleures performances que les standards de leur secteur^(a). En France, les politiques en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail sont déployées en concertation avec les CHSCT (comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail). Enfin, la mise en place d'un système de management de la sécurité, associé parfois à une certification selon l'Ohsas 18001, constitue la base organisationnelle des unités opérationnelles de Bouygues dans le secteur de la construction.

Les entités du Groupe œuvrent activement à l'amélioration de la sécurité de toutes les personnes qui travaillent sur leurs sites. L'intégrité physique des personnes étant en jeu, les entités du groupe Bouygues exigent de leurs fournisseurs qu'ils aient un niveau d'exigence identique pour la sécurité du travail lorsqu'ils interviennent sur des sites Bouygues. À cet égard, il est de la responsabilité du fournisseur de signaler toute anomalie constatée au directeur du site du groupe Bouygues sur lequel il intervient (extrait de la charte RSE Fournisseurs et sous-traitants Bouygues, annexe de ses contrats d'achat).

3.2.4.1 Sécurité au travail

Pour déployer la politique de sécurité, les dirigeants des filiales s'appuient depuis de nombreuses années sur un réseau mondial de préventeurs et sur une large gamme d'outils de prévention : formations à la sécurité, à la conduite apaisée et aux premiers secours ; quarts d'heure Sécurité (*starters*) ; actions de sensibilisation ; analyses des accidents ; partage des meilleures pratiques ; challenges inter-filiales et trophées ; classement semestriel, etc.

Compte tenu du contexte international actuel et des zones potentielles à risques, Bouygues Construction a complété son dispositif de sûreté en nommant un directeur Sûreté. Sous la direction du comité créé en 2015, il a pour mission de maintenir des niveaux de sûreté optimale pour tous les personnels et chantiers de Bouygues Construction.

Une direction Prévention Santé Sécurité, directement rattachée au président-directeur général de Bouygues Construction, a été créée et a formalisé un plan stratégique dont les principales orientations sont les suivantes :

- promouvoir une approche uniforme dans l'ensemble des activités en définissant des standards de performance mondiaux et dans le respect des réglementations des pays ;
- engager les collaborateurs, les sous-traitants, les fournisseurs et les clients pour atteindre l'objectif du « zéro accident » à travers les actes, les paroles et les attitudes ;
- viser l'excellence opérationnelle en mesurant la mise en place des standards dans toutes les activités, en partageant les démarches de prévention ; et
- maintenir la performance en démontrant que les standards ne sont jamais compromis.

(a) <http://www.inrs.fr/actualites/statistiques-BTP-2014.html>

Les indicateurs Sécurité sont revus trimestriellement par le comité de direction générale de Bouygues Construction et sont intégrés depuis dix ans dans le cadre des accords d'intéressement. Dans les accords renégociés en 2015, ils sont devenus un critère complémentaire aux résultats économiques. Il permet de générer des malus ou des bonus en fonction des résultats Sécurité appréciés au niveau local. Ainsi, tous les collaborateurs des entités, qu'ils soient sur un chantier ou au siège, sont directement sensibilisés et mobilisés par la politique de sécurité et par l'objectif du « zéro accident ».

Un séminaire a réuni mi-2016 l'ensemble des acteurs de prévention de Bouygues Construction pour définir les règles de sécurité visant à réduire le risque de blessure sur ses chantiers et opérations. Ces règles auront vocation à être simultanément partagées lors d'une journée mondiale de la santé/sécurité dans l'ensemble des chantiers au premier semestre 2017. Elles s'adressent tout autant à ceux qui organisent les activités, qu'à ceux qui les réalisent et ceux qui les contrôlent. Elles permettront d'améliorer partout dans le monde la performance santé/sécurité pour atteindre son objectif « zéro accident » et de renforcer la prévention en incitant chacun à intervenir dès qu'un écart est constaté.

Par ailleurs, les méthodes d'analyses des incidents/accidents ont été uniformisées et plus d'une vingtaine de collaborateurs en France ont participé à une formation de quatre jours pour les déployer sur l'ensemble des entités françaises. En 2017, cette formation se poursuivra à l'international. Un outil de reporting dédié à la sécurité, Acciline, continue d'être déployé dans l'ensemble des entités afin de faciliter la collecte, le suivi de l'accidentologie et l'analyse des données. Il couvre, en 2016, la totalité des activités en France, Suisse, Royaume-Uni et les activités de VSL.

Le programme de formation Leader Sécurité a été mis en place en 2016 à l'attention des différents niveaux de management des projets pour contribuer à la création d'une culture santé/sécurité commune. Les premières sessions se sont déroulées en France en 2016 et le programme se déploiera en 2017 à l'international.

Enfin, l'engagement santé/sécurité est apprécié dans les campagnes d'entretiens annuels de tous les collaborateurs en France et à l'international.

Chez Colas, l'année 2016 a été marquée par la mise en place d'une nouvelle politique de sécurité lancée à l'occasion de la *Safety Week*^a. Le président-directeur général y a rappelé que la sécurité est la valeur numéro un de Colas, assortie d'une tolérance zéro pour tout écart de comportement, et il a mentionné l'importance capitale de l'exemplarité des managers.

Cinq thématiques majeures ont été retenues : « Respecter les règles », « Se former et s'informer », « Concevoir des chantiers en sécurité », « Vérifier » et « Analyser et planifier ».

Chacune d'entre elles donne lieu à une action concrète : port obligatoire des équipements de protection individuelle, mise en place d'une formation Sécurité pour tout nouvel arrivant, analyse des risques préalable au démarrage de chaque chantier, ou changement de processus dans les industries et déploiement des audits croisés. La politique Sécurité s'enrichira chaque année de nouvelles actions qui deviendront les standards de Colas.

Des actions significatives menées en 2016 sont à noter :

- le nombre de séances de *coaching* Sécurité pour les chefs d'établissement est en progression. Colas Sud-Ouest a, par exemple, formé l'ensemble de ses managers, ainsi que son comité de direction ;
- la mise en œuvre du dispositif Ergomat fixe un niveau d'exigence sécurité plus élevé et obligatoire lors des commandes d'engins (action sur les pelles en 2016) ;
- à l'international, le processus *Goal Zero* est déployé aux États-Unis avec l'assistance de Caterpillar Safety Services. Des travaux sont menés dans le cadre du CIB (Colas Innovation Board) pour améliorer la sécurité des collaborateurs.

3

Accidents du travail

Périmètre ^a : Monde	Holding et divers	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	2016 Total Groupe	2015 Total Groupe
Taux de fréquence ^b des accidents du travail des collaborateurs	3,3	3,8	9,3	7,0	4,0	5,5	5,4	5,6
Taux de gravité ^c des accidents du travail des collaborateurs		0,21	0,33	0,53	0,40	0,20	0,36	0,38
Nombre d'accidents mortels		1		3			4	9

(a) taux de couverture : 99,7 % des effectifs du Groupe

(b) nombre d'accidents du travail avec arrêt x 1 000 000/nombre d'heures travaillées. En France, il s'agit des accidents avec arrêt supérieur à un jour, déclarés et reconnus par la CPAM.

(c) nombre de jours d'arrêt consécutif à un accident du travail x 1 000/nombre d'heures travaillées

Bouygues Construction et **Colas** mènent une politique de prévention des risques très volontariste. Ces chiffres, toujours bien inférieurs à la moyenne relevée par la profession (enquêtes FFB – EGF-BTP), confirment que la politique et les actions influent durablement sur la fréquence et sur la gravité des accidents, et de leur impact sur la santé des collaborateurs.

(a) La *Safety Week* (20-24 juin 2016) a été l'occasion d'organiser une semaine consacrée à la sécurité dans l'ensemble des entités en France et à l'international de Colas, avec un programme bâti sur le thème : « Je suis pro, je porte mon équipement. »

3.2.4.2 Santé au travail



Chez Bouygues Construction, un pôle central Ergonomie a été créé pour accompagner les entités dans le déploiement de la politique de santé à l'échelle du groupe. Celle-ci vise à garantir le respect des principes ergonomiques et l'optimisation des postes de travail pour préserver la santé des collaborateurs, à concevoir des situations de travail qui maintiennent l'état de santé des collaborateurs et à féminiser les métiers. Des formations aux principes ergonomiques sont donc mises en place auprès de l'ensemble des spécialistes des Méthodes et Prévention tandis qu'un référentiel commun est mis à disposition.

Afin de lutter contre les risques psychosociaux et de favoriser une meilleure conciliation des rythmes professionnels et personnels, Bouygues Bâtiment a déployé en France un plan d'action. Celui-ci intègre, d'une part, des formations ou des actions de sensibilisation visant l'ensemble du management (formation « Harmonie et Performance ») et, d'autre part, la mise en œuvre d'une charte dénommée Harmonies sur les nouveaux projets pour définir collectivement les bonnes pratiques à respecter pendant la durée du chantier (organisation de l'équipe, réunions, usage de l'e-mail, espace de nomadisme et convivialité).

À *Challenger*, siège de Bouygues Construction, un espace Zen destiné au repos, ouvert en 2013, recense plus de 6 000 visites chaque année.

Des actions spécifiques, en lien avec les troubles musculo-squelettiques, sont poursuivies par Colas (par exemple, les formations « Gestes et postures » et le développement de l'exosquelette Exopush) pour soulager le travail des équipes chargées de poser les enrobés, éviter le bruit et les ultra-violets, prévenir les risques liés à l'alcool et aux drogues, ainsi que les risques psychosociaux.

Colas met également en œuvre des dispositifs et des actions afin de réduire au maximum l'exposition de ses collaborateurs aux fumées de bitume, aux poussières de silice et aux solvants chlorés (cf. chapitre 4, « Risques des métiers », du présent document).

Grâce à son réseau d'une centaine de « préventeurs » présents sur le terrain, la sensibilisation et la formation de ses collaborateurs ont été renforcées sur ces thématiques.

Chez Bouygues Telecom, les équipes médico-sociales ont retenu comme thème de l'année la prévention des addictions aux substances psychoactives. Des actions variées visent notamment à sensibiliser, outre les collaborateurs, tous les acteurs de la prévention : CHSCT, Ressources humaines, équipes Santé au travail. Les cent quatre-vingt techniciens du réseau télécoms ont consacré une journée aux engagements de sécurité avec comme sujet d'information et d'échange « Prendre soin de sa santé, de sa sécurité et de celle des autres ». Depuis plusieurs années, un observatoire médical du bien-être et du stress a été mis en place.

Couverture sociale internationale^a

Périmètre ^b : hors France	Holding et divers	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	2016 Total Groupe	2015 Total Groupe
Couverture sociale à l'international		100 %		96 %			98 %	96 %

(a) pourcentage de sociétés de plus de 300 collaborateurs présentes à l'international proposant un dispositif de couverture sociale à leurs employés

(b) taux de couverture : 38,7 % des effectifs du Groupe

La mise en place d'une couverture sociale reste l'une des priorités des politiques de ressources humaines à l'international. Cette couverture continue d'être déployée progressivement sur les chantiers.

Maladies professionnelles reconnues^a

Périmètre : France	Holding et divers	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	2016 Total Groupe	2015 Total Groupe
Maladies professionnelles reconnues		69	2	149	1		221	222

(a) taux de couverture : 55,7 % des effectifs du Groupe

L'indicateur de par son acception française exclut l'international.

3.2.5 Développement des talents et des compétences

Le groupe Bouygues s'attache à construire pour ses collaborateurs un environnement propice au développement de l'employabilité et à la professionnalisation de leurs compétences grâce à des dispositifs d'accompagnement de leur parcours professionnel.

La systématisation des entretiens d'échanges entre managers et collaborateurs, formalisés dans tous les métiers, l'accès à la formation pour tous les collaborateurs du Groupe, et la présence de directions Mobilité au sein de chaque entité contribuent à la réalisation d'actions concrètes sur le plan national et international, en lien avec les objectifs stratégiques des métiers.

L'accès à la formation

Les directions Formation et Université des métiers visent à développer, à travers des actions de proximité, les compétences techniques ou managériales des collaborateurs à court ou moyen terme, et à tous les niveaux de l'organisation.

L'investissement de Bouygues au sein du Centre de Formation d'Apprentis (CFA) Gustave Eiffel reste important. Il s'organise autour de trois axes majeurs : la rationalisation de l'offre de formation en adéquation avec les besoins métiers du Groupe, la poursuite du développement de l'offre de formation professionnelle continue et le développement d'une expertise liée à l'accompagnement en matière d'insertion.

La mobilité interne et l'évolution au sein du Groupe

Ces dernières sont en effet des vecteurs d'enrichissement et d'employabilité pour les collaborateurs. Les équipes et les outils spécifiquement mis en place dans tous les métiers favorisent la diffusion des offres, promeuvent la diversité des opportunités du Groupe et assurent l'accompagnement des collaborateurs dans leurs démarches de mobilité. Les métiers s'appuient sur la direction centrale Mobilité du Groupe qui propose, la facilitation des mobilités entre les filiales. Le nombre moyen de postes à pourvoir affichés sur *Moby clic*, site extranet consacré à la mobilité interne dans le Groupe, a augmenté de 45 % en 2016, passant de 495 en 2015 à 800 en 2016.

Un forum consacré à la mobilité interne au sein de Bouygues Construction a eu lieu en avril 2016 avec l'ambition de favoriser la mobilité vers les six localisations géographiques qui recrutent le plus : Suisse, Royaume-Uni, Cuba, Île-de-France, Régions France et autres (Afrique, Australie, etc.) Plus de quatre-vingts représentants des fonctions RH et opérationnelles ont été mobilisés pour cet événement et une quarantaine de mobilités ont été actées en fin d'année.

Bouygues Immobilier a mis en place des « Packs Mobilité » permettant de financer des formations pour les collaborateurs changeant de métier. Ceci permet ainsi de multiplier les passerelles entre les métiers, et notamment entre les fonctions Supports et celles du cœur de métier, les mobilités s'effectuant dans les deux sens.

3.2.5.1 Développement de l'expertise et de l'employabilité

Maîtrise des fondamentaux Métiers et accompagnement des parcours professionnels

En nombre croissant, les parcours professionnalisant, certifiants ou diplômants, permettent de soutenir le développement de l'employabilité des collaborateurs du Groupe. Des dispositifs sont par ailleurs en place, en France comme à l'international, pour mettre à

niveau la formation initiale des collaborateurs qui le désirent (cours d'alphabetisation, etc.).

Bouygues Construction a lancé fin 2015 une refonte de la stratégie de formation. Dans ce cadre, quatre sujets prioritaires ont donné lieu à la conception de programmes et le lancement de leur pilote au second semestre 2016 : un programme d'éthique comportementale et managériale, un module destiné à la filière Encadrement Travaux, un parcours pour la filière Commerce et trois parcours santé/sécurité (« encadrant d'équipe », « encadrant de proximité » et « Hiérarchie Travaux »). Plus de deux cents collaborateurs, dont une centaine de chefs d'équipe, ont ainsi été formés. L'ensemble de ces projets fera l'objet d'un déploiement mondial en 2017.

À noter également la mise en place de formations certifiantes permettant ainsi la reconnaissance des compétences acquises par l'expérience du terrain, complétées par un module de formation. Une douzaine de collaborateurs a participé à une première promotion visant l'obtention du titre professionnel de « chef d'équipe ».

Les orientations de la politique de formation et de développement des compétences de Colas ont mis au premier plan la formation de l'encadrement Travaux au management de la sécurité, la maîtrise des fondamentaux techniques et le management des équipes.

Le Colas Campus, école de formation du groupe située en France, a accueilli 3 058 collaborateurs, répartis en 362 sessions organisées sur tout le territoire. Le campus dispense un tronc commun de parcours de formation permettant d'accompagner le développement professionnel des compagnons, des Etam et des cadres. Parmi ces programmes, les cinq cycles « Universités Colas » ont permis d'accompagner 267 managers dans leur progression professionnelle.

À l'international, en ligne avec les orientations du groupe Colas, les formations engagées ont principalement porté sur le développement des compétences Métiers et la sécurité. Elles se déclinent sous forme d'actions locales et de programmes mutualisés :

- en Europe centrale, les formations sont dispensées dans le cadre de programmes mutualisés pour les différents pays où Colas est implanté. En 2016, elles ont principalement porté sur la sécurité, le métier et le leadership. L'Europe du Nord structure son offre de formation par métier, avec notamment un dispositif comparable au Colas Campus au Royaume-Uni, en Belgique et en Suisse. L'Université Europe du Nord de Colas accompagne les managers locaux de langue anglaise sur les thèmes de la gestion et du leadership. Au total, en Europe, le nombre de collaborateurs formés se situe à un niveau élevé (3 786 salariés) ;
- en Afrique, l'objectif est de décliner un plan de formation ciblé et concret, à l'instar du Maroc et du Gabon ;
- en Amérique du Nord, les filiales ont formé 7 786 collaborateurs, principalement à la sécurité, au métier, à l'intégration des nouveaux embauchés, au travers de leur campus Colas et d'actions de proximité. Les managers se forment au sein des trois programmes de Colas North America University ;
- au Canada, les formations reposent sur le programme *Colas Canada Educational Training Series* et incluent une formation diplômante en lien avec The Northern Alberta Institute of Technology.

Bouygues Telecom investit fortement dans le développement professionnel de ses collaborateurs en développant, d'une part, une démarche de certification au sein de l'entreprise permettant à plusieurs centaines de ses collaborateurs, via la mobilisation de leur Compte Personnel de Formation, de suivre des parcours de formation certifiant dans des domaines variés, notamment la relation client. D'autre part,

3

elle propose des offres de validation des acquis en entreprise (pour les comptables, les chargés de recouvrement, les conseillers de clientèle Support, etc.). Au total, les 100 collaborateurs ayant adhéré à cette démarche vont obtenir des diplômes Bac+2 ou Bac+3.

Par ailleurs, afin de renforcer les compétences sur les métiers de la relation Client, des plateaux d'entraînement ont été installés sur chaque centre de Relation client de Bouygues Telecom pour organiser en continu des *training/coaching* de conseillers de clientèle, sous la supervision de responsables d'équipe « coach ».

Transformation des modes d'apprentissage et des processus de formation

La digitalisation des modalités d'apprentissage permet de favoriser un accès plus large aux contenus et de proposer des parcours de formation adaptés aux contraintes opérationnelles des collaborateurs. Des techniques pédagogiques innovantes (*serious games*^a, MOOC^b, SPOC^c, etc.) favorisent l'appropriation de nouveaux contenus. Quatre métiers du groupe Bouygues disposent de plateformes digitales de formation : Bouygues Construction (Byle@rn), Bouygues Immobilier (BI Learn), TF1 et Bouygues Telecom (e-campus).

Chez Bouygues Immobilier, les demandes de formation se font désormais en ligne. Chaque collaborateur peut saisir directement sa demande de formation individuelle, soumise ensuite pour validation

au manager (sinon, le refus est motivé). Les managers peuvent également saisir une demande individuelle pour leurs collaborateurs. Les demandes individuelles sont ensuite validées par la DRH en tenant compte de l'investissement réalisé au titre des formations collectives en lien avec les projets stratégiques de l'entreprise. Les formations validées sont alors formalisées dans l'outil et constituent le plan de formation.

Colas a déployé en 2016 de nouveaux modes de formation innovants (*serious games, e-learning*) sur des thèmes aussi divers que le leadership, la négociation et l'éthique. Le Colas Campus a lancé une démarche de numérisation de son catalogue de formation, ce qui lui permettra de proposer, d'ici 2017, une offre dynamique et interactive reposant sur l'utilisation des nouvelles technologies.

TF1 a privilégié l'accompagnement de sa transformation par l'adaptation aux nouvelles technologies. Elle s'est dotée de son espace de formation « L'Université » dont l'un des objectifs est de favoriser le partage et l'apprentissage par l'ouverture et l'intelligence collective.

Après le parcours Dirigeants lancé en 2015, l'Université a déployé la même année le parcours *Connect* (trois jours en immersion) à destination de chacun des collaborateurs de TF1. Il s'agit d'un programme de développement des compétences dans les domaines de l'innovation, du business et du digital. Un programme est mis en place par famille de métiers : Information, Contenus, Innovation et Business.

Existence d'un plan de formation formalisé^a

Périmètre ^b : France – International (sociétés de plus de 300 collaborateurs)	Holding et divers	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	2016 Total Groupe
Existence d'un plan de formation formalisé	100 %	89 %	57 %	99 %	100 %	80 %	96 %

(a) élargissement du périmètre de l'indicateur en 2016 aux sociétés françaises

(b) taux de couverture : 94,7 % des effectifs du Groupe

Chez **Bouygues Immobilier**, ces 57 % représentent 97 % des effectifs. Seules trois sociétés représentant trente-sept collaborateurs ne sont pas encore couvertes par un plan de formation formalisé (*Loticis, Nextdoor, Patrignani*).

Formation

Périmètre ^a : France – International (sociétés de plus de 300 collaborateurs)	Holding et divers	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	2016 Total Groupe
Nombre de collaborateurs formés ^b	149	25 749	1 334	35 473	1 870	4 327	68 902
Nombre de jours de formation ^b	811	58 665	5 068	113 921	5 689	11 479	195 633

(a) taux de couverture : 94,7 % des effectifs du Groupe

(b) nouveaux indicateurs mis en place en 2016

Indicateur disponible sur www.bouygues.com : répartition des formations par type de formation

(a) application informatique dont l'objectif est de combiner à la fois des aspects sérieux (*Serious*) tels que l'enseignement, l'apprentissage, la communication ou encore l'information avec des ressorts ludiques issus du jeu vidéo (*Game*), selon la définition du chercheur Julian Alvarez

(b) Massive open online courses (cours en ligne ouverts à tous)

(c) Small private online course (formation en ligne limitée à un nombre restreint de participants)

3.2.5.2 Intégration des nouveaux collaborateurs

L'intégration via l'alternance, les stagiaires en fin d'études, le tutorat ou les journées d'accueil Groupe sont autant de moyens utilisés dans le groupe Bouygues pour réussir l'intégration des nouveaux collaborateurs.

La formation de jeunes en cursus d'alternance reste un important vivier de recrutement pour Bouygues Construction qui accueille des jeunes dans tous les métiers et de tous niveaux d'étude, allant du CAP au Bac+5.

Afin de fidéliser les meilleurs stagiaires et alternants, Bouygues Construction a organisé le *Top Trainees Day* le 30 juin 2016. Les participants à cette journée ont été présélectionnés en amont sur dossier en plus d'une évaluation de leur investissement lors de leur mission dans l'entreprise. Cela a permis de sélectionner et réunir soixante-dix-sept stagiaires et apprentis du Groupe (périmètre : France). La journée était articulée autour d'une action de *team building*, d'une intervention du directeur des ressources humaines et de la présidente de Welink (réseau dédié à la réussite au féminin chez Bouygues Construction), ainsi que d'ateliers sur la prise de parole en public et l'identité digitale, et d'un forum pour parler des opportunités. Cet événement a été animé par vingt-cinq professionnels des ressources humaines.

En s'inspirant de l'enquête Happy Trainees de JobTeaser et meilleures.entreprises.com, Dragages Hong-Kong a lancé en janvier 2016 un questionnaire auprès de ses VIE (volontaires internationaux en entreprise) et stagiaires. Elle les a interrogés sur six thèmes : environnement de travail, management, motivation, fierté, progression professionnelle et plaisir au travail. La restitution de cette enquête a eu lieu en mars, lors d'une journée spéciale à laquelle étaient invités les stagiaires et VIE de l'entreprise. Résultat : 92 % des trente et un participants se déclaraient satisfaits de leur expérience.

Bouygues Immobilier accorde aussi une place importante aux stages et à l'alternance en veillant à une grande diversité des profils recrutés. Depuis plusieurs années, la journée BI Campus est l'occasion pour l'entreprise de réaffirmer auprès des stagiaires et apprentis les fondamentaux de sa politique de ressources humaines. Elle permet

également aux jeunes de développer leur réseau au sein de Bouygues Immobilier.

Pour les nouveaux embauchés, Bouygues Immobilier a effectué une refonte de ses journées d'intégration appelées BI Quest. Dans les premiers mois suivant son arrivée, le nouveau collaborateur est invité à participer, via la plateforme de formation BI Learn, à un *serious game* qui va lui permettre de découvrir l'entreprise, ses métiers et ses dirigeants, via des vidéos de présentation. Il est ensuite convié à rencontrer les membres de la direction générale. Un *Graduate Program* a également été lancé. Il permet de découvrir la diversité des métiers de l'entreprise, ses enjeux, ses pôles d'activités sur dix-huit mois à l'issue d'un processus de recrutement sélectif et de créer un vivier de talents internes.

Colas intègre des jeunes dès leur formation universitaire. En France, en 2016, plus de 1 000 stagiaires, dont 145 en travaux de fin d'études, ont été accueillis. L'intégration et la formation aux métiers des nouveaux embauchés reposent sur le tutorat. L'intégration des jeunes cadres s'organise selon un parcours sur trois ans : tour de France, journée d'accueil en filiale et journée d'intégration Colas au cours des dix-huit premiers mois, puis formation à l'Université Colas 1 entre dix-huit et vingt-quatre mois. Colas est reconnu comme l'une des meilleures entreprises en France où commencer sa carrière (cinquième place au classement Happy At Work, *for starters*). Soixante-huit stagiaires ont été embauchés en France cette année.

Dans le cadre du déploiement de son nouveau système d'information Ressources humaines (SIRH), TF1 a mis en place un module où les nouveaux embauchés seront amenés à se connecter pour renseigner les informations personnelles nécessaires à la constitution de leur dossier. Ils y trouveront également les documents nécessaires à leur intégration dans l'entreprise.



Chez Bouygues Telecom, le recrutement de jeunes en contrat d'alternance s'est généralisé à l'ensemble des fonctions de l'entreprise, notamment via des opérations de *tchat* en direct avec les candidats. Une journée d'intégration globale Bouygues Telecom a permis, lors de sa première édition, de développer l'engagement de l'ensemble des jeunes talents alternants et stagiaires, notamment via la découverte de l'entreprise et le développement de leurs réseaux.

3

Contrats en alternance

Périmètre ^a : France	Holding et divers	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	2016 Total Groupe	2015 Total Groupe
Nombre de contrats d'apprentissage accueillis dans l'année		254	35	324	37	74	724	567
Nombre de contrats de professionnalisation accueillis dans l'année	4	132	85	226	112	70	629	545
TOTAL	4	386	120	550	149	144	1 353	1 112

(a) taux de couverture : 55,7 % des effectifs du Groupe

L'indicateur de par son acception française exclut l'international.

Par rapport à 2015, le nombre de contrats d'apprentissage a augmenté de 27,6 % et le nombre de contrats de professionnalisation de 15,4 %. Cette augmentation traduit une politique d'alternance dynamique et une conjoncture plus favorable.

3.2.6 Égalité de traitement

« L'équité dans le traitement de tous, sans distinction de sexe, origine ethnique, religion ou convictions, handicaps, âge, orientation sexuelle ou nationalité est une obligation morale universelle et une priorité pour les collaborateurs du Groupe. » (extrait de la charte des ressources humaines du groupe Bouygues, élaborée en 2008).

Le groupe Bouygues mène une politique de diversité sur trois axes en s'appuyant sur son comité Diversité et Égalité des chances qui se réunit plusieurs fois par an avec les spécialistes des métiers afin de les encourager à déployer les meilleures pratiques.

Promotion de la diversité et de l'égalité des chances

Le groupe Bouygues souhaite favoriser la diversité des diplômés et des parcours, aussi bien dès l'embauche que dans le suivi de carrière. L'insertion est également un levier important et fait l'objet de différents modes d'action : emploi direct, recours à des entreprises d'insertion ou à des entreprises de travail temporaire (ETT) d'insertion, application des engagements du Groupe chez les sous-traitants, chantiers-écoles, formation, etc.

Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

La promotion de la mixité et l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes est un objectif clairement affirmé par Martin Bouygues et partagé par tous les métiers du Groupe. En 2016 et dans la continuité des années précédentes, Bouygues a invité douze collaboratrices issues des différentes activités du Groupe à participer à la douzième édition du *Women's Forum for Economy & Society* afin qu'elles s'inspirent des tendances et meilleures pratiques d'entreprises du monde entier en la matière.

En France, la part des femmes dans l'encadrement progresse régulièrement depuis plusieurs années. Dans tous les métiers, l'équité salariale entre les hommes et les femmes est suivie et des budgets sont consacrés à l'harmonisation quand il y a lieu.

L'intégration des personnes en situation de handicap

Le groupe Bouygues souhaite intégrer des personnes en situation de handicap et mène pour cela des actions autour de quatre thèmes :

- le recrutement grâce à des forums spécialisés et l'adhésion à des associations spécialisées ou le recours à des cabinets de recrutement spécialisés ;
- le maintien dans l'emploi en améliorant l'accessibilité des locaux par l'adaptation des postes de travail et des appareillages ;
- la sensibilisation et la communication pour encourager les collaborateurs et les managers à changer leur regard sur le handicap ;
- la sous-traitance au secteur protégé et adapté avec le recours aux services d'entreprises spécialisées (entreprises spécialisées d'aide par le travail ou entreprises adaptées).

En 2016, le Groupe a organisé en partenariat avec Cap Emploi un *job dating* pour recruter en alternance des collaborateurs en situation de handicap.

En France, la politique du handicap est bien structurée dans les métiers du groupe Bouygues, avec des responsables pour son animation et des formations pour les collaborateurs cadres et de la direction des ressources humaines. Des politiques favorisent le maintien dans l'emploi des collaborateurs handicapés et des aménagements sont pratiqués dans leur temps de travail.

3.2.6.1 Promotion de la diversité et de l'égalité des chances et politique de lutte contre les discriminations

Bouygues Construction sensibilise et forme ses collaborateurs pour leur faire prendre conscience des stéréotypes et lutte contre les discriminations. Un groupe de travail a été créé en 2016 afin de formaliser les ambitions du groupe en matière de diversité des origines culturelles et sociales. De nombreuses actions ont néanmoins déjà été mises en place :

- la formation « Égalité des chances » a permis de former près de 500 collaborateurs depuis son lancement ;
- trois modules de *e-learning* (diversité, mixité, handicap) ont été finalisés. Ils seront intégrés au parcours d'intégration des nouveaux embauchés à partir de janvier 2017 et seront aussi déployés comme prérequis à des cursus de formation pour les managers ;
- tous les collaborateurs et VIE (volontaires internationaux en entreprise) partant pour la première fois en expatriation bénéficient obligatoirement d'une journée de préparation *Day One*. Cette journée leur permet notamment d'acquérir des notions sur le management interculturel, et participe ainsi à la cohésion des équipes multiculturelles à l'international.

Les spécificités de chaque pays font l'objet de politiques adaptées :

- en France, de nombreuses actions sont menées afin d'ouvrir les portes de l'entreprise à des jeunes issus de milieux défavorisés : *coaching* RH, visites de chantiers et du siège, présentations des métiers, etc. Plusieurs partenariats avec des associations spécialisées permettent de mener à bien ces actions : association Le réseau national des entreprises pour l'égalité des chances dans l'Éducation nationale, Sport dans la ville, Institut de l'engagement, etc. ;
- en Australie, les actions se concentrent sur la culture aborigène. Des formations *Indigenous cultural awareness* sont délivrées aux collaborateurs afin qu'ils intègrent les différences culturelles dans leur management et leur façon de travailler. Plusieurs événements importants sont célébrés dans le cadre de la Semaine nationale de la réconciliation ;
- chez Bouygues UK, chaque collaborateur dédie un jour par an à des actions de volontariat liées à la cause de son choix (aide à des populations démunies, actions en faveur du droit des femmes, de personnes handicapées, etc.). Ceci permet de sensibiliser les collaborateurs et les parties prenantes externes à des thématiques importantes pour l'entreprise. Plus de 135 collaborateurs ont participé à la démarche depuis septembre 2015 et 96 % d'entre eux estiment que cela a amélioré leur opinion de l'entreprise.

Afin de favoriser la diversité des diplômés et des parcours, les différents responsables des relations Écoles de Bouygues Construction s'efforcent depuis plusieurs années de diversifier leurs sources de recrutement afin de cibler des profils plus divers. Bouygues Construction participe depuis plusieurs années au forum Rencontres Universités Entreprises qui permet à des jeunes issus de cursus universitaires de rencontrer des professionnels des ressources humaines. Plusieurs entités de Bouygues Construction ont supprimé les diplômes de leur organigramme afin d'éviter une valorisation trop importante du cursus d'origine du collaborateur au détriment de son expérience professionnelle et de ses qualités individuelles.

Bouygues Immobilier dispose d'un module de formation « Respect et performance » sur le thème « Manager la diversité ». Cette formation est déclinée pour l'ensemble des managers confirmés afin de les aider

à développer la coopération au sein des équipes, à comprendre la diversité et à trouver les leviers pour en faire un facteur de performance et de développement personnel pour les collaborateurs. À ce jour, 141 collaborateurs ont été formés.

Bouygues Immobilier est également l'un des partenaires fondateurs de l'École de la deuxième chance de Bagneux (Hauts-de-Seine). Des sessions de *coaching* aux entretiens de recrutement, ainsi que des ateliers de découverte de différents métiers, sont régulièrement organisés.

Colas mène également une politique active sur ces sujets. La sensibilisation au principe de non-discrimination se poursuit au travers des interventions réalisées régulièrement dans le cadre des Universités Colas (formations dédiées aux managers et dispensées à différents stades de leur évolution professionnelle au sein de l'entreprise).

Le plan d'action 2016-2017 de Colas vise à renforcer la politique Handicap, porte l'ambition mixité hommes-femmes et propose des leviers d'action en faveur de l'insertion. Il est complété par l'accord GPEC (Gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences) intégrant un nouveau contrat de génération.

- En France, les politiques de diversité sont déclinées localement par les filiales françaises : accord Handicap (Colas Île-de-France Normandie), partenariats locaux avec des structures d'insertion (Colas Centre-Ouest), comités régionaux de maintien dans l'emploi (Colas Sud-Ouest).
- À l'international, les filiales implantées dans les pays anglo-saxons mènent plus particulièrement des actions de lutte contre les discriminations.

Les filiales américaines sont soumises aux lois fédérales relatives à la non-discrimination lors du recrutement, pour la fidélisation et pour la rémunération des collaborateurs. Elles font connaître leur engagement et diffusent les offres d'emploi auprès de cabinets spécialisés dans l'intégration des minorités ou dans des journaux spécifiques. Une procédure anti-harcèlement, avec un numéro vert à la disposition des salariés, est en vigueur aux États-Unis.

Au Royaume-Uni, la filiale Colas Ltd est dotée de chartes et de procédures de lutte contre toute forme de discrimination.

Labellisé Diversité depuis 2010, TF1 s'engage continuellement pour la promotion de la diversité et de l'égalité des chances à l'échelle de l'entreprise. Tous les processus RH ont été revus pour assurer leur traçabilité et l'égalité de traitement des candidats. Les managers sont constamment formés à la diversité et à la lutte contre les stéréotypes. Enfin, TF1 s'est doté depuis 2014 d'une plateforme externe d'écoute auprès du cabinet d'avocats Allodiscrim.

Un partenariat entre Bouygues Telecom et Mozaic RH, dans le cadre du programme Passerelles, a été mis en place afin de favoriser l'accès à l'emploi de jeunes femmes issues de la diversité. La promotion Mentoring 2016 s'est enrichie d'un volet solidaire : onze jeunes femmes, issues de la diversité et en recherche d'un premier emploi, sont accompagnées par onze femmes du réseau féminin de Bouygues Telecom.

Bouygues Telecom termine son premier Accord Générations (2014-2016) et entend le renégocier en 2017. L'entreprise se concentre, maintenant, sur l'alternance et l'intégration des jeunes, ainsi que sur le développement des contrats à durée déterminée des seniors, la préparation de la transition activité/retraite et la transmission des savoirs.

3.2.6.2 Égalité entre les femmes et les hommes

Des plans d'action déployés dans tous les métiers du Groupe

Le secteur de la construction ayant toujours été majoritairement masculin en France, l'enjeu pour Bouygues Construction et Colas est d'augmenter leur attractivité auprès des candidates à l'embauche. Ces entreprises mènent des campagnes de communication au sein du monde universitaire et scolaire.

Par ailleurs, chez Bouygues Construction, une attention particulière est portée à l'égalité hommes/femmes lors des revues annuelles de rémunération. Un rapport de la situation pour tous les pays est réalisé chaque année pour remonter deux indicateurs clés : le nombre d'hommes et de femmes promus, ainsi que le pourcentage d'augmentation moyenne par sexe. Bouygues Energies & Services UK a également réalisé un audit complet relatif à l'égalité salariale entre hommes et femmes.

Bouygues Construction s'intéresse également aux jeunes femmes, du niveau collège aux études supérieures. Partenaire de la démarche « Déployons nos Elles » des Entreprises pour la Cité et de l'association Elles bougent, l'entreprise organise partout en France des visites de chantiers, des présentations de ses métiers et du parrainage pour des jeunes femmes, afin de démontrer que ces métiers sont également accessibles aux femmes et ainsi susciter des vocations.

La fondation du groupe, Terre Plurielle, en partenariat avec Bouygues UK et l'association Women into construction, soutient des jeunes femmes attirées par le BTP : des collaborateurs de Bouygues UK parrainent plusieurs d'entre elles afin de partager leur expérience et leur réseau, et d'encourager leur entrée dans ce secteur, dans le Groupe ou au sein d'une autre entreprise.

Chez Bouygues Immobilier, la mixité hommes-femmes progresse à tous les niveaux de l'entreprise pour être proche aujourd'hui d'un effectif à l'équilibre. L'objectif est que cette mixité se retrouve dans l'ensemble des familles de métiers.

Afin de faciliter l'équilibre entre le parcours professionnel des femmes et des hommes sur les postes à responsabilités, Bouygues Immobilier s'attache, lors des comités Carrières, à identifier et à accompagner des potentiels, quels que soient leur genre et leur âge, dans le respect des projets professionnels de chacun et dans l'objectif de favoriser la progression du nombre de femmes vers les postes à responsabilités.

Chez Colas, la mixité hommes-femmes est une volonté portée au plus haut niveau de l'entreprise qui s'est dotée pour 2016-2017 d'un plan d'action ambitieux :

- action sur l'attractivité et le recrutement : identification de binômes d'ambassadeurs mixtes intervenant dans les écoles ciblées, actions auprès des partenaires de recrutement tels que les sociétés d'interim et les cabinets de recrutement, soutien à des associations sportives ou culturelles féminines ;
- sensibilisation des managers à la démarche Mixité : intervention sur les formations des managers, valorisation de la démarche dans les outils de communication interne ;
- mise en œuvre d'un suivi particulier de la carrière des femmes : visibilité, évolution de carrière, accompagnement *via* du *mentoring*^(a) (2017).

(a) relation entre deux collaborateurs visant à faire profiter l'autre bénévolement de son expérience et de son réseau pour le faire progresser dans son évolution professionnelle et l'aider à atteindre ses objectifs

TF1 est signataire en 2016 de la charte pour la parentalité. Elle affirme ainsi sa volonté d'accompagner ses collaborateurs, hommes ou femmes, à mieux concilier la gestion des temps entre vie professionnelle et vie personnelle. La priorité est de progresser dans la représentation des femmes au sein du management. Ces dernières sont passées de 29 à 35 % au sein du comité Management qui réunit les 150 principaux managers.

Bouygues Telecom s'est maintenant fixé l'ambition d'atteindre 30 % de femmes parmi les cadres supérieurs d'ici à fin 2018.

Développement des réseaux de femmes en France et à l'international

Welink, réseau dédié à la réussite au féminin chez Bouygues Construction, compte en 2016 près de six cents adhérentes en France, en Suisse et au Royaume-Uni. Toujours très actif, il organise régulièrement des *after-works* permettant à ses membres d'agrandir leur réseau après leur journée de travail, ainsi que du *mentoring*^a et des conférences accessibles au-delà des membres du réseau. De nombreux événements ont été organisés par Welink UK pour la Journée internationale de la femme le 8 mars 2016 : tables rondes, conférences, *networking*^b et visites de chantiers. Toutes ces initiatives ont été soutenues et parrainées par les différentes directions. En 2016, une antenne régionale de Welink est née en Asie, Welink Asia.



Le réseau mixte Fifty-Fifty, parrainé par Catherine Nayl, directrice générale adjointe de l'Information de TF1, a fêté son premier anniversaire. Le 30 septembre 2016, le premier programme de *mentoring* interne de TF1 a été lancé en présence notamment du président-directeur général Gilles Pélisson. Destiné à des talents féminins, ce programme complète le programme de *mentoring* croisé avec Cisco et Bouygues Telecom lancé depuis 2013.

Au travers du programme « Femmes et Management », Bouygues Telecom poursuit ses réalisations de promotion, de solidarité et de développement auprès des femmes à travers plusieurs dispositifs.

En 2016, sa promotion de *mentoring* croisé a ainsi accueilli soixante-six hommes et femmes de Bouygues Telecom, TF1 et Cisco, qui ont bénéficié d'ateliers de préparation et de suivi pour appréhender les facteurs clés de succès de la démarche (postures, bonnes pratiques, retours d'expérience, partages, etc.) en tant que mentors et « mentorés ».

En complément au plan de formation annuel, des ateliers de développement personnel (128 participantes en 2016) et des conférences sont proposés aux femmes par le réseau féminin Bouygt'Elles qui vient de fêter ses cinq ans. Une réflexion et un partage de pratiques (sur le marketing personnel, le « réseautage », l'affirmation de soi, les femmes entrepreneuses du monde digital, etc.), sont proposés dans ce cadre.

La promotion des métiers techniques et d'ingénierie auprès des jeunes lycéennes est réalisée chaque année au travers de l'opération « Girls@tec ».

Place des femmes dans le Groupe^a

Périmètre ^a : Monde	Holding et divers	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	2016 Total Groupe	2015 Total Groupe ^b
Femmes de statut Staff ^c	24,8 %	25,5 %	47,9 %	21,0 %	50,2 %	42,2 %	27,6 %	28,0 %
<i>Dont femmes de statut Manager^d</i>	15,9 %	12,8 %	25,9 %	10,2 %	38,4 %	23,7 %	16,1 %	15,4 %
Femmes de statut Worker ^e		11,7 %	13,1 %	2,1 %			6,1 %	5,4 %

(a) taux de couverture : 100 % des effectifs du Groupe

(b) nouveaux indicateurs mis en place en 2016 et recalculés pour 2015

(c) encadrement, management et personnel technique

(d) Sont managers les collaboratrices à partir du niveau chef de service et plus en France et les collaboratrices faisant partie d'un organe de direction à l'international.

(e) compagnon

Le nombre de femmes managers progresse dans le Groupe depuis trois ans en raison d'une politique dynamique de promotion des femmes à des fonctions à plus haute responsabilité.

3.2.6.3 Emploi des personnes en situation de handicap

Un ensemble de dispositifs a été mis en place chez **Bouygues Construction** pour garantir l'emploi et la sécurité des collaborateurs en situation de handicap. Ces dispositifs comprennent l'amélioration de l'accessibilité des locaux, des procédures spécifiques d'évacuation en cas d'incendie, des adaptations de poste, des appareillages, etc.

La collaboration entre les directions des achats et des ressources humaines a permis une augmentation du recours au secteur protégé. La sensibilisation de la filière Assistanat est également essentielle

pour cela : Bouygues Travaux Publics a organisé plusieurs réunions auprès d'une trentaine d'assistant(e)s du siège pour leur présenter les prestations d'une entreprise spécialisée d'aide par le travail (Esat) locale. Bouygues Bâtiment Ile-de-France a réalisé des visites de chantiers avec des Esat à l'occasion de la semaine du développement durable, Brézillon a organisé une campagne de communication intitulée « Osez l'Esat ».

Chez Bouygues Energies & Services UK, un réseau dédié au handicap a été créé, afin de réfléchir aux actions à mettre en place dans l'entreprise pour permettre une meilleure inclusion des collaborateurs handicapés et améliorer leur maintien dans l'emploi.

(a) relation entre deux collaborateurs visant à faire profiter l'autre bénévolement de son expérience et de son réseau pour le faire progresser dans son évolution professionnelle et l'aider à atteindre ses objectifs

(b) rencontres visant à développer son réseau relationnel

Les actions de sensibilisation des collaborateurs, de recrutement, de maintien dans l'emploi et de développement du recours au secteur protégé de Bouygues Immobilier portent leurs fruits : elles ont permis de tripler en six ans le taux d'emploi qui avoisine aujourd'hui 3 %. Par ailleurs, le travail des quarante-six correspondants locaux et l'animation de la mission Handicap ont permis de créer de nouveaux partenariats auprès d'entreprises du secteur protégé. Des contrats cadres ont également été signés avec certaines de ces entreprises sur des activités liées au cœur de métier de Bouygues Immobilier.

Le nombre de collaborateurs handicapés travaillant au sein de Colas est en augmentation de 3,5 % et traduit les efforts réalisés en faveur du maintien dans l'emploi des collaborateurs handicapés. Le chiffre d'affaires réalisé avec les Esat se maintient à un niveau élevé. La dynamique se poursuit avec le lancement d'une nouvelle politique Handicap à l'échelle du Groupe impliquant les filiales. Sont prévus

notamment des actions de sensibilisation (management du handicap), le renforcement des achats au secteur protégé et la poursuite des actions de maintien dans l'emploi avec l'appui des partenaires locaux.

Dans l'accord handicap de TF1, une mesure consiste à octroyer aux parents d'enfants handicapés des jours supplémentaires de congés fractionnables par demi-journées.

Bouygues Telecom a atteint un taux d'emploi de 4 %. L'accent a été mis avec la mission Handicap sur le maintien dans l'emploi et sur l'alternance afin d'accompagner des travailleurs handicapés vers les niveaux de diplôme (bac + 4/5) et ses métiers, et de constituer un vivier de recrues potentielles. En partenariat avec CapEmploi, Bouygues Telecom s'est associé aux autres métiers du Groupe pour la troisième édition de l'opération de recrutement d'alternants en situation de handicap et a accueilli l'événement. Les équipes Achats ont aussi été formées afin de développer le recours au secteur adapté et protégé.

Collaborateurs en situation de handicap

Périmètre ^a : France	Holding et divers	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	2016 Total Groupe	2015 Total Groupe
Nombre de collaborateurs en situation de handicap	3	543	36	975	67	277	1 901	1 862
Nombre de collaborateurs en situation de handicap recrutés dans l'année		9	4	9	12	15	49	42
Chiffre d'affaires réalisé avec les Esat ^b ou EA ^c dans l'année	n.s.	2 198 k€	360 k€	1 456 k€	294 k€	1 079 k€	5 390 k€	4 851 k€

(a) taux de couverture : 55,7 % des effectifs du Groupe

(b) entreprises spécialisées d'aide par le travail

(c) entreprises adaptées

n.s. : non significatif

L'indicateur de par son acception française exclut l'international.

3.2.7 Respect des conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT)

Le groupe Bouygues assure la promotion des conventions fondamentales de l'OIT et des droits de l'homme dans tous les pays où il est implanté. Signé en 2006, le Pacte mondial de l'Onu inclut le respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective, ainsi que l'élimination des discriminations, du travail forcé et du travail des enfants. Chaque année, le Groupe reconferme l'adhésion à cette démarche. Très largement diffusés en interne et disponibles sur www.bouygues.com, le code d'éthique du groupe Bouygues et la charte des ressources humaines rappellent à tous les collaborateurs les exigences communes dans ce domaine. Dans des contextes parfois complexes, les responsables opérationnels sont appelés à prévenir

toute atteinte aux droits de l'homme dans ce qui relève de leur activité. Cette vigilance doit faire partie de leur quotidien. Il est à noter qu'à l'international, une instance de dialogue social existe dans plus des deux tiers des filiales significatives.

Bouygues Construction, à travers sa présence mondiale, se retrouve régulièrement en situation de loger ses équipes de production provenant de régions éloignées ou de l'étranger. Chaque nouvelle base vie doit être conforme aux standards définis par Bouygues Construction. Ces standards garantissent un niveau minimal d'équipements et de bonnes conditions de vie et ce, quel que soit le pays ou le lieu de travail.

3.2.7.1 Respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective

Existence à l'international d'une représentation du personnel^a

Périmètre ^b :	Holding et divers	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	2016 Total Groupe	2015 Total Groupe
International hors France (sociétés de plus de 300 salariés)								
Existence à l'international d'une représentation du personnel		48 %		78 %			64 %	66 %

(a) Holding et divers, Bouygues Immobilier, TF1 et Bouygues Telecom ne sont pas concernés par cet indicateur du fait de son périmètre. Seules sont concernées les sociétés de plus de trois cents collaborateurs présentes à l'international.

(b) taux de couverture : 38,7 % des effectifs du Groupe

La baisse de cet indicateur est due à l'application mathématique du seuil de trois cents salariés et ne reflète donc pas la politique volontariste de **Bouygues Construction** sur le sujet. En effet, quelques structures, récemment acquises ou créées avec un effectif de plus de trois cents salariés (création de filiales pour un projet de travaux publics au Qatar, intégration de la société canadienne Plan Group) sont en cours de déploiement de la politique RH du groupe et ne disposent pas encore d'une représentation du personnel.

Dans les pays où les conventions de l'OIT sur les libertés syndicales n'ont pas été ratifiées, les filiales ont toutes pour objectif de mettre en place des dispositifs permettant aux collaborateurs de s'exprimer car le Groupe est convaincu que la qualité du dialogue social est la clé d'une relation humaine harmonieuse.

La présence d'une représentation du personnel se développe dans les implantations de Bouygues Construction afin de pouvoir notamment associer les collaborateurs à l'amélioration de la politique sociale et de vie au travail. Ces médiateurs ou représentants sont mandatés au travers d'une élection ou d'une simple désignation naturelle et légitime au regard de leur place au sein de la communauté locale. Le climat social est un élément conjointement suivi par les directions générales et les directions Ressources humaines, et il est audité dans le cadre de l'indice de développement RH chez Bouygues Bâtiment International et progressivement dans les autres entités.

3.2.7.2 Élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession

Le code d'éthique du groupe Bouygues précise que « le Groupe entend appliquer une politique de ressources humaines équitable et conforme aux lois. Il s'interdit notamment toute discrimination fondée sur un motif illicite ». L'équité dans le traitement et l'égalité des chances sont des principes de la charte des ressources humaines et couvrent l'ensemble du parcours professionnel du collaborateur (recrutement, formation, promotion, information et communication, etc.).

La politique de diversité de Bouygues Construction est déployée dans les implantations internationales avec comme priorités les sujets de mixité, d'insertion et du handicap. Une politique sociétale est déployée et des projets de mécénat sont menés au travers de la fondation Terre Plurielle partout dans le monde.

3.2.7.3 Élimination du travail forcé ou obligatoire

Le respect des valeurs et des principes fondateurs en matière de droits de l'homme est affirmé au travers du code d'éthique du groupe Bouygues et de sa charte RH. La charte RSE Fournisseurs intègre l'interdiction du recours au travail forcé ou obligatoire.

Le déploiement à l'international de l'outil de gestion du personnel de Bouygues Construction, dénommé Chorus, permet le suivi de l'ensemble des collaborateurs avec un dossier administratif du personnel contenant des informations dont contrat, temps de travail, âge, ancienneté ou encore numéro de Sécurité sociale ou identifiant national.

Chorus a été déployé dans 80 % des implantations pérennes de plus de trois cents collaborateurs à fin 2016.

3.2.7.4 Abolition effective du travail des enfants

Au-delà du strict respect des recommandations de l'OIT concernant le travail des enfants, les sociétés du groupe Bouygues veillent également à ce que ces règles soient respectées par leurs partenaires grâce à la charte RSE Fournisseurs (cf. ci-après rubrique 3.4.3, Partenaires, fournisseurs et sous-traitants).

3.3 Informations environnementales

Des informations complémentaires sont disponibles sur www.bouygues.com, ainsi que dans les documentations RSE des métiers, disponibles sur leurs sites internet.

3.3.1 Politique générale en matière d'environnement

3.3.1.1 Politique environnementale

La question environnementale est identifiée comme stratégique pour le groupe Bouygues qui a vocation à figurer parmi les apporteurs de solutions face aux défis planétaires que représentent les dérèglements climatiques et la raréfaction des ressources. La construction durable et l'aménagement urbain intelligent font partie de ces solutions. En outre, le Groupe mène des actions pilotées à l'aide d'indicateurs pour maîtriser et réduire l'impact environnemental de ses activités.

Les politiques environnementales des métiers du Groupe couvrent différentes phases de leurs activités.

- **En phase de conception**, tous les métiers du Groupe prennent en compte les questions environnementales dans leurs offres de produits et de services. Cela se matérialise notamment :

- par les certifications environnementales des produits (BREEAM®, LEED®, HQE™, BBC-effinergie®, Minergie^a, etc.), pour Bouygues Construction et Bouygues Immobilier ;
- par des démarches d'analyse de cycle de vie (ACV) et la proposition d'éco-variantes, pour les métiers de la construction.

La construction durable et la recherche de solutions pour l'environnement sont des thématiques prioritaires d'innovation pour Bouygues Immobilier, Bouygues Construction et Colas. Ces deux derniers y consacrent une grande partie de leurs dépenses en recherche et développement.

3

Indicateur de Bouygues Construction

Indicateur	Périmètre (organisationnel ou régional)	Couverture	2016	2015	Commentaire
Part des dépenses de R&D consacrées à la construction durable	Monde	90 % du chiffre d'affaires consolidé de Bouygues Construction	49 %	48 %	Les thèmes R&D considérés comme relevant de la construction durable sont les suivants : l'énergie, le carbone, l'économie des ressources et des matériaux, la biodiversité, le bien-être et la sécurité des utilisateurs, la qualité d'usage, l'éco-conception, les processus et méthodes (industrialisation, amélioration de la qualité produit, réduction de la pénibilité, etc.), ainsi que les outils (coût global, nouvelles technologies, etc.).
Part de la prise de commandes annuelle des bâtiments avec un engagement de certification ou de labellisation quand Bouygues Construction est prescripteur	Activités Bâtiment Monde	55 % du chiffre d'affaires consolidé de Bouygues Construction	76 %	72 %	Quand Bouygues Construction intervient en tant que concepteur/constructeur, plus des deux tiers de sa prise de commandes Bâtiment comprennent des engagements de labellisation environnementale supérieure à la réglementation en vigueur localement.

- **Sur les opérations du Groupe** (principalement sur les chantiers et les sites fixes tels que les ateliers et les sites de production), la maîtrise des impacts environnementaux repose essentiellement sur l'utilisation de systèmes de management environnemental (Iso 14001) et de certifications (HQE™, LEED®, BREEAM®).

Au-delà de ces outils, les activités de construction du groupe Bouygues ont développé leurs propres démarches de respect de

l'environnement qui tiennent compte des spécificités de leur métier : Ecosite pour Bouygues Construction, la charte des chantiers verts^b pour Bouygues Immobilier et l'auto-évaluation environnementale par check-lists pour Colas.

- **Dans le cadre de ses processus internes**, le Groupe mène une politique de certification environnementale pour la construction et l'exploitation de ses propres bâtiments : les sièges sociaux de

(a) Minergie® et Minergie-eco® sont des labels de performance européens d'origine suisse, déployés principalement par Losinger Marazzi, filiale suisse de Bouygues Construction.

(b) La charte des chantiers verts s'applique sur l'ensemble des programmes d'immobilier d'entreprise (14,8 % du chiffre d'affaires de Bouygues Immobilier) et sur les opérations de logements certifiées NF Habitat HQE™. Depuis l'exercice 2016, la NF Habitat HQE™ remplace les certifications NF Logement et NF Logement HQE. Cette certification met l'accent sur la structuration d'une démarche plus élaborée de chantier à faible nuisance.

Bouygues SA, Bouygues Construction et Bouygues Immobilier, les sites du Technopôle et de Printania (l'un des centres de relation Client), ainsi que le *data centre* de Bouygues Telecom sont certifiés (cf. rubrique 1.1.5, Principaux sites du groupe Bouygues, p. 14).

- **Compte tenu de la nature des produits et services du Groupe**, les politiques de performance environnementale en phase d'exploitation des ouvrages ont une importance déterminante. Ainsi, Bouygues Construction et Bouygues Immobilier accompagnent leurs clients dans le pilotage et la maîtrise de leurs consommations finales. Ils proposent par exemple des offres intégrant des engagements de performance par des contrats de performance énergétique (CPE) dans l'immobilier tertiaire et le logement (cf. p. 110).

Les certifications environnementales liées à l'exploitation des bâtiments (HQE™ Exploitation, LEED®, BREEAM® *in use*), et dont les métiers sont les prescripteurs, comportent des exigences de gestion de l'énergie et des ressources dans le volet exploitation – maintenance.

3.3.1.2 Prévention des risques environnementaux

Analyse des risques

La prévention des risques environnementaux nécessite d'établir une analyse préalable, matérialisée par une cartographie ou une étude des risques environnementaux des sites de production ou des sites fixes liés aux activités (ateliers, carrières, etc.).

Bouygues Telecom a, par exemple, élaboré une cartographie des risques environnementaux liés à ses activités. Associée au guide des obligations de l'entreprise en matière environnementale et de *reporting* RSE, elle est mise à jour annuellement et donne lieu à des plans d'action.

Indicateurs de Bouygues Construction

Indicateur	Périmètre (organisationnel ou régional)	Couverture			Commentaire
			2016	2015	
Part de l'activité couverte par un SME^a certifié Iso 14001	Monde	90 % du chiffre d'affaires consolidé de Bouygues Construction	96 %	90 %	La maîtrise des impacts environnementaux des activités de Bouygues Construction passe notamment par une politique de prévention fondée sur un système de management environnemental certifié Iso 14001, très largement utilisé puisque 96 % de l'activité du groupe étaient certifiés en 2016.

(a) *Système de management de l'environnement*

Démarches internes

Pour permettre une meilleure prise en compte des risques environnementaux spécifiques à leurs activités, les métiers du Groupe ont, en complément, mis en place des systèmes de management et des labels environnementaux internes.

- Bouygues Immobilier met en œuvre la charte des chantiers verts pour toutes ses opérations en Immobilier d'entreprise (couvrant 14,8 % de son chiffre d'affaires)^a. La charte implique la désignation, en amont des travaux, d'un coordinateur Environnement à la charge de l'entreprise de gros œuvre. Présent durant toute la durée du chantier, son rôle est de collecter, stocker et classer l'ensemble des données à caractère environnemental nécessaires à l'organisation d'un chantier à faibles nuisances. Il est également le garant du respect des mesures qui ont été mises en place. Chaque corps

Bouygues Immobilier fait systématiquement intervenir un bureau d'études lorsqu'il s'intéresse à un terrain. Si le rapport suscite des interrogations, un diagnostic plus détaillé est exigé. Des mesures de réhabilitation du sol, du sous-sol et des eaux souterraines permettant de garantir la compatibilité de l'état du site avec l'affectation future des terrains sont alors demandées au bureau d'études.

Systèmes de management environnementaux

Inscrit dans la politique RSE de Bouygues, le déploiement d'un système de management environnemental est l'un des quatre principes d'actions que les métiers s'engagent à mener pour améliorer la performance environnementale du Groupe.

Bouygues Immobilier s'engage, par exemple, à respecter les exigences liées aux certifications NF Habitat – NF Habitat HQE™ sur ses opérations en s'appuyant sur un système de management audité chaque année par Cerqual Qualitel Certification (25 % des opérations sont vérifiées en conception et à la livraison et doivent répondre aux exigences de la norme).

Afin de prévenir les risques environnementaux sur les sites de Colas et sur les chantiers de Bouygues Construction, les deux métiers s'appuient sur des systèmes de management environnementaux certifiés Iso 14001. Ce système de management comprend une analyse des risques et des procédures permettant aux structures de répondre aux enjeux environnementaux liés à leurs activités.

Chez Colas, la certification Iso 14001 se déploie sur ses sites de production de matériaux. Un dispositif d'audits croisés annuels inter-filiales, réalisés sur le périmètre Belgique – Métropole – Suisse, permet d'évaluer les installations et de renforcer la prévention. Une centaine de sites, couverte par ce dispositif d'audits croisés (soit environ 14 % des sites de la zone), est audité chaque année par des équipes internes.

d'état désigne aussi un responsable Environnement, interlocuteur privilégié du coordinateur.

- Les check-lists de Colas, qui couvrent l'essentiel de ses installations industrielles fixes (postes d'enrobage à chaud et à froid, usines d'émulsion et de liants, dépôts de bitume, carrières, gravières, plateformes de recyclage, centrales à béton et usines de préfabrication, décharges du BTP, laboratoires et ateliers, etc.), définissent un référentiel concret d'évaluation de la performance environnementale. Une check-list standardisée a été mise au point pour chaque type d'installation. Les sites concernés représentent environ 2 000 unités de production réparties dans le monde.
- Le label Ecosite permet la gestion des impacts environnementaux et des pollutions sur les chantiers de Bouygues Construction.

(a) *Les opérations de logement sont couvertes par les certifications NF Habitat et NF Habitat HQE™.*

Le label Ecosite participe à la performance environnementale des chantiers de Bouygues Construction

Le label environnemental Ecosite, développé en 2010 par les équipes internes de Bouygues Construction, garantit le respect des standards environnementaux issus des ambitions de Bouygues Construction et des réglementations les plus exigeantes, de la gestion des déchets à la réduction des nuisances pour les riverains, en passant par la préservation de la biodiversité.

Commune à l'ensemble des entités de Bouygues Construction, la démarche s'articule autour de trois outils :

- des standards environnementaux Chantier regroupant des recommandations pour préserver l'environnement avec des exemples de bonnes pratiques et d'éco-matériels ;
- une grille permettant d'évaluer la mise en place des actions recommandées ;
- un label environnemental Chantier décerné en fonction des résultats de l'évaluation.

La démarche Ecosite prévoit une analyse préalable des risques environnementaux du chantier. Les actions à mener sont ensuite organisées selon plusieurs thématiques : les déchets, les produits dangereux, les nuisances sonores, l'air, le milieu aquatique, la biodiversité, les consommations d'énergie, la propreté et le rangement. La démarche comprend également une partie sur la gestion des situations d'urgence environnementales et la communication autour du chantier (avec les riverains notamment). Le label participe ainsi à la démarche d'excellence opérationnelle des chantiers de Bouygues Construction et représente une garantie de respect de l'environnement et des riverains pour ses clients.

En 2016, une réflexion a été menée dans le but de créer un nouveau label interne qui inclurait non seulement les critères environnementaux d'Ecosite, mais aussi de nouveaux critères Chantier intégrant les composantes sociale et sociétale.

Indicateur Bouygues Construction

Indicateur	Périmètre (organisationnel ou régional)	Couverture			Commentaire
			2016	2015	
Part des chantiers labellisés Ecosite^a	Monde	90 % du chiffre d'affaires consolidé de Bouygues Construction	56 %	65 %	En 2016, 56 % des chantiers étaient labellisés Ecosite. Ce recul s'explique notamment par la baisse des labellisations effectuées par Bouygues Energie & Services, compte tenu de la réorganisation structurelle de cette entité.

(a) Le pourcentage de chantiers labellisés Ecosite se calcule en divisant le nombre de chantiers éligibles labellisés par la somme des chantiers éligibles (labellisés ou non). Les critères d'éligibilité font référence à des seuils de durée, d'activité et d'avancement du chantier, dépendants de chaque entité.

Indicateurs Colas

Indicateur	Périmètre	Couverture			Commentaire
			2016	2015	
Taux de certification environnementale des activités de production de matériaux <i>en pourcentage de chiffre d'activité économique (CAE)</i>	Monde	100 % du CAE des activités de production de matériaux	62 %	60 %	Le taux de certification environnementale des activités de production de matériaux est en légère augmentation et reste à un niveau satisfaisant, compte tenu de la disparité des contextes où Colas opère dans le monde et des nombreuses participations minoritaires de Colas dans ces activités.
Taux d'auto-évaluation environnementale par check-lists^a Colas <i>en pourcentage de CAE</i>	Monde	100 % du CAE des activités de production de matériaux pour lesquelles la check-list est applicable	85 %	89 %	L'indicateur d'auto-évaluation environnementale par check-lists a baissé de quatre points en 2016. Ce fléchissement est lié non seulement à l'élargissement du périmètre pris en compte en 2016 mais aussi à une légère détérioration de cet indicateur aux États-Unis, en Afrique de l'Ouest et en Océanie. Cependant, les auto-évaluations par check-lists restent le pilier de la politique concrète de Colas pour maîtriser le risque environnemental.
Ratio des activités de production de matériaux dotées d'un outil de gestion des impacts environnementaux (certification environnementale et/ou check-list Colas) <i>en pourcentage de CAE</i>	Monde	100 % du CAE des activités de production de matériaux	85 %	81 %	Le ratio des activités de production de matériaux dotées d'un outil de gestion des impacts environnementaux progresse et se maintient à un niveau élevé. L'objectif à atteindre est fixé à 100 %. Cet objectif est ambitieux compte tenu de la présence d'autres actionnaires parfois même majoritaires dans certaines filiales, ce qui ne permet pas d'en assurer pleinement le contrôle.

(a) Activités pour lesquelles la check-list est applicable : carrière permanente ; gravière permanente ; banc d'emprunt ; poste d'enrobage à chaud fixe ; poste d'enrobage à froid fixe ; raffinerie de pétrole et bitume ; usine d'asphalte ; usine de liants, émulsions et/ou liants modifiés fixes ; centrale béton ; usine de préfabrication fixe ; recyclage fixe ; usine de membranes bitumineuses ; fabrications et installations diverses fixes ; dépôt de liants bitumineux fixe. Ceci exclut certaines activités industrielles très spécifiques et peu importantes en volume (production de charpente métallique, par exemple) ou dont la complexité ne se prête pas à l'établissement d'une check-list malgré l'importance de l'activité (site de la Société de la Raffinerie de Dunkerque).

3.3.1.3 Formation et sensibilisation en faveur de la protection de l'environnement

Le groupe Bouygues déploie de nombreux programmes de formation et/ou de sensibilisation de ses collaborateurs sur les enjeux de la protection de l'environnement.

Formation et sensibilisation au niveau du Groupe

Les conseils de Groupe, rendez-vous stratégiques trimestriels réunissant les 350 principaux cadres dirigeants de Bouygues, offrent régulièrement une tribune à la thématique Développement durable (conférences, prises de parole d'experts, *pitchs*^o, etc.). C'est un moment privilégié pour communiquer et échanger sur les engagements du Groupe sur ces sujets (transition énergétique, politique environnementale, gestion des ressources humaines, etc.). En 2016, la politique Énergie Climat du Groupe suite à la COP21, l'innovation ouverte, l'évolution des organisations à l'ère du travail collaboratif et la transformation numérique ont été abordées dans ce cadre.

Depuis 2014, les directions Innovation et Développement durable-QSE Groupe co-animent un cycle de conférences (Explore) afin de préparer les managers du Groupe à l'intégration des enjeux du développement durable dans les modèles économiques.

En parallèle, les séminaires Abby, organisés par la direction centrale Développement durable-QSE, forment les managers du Groupe à auto-évaluer leurs pratiques de management et à se situer par rapport aux meilleures pratiques définies par le modèle EFQM (*European Foundation for Quality Management*) et la norme Iso 26000. Depuis sa création en 2006, plus de soixante-dix sessions ont été organisées avec, en moyenne, une douzaine de participants par session. La formation de l'Institut de Management Bouygues, « Vers l'entreprise contributive », destinée aux cadres dirigeants des cinq métiers de Bouygues, aborde également les grands enjeux liés aux mutations sociétales qui induisent l'évolution des modèles économiques du Groupe. Les huit sessions organisées en 2016 ont réuni environ soixante-dix managers.

Par ailleurs, la direction centrale Communication sensibilise la filière Communication des métiers du Groupe à l'éco-conception. Son outil d'auto-évaluation des événements (Resp'event), créé en 2014, a permis d'accompagner les organisateurs internes dans l'éco-conception (tourné d'été 2015 de TF1, salons World Efficiency et La Galerie des solutions certifiés COP21). En 2016, elle a également développé un programme de formation visant à responsabiliser les pratiques digitales des communicants (éco-conception des supports digitaux, responsabilité des messages, etc.). L'appli 3D Explore The City, mise à disposition des collaborateurs du groupe Bouygues, explique la contribution environnementale du Groupe grâce à la modélisation de 85 références et solutions emblématiques.

Enfin, depuis son lancement en 2015, le réseau collaboratif du groupe Bouygues *ByLink Network* a permis d'impulser des synergies dans le Groupe. Les grands enjeux de développement durable (énergie-carbone, économie circulaire, *reporting* RSE, etc.) sont aujourd'hui animés *via* le réseau. Fin 2016, le réseau Groupe recensait plus de 3 500 utilisateurs.

Initiatives métiers

En complément de ces démarches menées en central, les cinq métiers du groupe Bouygues organisent et animent des actions de formation et de sensibilisation ayant pour objet la prise en compte des enjeux spécifiques à leurs activités. Ainsi, plusieurs modules au sein de leurs cycles de formations respectifs y consacrent tout ou partie de leur programme (Bouygues Construction, Bouygues Immobilier, Colas).

Sur les chantiers de Bouygues Construction, les équipes participent régulièrement à des « Quarts d'heure QSE ». Ces rendez-vous sont l'occasion de sensibiliser les compagnons aux enjeux de qualité, de sécurité et d'environnement spécifiques aux travaux en cours. Cette sensibilisation environnementale couvre notamment les thématiques des déchets et des risques de pollution.

Enfin, tous les métiers sensibilisent leurs collaborateurs aux éco-gestes. Ainsi, dans le cadre de sa démarche « Agence responsable », cinq agences Bouygues Immobilier sur trente-deux ont été récompensées pour leurs bonnes pratiques sur les enjeux de mobilité, de consommation d'énergie, de traitement des déchets et sur des actions de solidarité. Bouygues Immobilier s'est donné pour objectif d'atteindre 100 % des agences ayant reçu cette reconnaissance interne d'ici 2020.

La Semaine du développement durable et/ou la Semaine de la mobilité constituent également des temps forts en communication interne. Ainsi, en 2016, Bouygues Construction a organisé la première édition des « Minutes DD », événement au cours duquel les collaborateurs de toutes les entités étaient sollicités pour présenter en un temps très court (sous forme de *pitch*^o) leurs meilleures pratiques et actions de développement durable. Les collaborateurs de Bouygues Telecom ont, quant à eux, été sensibilisés aux enjeux de l'innovation durable *via* des démonstrations du Fairphone, premier smartphone éthique au monde, et des animations sur l'éco-conception et l'accessibilité de la Bbox Miami.

Sensibilisation des publics externes à l'entreprise

Le Groupe sensibilise ses parties prenantes externes aux sujets de la protection de l'environnement et des changements climatiques. À titre d'exemple, les contrats de performance énergétiques (CPE), dont les métiers sont prescripteurs, comprennent des prestations d'information et de sensibilisation des usagers à la diminution des consommations énergétiques du bâtiment.

À travers sa Fondation d'entreprise, Bouygues Immobilier accompagne entre autres l'association Unis-Cité, pionnière du service civique en France. Dans ce cadre, la Fondation soutient financièrement le programme Médiaterre qui sensibilise les familles des quartiers sensibles aux gestes citoyens afin de leur permettre de diminuer leurs factures d'eau et d'électricité. En encourageant le déploiement du programme et l'implication de ses collaborateurs, Bouygues Immobilier s'est engagé à atteindre 20 % d'économies pour les familles aidées par le programme en 2020.



(a) présentation orale synthétique et accrocheuse

Indicateur Bouygues Immobilier

Indicateur	Périmètre (organisationnel ou régional)	Couverture			Commentaire
			2016	2015	
Nombre de bénévoles du programme Médiaterre soutenu par Bouygues Immobilier sur ses zones de mobilisation	France et filiales	96 % du chiffre d'affaires consolidé de Bouygues Immobilier	186	154	Unis-Cité poursuit le déploiement du programme Médiaterre, notamment à travers le recrutement de bénévoles. En 2016, trente-deux nouveaux bénévoles ont rejoint les 154 bénévoles déjà présents afin d'aider les familles à lutter contre la précarité énergétique.

Par ailleurs, à l'occasion de la vingt-deuxième conférence des Nations unies (COP22) qui s'est tenue au Maroc (7-18 novembre 2016), la chaîne Ushuaïa TV de TF1 a diffusé un programme quotidien baptisé *COP Connexion*, spécialement consacré au décryptage des enjeux environnementaux mis en lumière par le sommet mondial visant à lutter contre les dérèglements climatiques. Sur les chaînes du groupe TF1 (TF1, LCI et Ushuaïa TV), l'année 2015 avait donné lieu à une couverture éditoriale exceptionnelle des questions climatiques et des négociations internationales de la COP21 à Paris.

Enfin, TF1 a accueilli en décembre 2016 la conférence « La finance investit le durable » à son siège social situé à Boulogne-Billancourt. Organisée par le C3D (Collège des directeurs du développement durable) et le cabinet de conseil EY, cette manifestation, qui a réuni des personnalités de la communauté financière, de l'investissement et du développement durable, présentait l'évolution des pratiques financières au service de la durabilité des entreprises.

3.3.1.4 Provisions et garanties pour risques en matière d'environnement

Dans le cadre de ses activités, Bouygues Construction s'expose à des risques de pollution directe limités et encadrés. Ces derniers, évalués attentivement au moyen de procédures d'analyse de risques appliquées à l'ensemble des opérations, permettent à la société de ne pas avoir à constituer de provisions significatives.

Le risque de pollution fait partie des risques retenus dans le cadre de la cartographie des risques majeurs de Bouygues Immobilier. Les procédures d'acquisition de terrains prévoient la réalisation

d'études de sol en amont de l'achat. L'obtention d'un rapport attestant l'absence d'une quelconque pollution du sol et/ou du sous-sol est une condition suspensive des promesses d'acquisition de terrains ; il ne peut y être dérogé que sur autorisation préalable du comité d'engagement. Dans ce cas précis, le surcoût éventuel de dépollution, évalué au cas par cas, est directement intégré au coût total de l'opération, en amont de la signature de la promesse d'acquisition de terrain. Le caractère confidentiel de ces données financières ne permet pas de communiquer ici un ordre de grandeur du montant provisionné.

Concernant les sites et sols pollués, Colas prévoit de constituer une provision pour frais de dépollution quand les montants sont déterminés dans le cadre d'un diagnostic réalisé par un cabinet extérieur et quand la date de remise en état du site est fixée (par exemple, avec l'administration compétente) ou connue (date d'expiration du bail, par exemple). Concernant les garanties financières et les provisions pour remise en état, de très nombreux sites dans le monde font l'objet d'exigences réglementaires de remise en état en fin d'exploitation (notamment les carrières) et de provisions pour risques en cours d'exploitation. Ces garanties donnent lieu à une grande diversité d'instruments (cautions, assurances, comptes bloqués, provisions, etc.) selon la législation des pays. Le montant des provisions relatives à des engagements de remise en état de sites s'élève à 169 millions d'euros au 31 décembre 2016. À ce jour, rien n'a permis de détecter, à l'occasion des missions d'audit interne ou externe, ou de sinistres, une insuffisance de l'ensemble de ces dispositifs.

Il n'existe pas de risque identifié en matière d'environnement lié aux activités de TF1 et de Bouygues Telecom de nature à justifier des provisions.

3.3.2 Maîtrise des pollutions et des nuisances

3.3.2.1 Prévention et réparation des rejets

Les rejets liés aux activités du Groupe (air, eau et sol) peuvent engendrer des pollutions de différentes natures. Ils sont principalement liés à la construction sur chantiers ou à l'activité des sites fixes, et prennent la forme de poussière, de pollution de l'eau ou encore de fumées rejetées par les usines.

Sur les chantiers et sites fixes du Groupe, la certification tierce partie (Iso 14001) et/ou les standards internes (label Chantier Ecosite pour les entités de Bouygues Construction, auto-évaluation par check-lists pour Colas) sont les outils principaux des unités opérationnelles pour prévenir les rejets.

Bouygues Construction traite de cette question dans les standards « Produits dangereux », « Air » et « Milieu aquatique » de sa démarche Ecosite (cf. p. 101). Des procédures d'urgence et la mise en œuvre de

moyens adaptés sont prévues pour répondre aux risques de pollutions accidentelles. En outre, une base de données répertorie les produits dangereux et les mesures de prévention associées.

Tous les sites de Colas couverts par un système de management certifiés disposent d'une analyse environnementale, de tableaux de suivi et de plans d'action de prévention pour la maîtrise des rejets quand cela a été identifié comme un élément significatif. Les check-lists complètent ce dispositif sur des thématiques comme l'aménagement et le stockage, le management environnemental et/ou la gestion des impacts et des risques (eau, air, déchets, risques naturels et technologiques, bruits et vibrations).

Les certifications environnementales utilisées par Bouygues Construction et Bouygues Immobilier comprennent également des points de vigilance en phase de construction : une opération HQE™ doit, par exemple, veiller à la réduction des pollutions de toute nature

3

(air, eau, sol). La charte des chantiers verts, déployée sur les chantiers de Bouygues Immobilier, vise notamment à prévenir et diminuer les rejets dans l'air, l'eau et le sol. Enfin, les référentiels de qualité des produits (de type HQE™, BREEAM®, LEED®), promus par Bouygues Construction et Bouygues Immobilier, comprennent des obligations en phase de conception et sur les opérations. Ils permettent la réduction des rejets dans l'air, l'eau et le sol.

Les métiers du Groupe mettent également en œuvre d'autres actions ciblées afin de réduire les nuisances liées à leurs activités : la réhabilitation des sols pollués par Bouygues Construction ou encore le recyclage de l'eau en circuit fermé et l'arrosage des routes pour limiter la propagation des poussières pour les chantiers Colas sont des exemples d'initiatives engagées par le Groupe.

Les rejets dans l'air, l'eau et le sol qui sont induits par les activités de Bouygues Telecom et de TF1 sont limités et représentent un impact mineur à l'échelle du groupe Bouygues.

3.3.2.2 Mesures prises pour réduire les autres formes de nuisance

Les autres formes de nuisance que les activités du Groupe peuvent générer sont essentiellement l'exposition au bruit (de jour et de nuit), aux odeurs, à l'éclairage nocturne ou encore aux vibrations. Les pôles Médias et Télécoms sont, quant à elles, attentives aux problématiques d'exposition aux ondes électromagnétiques.

L'acceptation par les riverains des sites de production et des chantiers est un enjeu sensible pour les métiers du Groupe. En plus des mesures prescrites dans la certification environnementale Iso 14001, les problématiques des nuisances subies par les riverains font partie des points de vigilance des standards internes (Ecosite, charte des chantiers verts, check-lists).

L'un des standards de la démarche Ecosite de Bouygues Construction porte en effet sur la gestion des nuisances sonores en concertation avec les parties prenantes du projet. Bouygues Construction a, par ailleurs, commercialisé un écran antibruit pour les riverains sur les chantiers. Celui-ci a été développé par son centre de compétences Acoustique et Vibrations, constitué de collaborateurs experts des différentes unités opérationnelles de l'entreprise.

Sur les chantiers concernés par la charte des chantiers verts, Bouygues Immobilier effectue un contrôle du niveau acoustique. La mesure des nuisances sonores permet, le cas échéant, d'engager des actions correctives.

Bouygues Telecom et TF1 portent une attention particulière aux ondes liées à leurs antennes. Par exemple, pour tous les sites radioélectriques (antennes-relais) de Bouygues Telecom, un périmètre de sécurité est défini. Il garantit le respect des limites d'exposition fixées par le décret du 3 mai 2002 à l'extérieur de ces périmètres dans toutes les zones accessibles librement. La pénétration à l'intérieur de ce périmètre est subordonnée à l'interruption préalable des émissions.

Les travaux menés pour réduire les nuisances liées à l'utilisation des produits du Groupe donnent également lieu à des innovations permettant la mise sur le marché de solutions plus performantes. Ainsi, Colas conçoit des produits qui limitent les nuisances sonores liées à la circulation routière tels que les murs antibruit basés sur le principe des fractales, ainsi que les revêtements routiers silencieux (Nanosoft®, Rugosoft® ou produits équivalents) permettant d'abaisser jusqu'à 9 dBa le bruit de roulement des véhicules. En 2016, 324 000 tonnes ont été produites, en hausse de 34 % par rapport à 2015. Cette gamme de produits traduit l'effort continu réalisé par Colas en matière de R&D depuis de nombreuses années, effort reconnu par de nombreux trophées techniques remportés au fil des ans.

3.3.3 Économie circulaire

Le secteur de la construction est à l'origine de 70 % des 345 millions de tonnes de déchets produits en France^a. En 2020, la loi de transition énergétique (LTE) fixera un seuil de 70 % de valorisation des déchets issus de la déconstruction de bâtiments existants. Le groupe Bouygues et ses métiers ont identifié sur cet enjeu de nombreux bénéfices environnementaux et économiques potentiels, et structurent leurs démarches pour y répondre. À titre d'exemple, Bouygues Immobilier a lancé une démarche pour intégrer l'économie circulaire dans ses projets immobiliers en 2016. L'opération *Campus Sanofi Val de Bièvre*, distinguée lors du Grand Prix Simi 2015, a constitué l'un des projets pilotes avec un objectif de 80 % des matériaux déconstruits revalorisés. Les travaux de curage et de déconstruction sélective débuteront dès janvier 2017.

Différentes actions sont par ailleurs mises en œuvre au sein de Bouygues et prennent en compte des grands principes de l'économie circulaire et de l'éco-conception (sélection de matériaux durables lors des phases de conception ; réduction des quantités de ressources utilisées lors de la construction des produits ; pratiques de récupération et de recyclage visant à réintroduire les déchets dans le cycle de production en tant que matière première secondaire ; innovation au service de l'amélioration de la durée de vie des produits, etc.).

Certaines solutions du Groupe prennent également en compte les apports :

- de l'économie de partage, permettant notamment l'optimisation de l'usage des biens et des services proposés par le Groupe (espaces mutualisés dans les écoquartiers construits par Bouygues : parking, jardins, etc.) ;
- de l'économie de fonctionnalité, privilégiant la proposition de service à la vente massive de biens matériels (espaces de *coworking* Nextdoor).



En 2016, Bouygues a créé un *action tank* visant à faire émerger des projets collaboratifs inter-métiers dans les domaines de l'économie circulaire et de la ville durable. Plusieurs initiatives sont à l'étude. L'une d'entre elles consiste à créer une plateforme numérique qui référencerait les matériaux issus de la déconstruction et de la rénovation. Cette plateforme pourra mettre en relation les donneurs de matières premières et éléments finis, et leurs futurs utilisateurs. Une seconde, vise à dissocier foncier, bâti et logement pour diminuer les coûts d'acquisition des primoaccédants.

(a) données 2012, Ademe (extrait de « Chiffres clés Déchets », édition 2015)

Les technologies du numérique sont au cœur de ces réflexions. Elles permettent de faciliter l'anticipation et l'optimisation du réemploi des matériaux et de fluidifier les échanges de matières premières et d'éléments finis.

L'utilisation du BIM au service de l'économie circulaire

La technologie BIM (*Building Information Modeling*) est un processus impliquant la création et l'utilisation d'une maquette numérique 3D intelligente pour prendre de meilleures décisions tout au long du cycle de vie d'un ouvrage et les partager avec l'ensemble des acteurs lors d'une opération.

La maquette numérique contient des informations sur l'identité, la performance thermique, environnementale et mécanique des objets et matériaux qui y sont modélisés, mais également sur leur installation, utilisation, entretien, recyclabilité et durée de vie.

Cet outil permet d'optimiser l'impact du bâtiment sur l'environnement tout au long de son cycle de vie. Ainsi, en phase de conception, les simulations faites en fonction des caractéristiques des matériaux, de leur recyclabilité et des modes constructifs vont permettre de choisir le meilleur scénario alliant économie de matière, optimisation de la fin de vie du bâtiment et impact environnemental de la construction. La gestion du chantier est également optimisée grâce à une meilleure préparation des composants en usine par préfabrication. Le nombre de corrections et la quantité des rebus sont également diminués et permettront ainsi de réduire les quantités de déchets de chantier. Enfin, en phase de déconstruction, la modélisation du bâtiment va permettre de connaître avec une grande précision les quantités de matériaux présents à déposer pour une potentielle réutilisation et d'organiser le curage et la démolition avec une plus grande efficacité.

Les activités de construction du Groupe (Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas) font usage du BIM dans la gestion de leurs opérations.

Bouygues Construction travaille sur le BIM depuis 2007 et l'utilise sur de nombreux projets, de petite et grande dimensions, en France et à l'étranger, tels que des projets de logements en Normandie, l'hôtel Palexpo à Genève ou le futur tribunal de Paris. Sur ce dernier, les données du BIM de la phase Construction seront utilisées en continuité par les équipes de maintenance et services (*facility management*) pour optimiser leurs activités. Dans le cadre de la modernisation numérique des activités de Bouygues Construction, la généralisation de cette démarche est en cours pour tous les projets et sur l'ensemble de leurs phases. Des cabines BIM sont déployées sur les chantiers pour mettre les plans 3D actualisés directement à disposition des compagnons, même en plein air. Bouygues Immobilier s'est doté d'une politique pour développer le BIM dans ses opérations avec pour objectif de déployer son utilisation sur 100 % de ses opérations à l'horizon 2020.

3

3.3.3.1 Prévention et gestion des déchets^a

Recyclage, réutilisation et valorisation des déchets de construction

Les métiers du groupe Bouygues limitent la production de déchets liés aux activités de construction et favorisent leur revalorisation, à travers plusieurs programmes. Par ailleurs, les systèmes de management environnementaux (par exemple, Iso 14001) et les standards internes (label Ecosite, charte des chantiers verts, check-lists) prévoient une gestion responsable des déchets. Par exemple, l'un des standards de la démarche Ecosite de Bouygues Construction inclut des mesures pour l'organisation du tri, le stockage, la collecte, le transport et le traitement des déchets, ainsi qu'un traitement spécifique appliqué aux déchets dangereux (polluants ou possédant des propriétés dangereuses pour l'environnement ou pour l'homme). La charte des chantiers verts^b de Bouygues Immobilier implique que le tri des déchets soit effectué sur le chantier via un schéma d'organisation de gestion des déchets (Soged).

Des programmes de diminution et de valorisation des déchets sur les chantiers, et notamment pour les activités de travaux publics de

Bouygues Construction, continuent d'être déployés. Les matériaux excavés sont réutilisés, dans certains cas, pour des remblais ou pour la réhabilitation environnementale de sites. Plusieurs opérations menées chez Bouygues Construction intègrent la réutilisation de matières premières directement sur site. Par exemple, lors de la rénovation de l'hippodrome de Longchamp réalisée récemment par Bouygues Bâtiment Ile-de-France, le béton extrait de la déconstruction a été concassé, trié, puis réutilisé sur place en circuit court. Près de 30 000 m³ de béton ont ainsi été recyclés pour les besoins du chantier.

Bouygues Immobilier participe au projet national multi-acteurs dénommé Démoclès qui rassemble l'ensemble des acteurs de la déconstruction. Sa première phase visait à élaborer des recommandations pour faciliter et encourager la valorisation des éléments de second œuvre du bâtiment. La deuxième phase, qui a débuté fin 2016, permettra d'expérimenter ces préconisations opérationnelles.

Enfin, la gestion des déchets est un enjeu fondamental pour Colas dont les actions relatives au recyclage se concrétisent notamment par la récupération et le retraitement des enrobés lors de la déconstruction des routes. Trois indicateurs ont été mis en place pour suivre cette démarche.

(a) lutte contre le gaspillage alimentaire : étant donné la nature des activités du groupe Bouygues, ce nouvel enjeu est peu significatif pour ses métiers. Les enjeux de gaspillage alimentaire sont en effet limités et concernent uniquement le périmètre de la restauration collective. Le sujet est abordé dans le cadre de certains contrats passés avec les prestataires de restauration pour les principaux sièges du Groupe.

(b) La charte des chantiers verts s'applique sur l'ensemble des programmes d'immobilier d'entreprise et sur les opérations de logements certifiées HQE™ (cf. p. 99).

Indicateurs Colas

Indicateur	Périmètre (organisationnel ou régional)	Couverture	2016	2015	Commentaire
Ratio de matériaux recyclés rapportés aux quantités de granulats produits	Monde	Activités de production d'enrobés et de granulats et chantiers ferroviaires	11 %	10 %	En 2016, l'ensemble des valorisations et recyclages de Colas représente un volume de près de 8,5 millions de tonnes de matériaux, soit l'équivalent de 11 % de la production totale de granulats de Colas. Cet indicateur a progressé de manière significative : le tonnage de recyclés ^a et la production de granulats ont respectivement augmenté de 18 % et de 8 %. La croissance du tonnage de matériaux recyclés s'explique par la hausse de la quantité de ballast recyclé chez Colas Rail et par une augmentation des volumes de ces matériaux dans les filiales routières de métropole et d'Amérique du Nord, particulièrement aux États-Unis.
Taux de recyclage des agrégats d'enrobés pour en valoriser le bitume	Monde	Activités de production de matériaux	15 %	14 %	Le taux de recyclage des agrégats d'enrobés pour en valoriser le bitume a augmenté d'un point en 2016, ce qui correspond au rythme annuel d'amélioration depuis plusieurs années ; la quantité d'agrégats d'enrobés recyclés et la production d'enrobés ont augmenté respectivement de 12 % et 11 %.
Surface de chaussée recyclée en place <i>en millions de m²</i>	Monde	Activités de chantiers	3,4	2,4	La surface de chaussée recyclée en place par les filiales de Colas est en hausse de 42 % en 2016 par rapport à 2015. La nette amélioration de cet indicateur est à imputer à une filiale canadienne ayant réalisé plusieurs gros chantiers grâce à cette technique, ainsi qu'aux filiales d'Europe du Nord telles que Colas UK et Colas Irlande.

(a) L'industrie estime que le taux de recyclage des agrégats d'enrobés à atteindre (pour pouvoir considérer que l'ensemble des enrobés excavés ou fraisés sont recyclés) se situe entre 20 et 25 % dans les pays de l'OCDE, ce taux étant lui-même variable localement en fonction de la densité urbaine et des habitudes techniques des maîtres d'ouvrage. Colas se situe donc aux trois-quarts de ce plafond et l'atteint en 2016 dans certaines filiales en Belgique, en Suisse, en France, aux États-Unis ou au Canada, tandis que cette politique progresse plus difficilement dans des pays moins volontaristes.

Le recyclage au cœur de la démarche d'économie circulaire de Colas

Important producteur et utilisateur de matériaux de construction, Colas valorise et recycle dans la construction routière les déchets et matériaux de déconstruction en provenance du BTP et d'autres industries, ainsi que ses propres agrégats.

Les granulats sont la matière première la plus utilisée par l'être humain après l'eau ; les travaux publics représentent l'essentiel de cette consommation et les travaux routiers représentent à eux seuls plus de la moitié de cette consommation. Ainsi, Colas met en œuvre des mesures de recyclage (en local) visant à réduire l'extraction de granulats (et donc l'ouverture de carrières et de gravières), ainsi que les volumes de mise en décharge de matériaux. En 2016, l'ensemble des valorisations et recyclages de Colas a représenté un volume de près de 8,5 millions de tonnes de matériaux, ce qui équivaut à économiser sur le périmètre Monde la production moyenne de dix-sept carrières.

Le recyclage des agrégats d'enrobés (matériaux récupérés lors du fraisage ou de la déconstruction des chaussées) permet également de récupérer le bitume contenu dans ces agrégats. Les enrobés sont composés d'un mélange de bitume (environ 5 %) et de granulats, et sont utilisés dans la plupart des réseaux routiers dans le monde. En 2016, 15 % des agrégats d'enrobés récupérés ont été recyclés pour en valoriser le bitume.

Par ailleurs, afin de concrétiser sa réflexion en matière d'économie circulaire, Colas a recours à différents outils méthodologiques et en particulier à l'analyse de cycle de vie pour les enrobés bitumineux. Ces travaux ont commencé en 2000 à travers diverses associations professionnelles^a et font l'objet d'approfondissement et de mise à jour périodique.

Colas développe également des activités de recherche pour transformer les matériaux issus de la déconstruction des chantiers de bâtiment et de travaux publics, et leur redonner une deuxième vie.

(a) EAPA (European Asphalt Pavement Association), l'Usirf (Union des syndicats de l'industrie routière française)

Indicateurs Bouygues Construction

Indicateur	Périmètre (organisationnel ou régional)	Couverture	2016	2015	Commentaire
Part des déchets non dangereux valorisés (non mis en décharge)	Monde hors activités de terrassement et Énergies et Services	73 % du chiffre d'affaires consolidé de Bouygues Construction	54 %	50 %	La méthode de calcul de cet indicateur a été revue en 2015 (exclusion des déchets inertes du scope). Sa stabilité sur les deux derniers exercices indique sa pertinence et l'intérêt de suivre son évolution dans le cadre des démarches d'économie circulaire visant à augmenter la valorisation de déchets.
Taux de valorisation des matériaux géologiques naturels excavés valorisables	Activité Terrassement Monde (filiale DTP)	3 % du chiffre d'affaires consolidé de Bouygues Construction	80 %	95 %	Depuis 2015, Bouygues Travaux Publics suit un indicateur propre sur la valorisation de ses déchets. Ce dernier porte sur la valorisation des déchets inertes excavés, principale catégorie de déchets générés. Le résultat de l'indicateur pour l'exercice 2016 (80 %) démontre la capacité de l'entreprise à diminuer considérablement les déchets inertes envoyés en centres d'enfouissement techniques pour les réutiliser <i>in situ</i> .

Mesures de prévention et de valorisation des autres déchets

Si les déchets de construction représentent l'enjeu prioritaire compte tenu des volumes générés et des impacts sur l'environnement, d'autres types de déchets également produits dans le cadre des activités du Groupe font l'objet d'une gestion maîtrisée.

Tous les métiers du Groupe sont producteurs de DEEE, déchets d'équipements électriques et électroniques (unités centrales, ordinateurs portables, écrans, imprimantes et serveurs informatiques), et mènent des actions de collecte et de revalorisation. Le traitement de ces DEEE représente ainsi un enjeu commun. En France, il est confié depuis 2010 à l'entreprise adaptée ATF Gaia et le Groupe a confié une partie de cette mission au prestataire Nodixia de manière à garantir une meilleure couverture du territoire dès fin 2015. Depuis le début de ces contrats, le service de gestion de fin de vie des matériels a permis de collecter 88 286 équipements (dont 8 619 d'octobre 2015 à

septembre 2016). Sur les 767 tonnes de déchets récupérés au total, 30 % des matériels ont été détruits et 70 % ont été réemployés.

En complément, Bouygues Telecom a mis en place des filières de recyclage et de réutilisation de ses équipements de réseau télécoms et des *data centres* en fin de vie. Par ailleurs, la politique de préemption des équipements (remise en état pour réutilisation) est appliquée dans le cadre des démantèlements induits par le projet de mise en commun des antennes relais avec SFR (voir p. 115). Les équipements démontés qui ne sont pas réutilisés ou revendus sont recyclés, avec un taux de valorisation des matières premières issues de ces traitements de près de 87 %.

D'autre part, les huiles usées (hydrauliques et lubrification moteur), principaux « déchets dangereux » générés par les activités de Colas, ont vocation à être éliminées par une filière agréée ou valorisées de manière responsable.

Indicateur Colas

Indicateur	Périmètre (organisationnel ou régional)	Couverture	2016	2015	Commentaire
Taux de récupération des huiles usées	Monde	Toutes les activités	61 %	64 %	On peut considérer que l'optimum de cet indicateur se situe autour de 80 % si l'on tient compte de la consommation-combustion d'huiles par les engins et véhicules. Colas obtient en 2016 un ratio de 61 %, en baisse de 3 points. Cette baisse relative s'explique par une modification de la définition de cet indicateur dans laquelle ont été intégrées au dénominateur les huiles issues de la comptabilité de stock, celles-ci s'ajoutant à celles achetées pendant la période de reporting.

Tous les métiers du Groupe mettent en œuvre des mesures complémentaires à celles incluses dans les certifications des sièges et des sites, pour la gestion responsable des déchets de bureaux. TF1 a par exemple défini un processus de gestion de ses déchets depuis 2013. Les déchets sont triés, puis recyclés (65 % du total des déchets) ou valorisés par incinération (avec récupération d'énergie) ou par méthanisation pour les déchets organiques. Bouygues Immobilier est partenaire de Terracycle, Elise et d'autres organismes locaux en

région pour la collecte et la revalorisation des déchets de bureaux de toutes ses implantations.

Enfin, TF1, au travers d'Ecoprod (voir p. 120), étudie avec la Région Île-de-France, la faisabilité d'un programme de tri et de recyclage des matériaux provenant des décors des studios. L'étude est corrélée à la filière du spectacle vivant. Elle a donné lieu à la diffusion d'un cahier des charges au dernier trimestre 2016 et sera réalisée en 2017.

3

Bouygues Telecom offre une seconde vie aux téléphones

Bouygues Telecom est le premier opérateur à avoir lancé en France, dès 2005, un service permettant la collecte et le recyclage des mobiles, d'abord dans ses boutiques, puis sur tous ses canaux de distribution, quel que soit l'opérateur ou la marque du téléphone. Depuis 2011, ce service a été complété par la revente de mobiles d'occasion sur le site internet de Bouygues Telecom grâce à son partenariat avec la filière de reconditionnement Recommerce Solutions.

Bouygues Telecom met en œuvre des opérations de doublement du prix de reprise pour inciter les utilisateurs au recyclage et accélérer la prise de conscience écologique et économique liée à la reprise de mobile. Les terminaux non fonctionnels sont destinés à être recyclés via des filières spécialisées, tandis que les autres sont reconditionnés et revendus.

En 2016, la collecte a été fortement promue au moyen d'opérations d'abondement qui ont permis d'augmenter le nombre de mobiles collectés. En outre, l'animation dans les points de vente du Réseau Clubs Bouygues Telecom a été renforcée par l'organisation auprès des vendeurs d'un challenge qui a permis d'améliorer la qualité de la collecte. Durant l'année 2016, Bouygues Telecom a ainsi collecté 195 515 mobiles, dont 159 106 auprès de ses clients.

Enfin, lancé en 2015 par la Fédération des acteurs de la Réduction, du Réemploi et de la Réutilisation (RCube), le label RCube propose une garantie supplémentaire de qualité à toute personne déposant son mobile usagé ou achetant un mobile d'occasion sur le site spécifique de Bouygues Telecom. La labellisation est réalisée par des experts indépendants missionnés par RCube sur la base de soixante-dix critères tandis que le processus de labellisation est vérifié par un organisme tiers indépendant.

Indicateurs Bouygues Telecom

Indicateur	Périmètre (organisationnel ou régional)	Couverture	2016	2015	Commentaire
Mobiles collectés en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation <i>en nombre de mobiles</i>	France	100 % du chiffre d'affaires consolidé de Bouygues Telecom	195 515	135 671	Le résultat en hausse s'explique principalement par des raisons structurelles de reprise de l'animation commerciale en central et dans les points de vente (plus d'opérations d'abondement, challenge sur le taux de reprise et d'écarts en magasins). Dans une moindre mesure, il est à signaler une augmentation du nombre d'envois de mobiles au prestataire en vue de leur recyclage ou réutilisation, liée à des opérations de déstockage des surplus de mobiles collectés.
■ Auprès des clients (boutiques Bouygues Telecom, sites internet grand public et entreprises, collaborateurs)			159 106	111 634	
■ Issus du circuit SAV (service après-vente)			36 409	24 037	

3.3.3.2 Utilisation durable des ressources

L'énergie, les matières premières telles que le bois et les granulats, ou encore l'eau et les matières issues des sols, constituent des ressources naturelles indispensables aux activités de construction du groupe Bouygues.

Afin de calculer avec davantage de précision ses besoins et d'optimiser les quantités consommées, les outils numériques tels que le BIM (voir encadré p. 105) et des programmes de *lean management* spécifiques (recherche d'optimisation des processus de construction) sont progressivement déployés dans les entités du Groupe.

Sélection et gestion des matières premières

Afin de limiter son impact sur le prélèvement des ressources naturelles, les métiers ont identifié deux axes majeurs : privilégier l'emploi de ressources responsables (produits certifiés, etc.) et/ou optimiser leur utilisation (éco-conception, recyclage).

En complément, le Groupe interagit avec ses clients pour privilégier autant que possible le choix de matières premières secondaires (issues du recyclage) dans l'élaboration des ouvrages et des infrastructures.

Indicateurs Colas

Indicateur	Périmètre (organisationnel ou régional)	Couverture	2016	2015	Commentaire
Quantité de matériaux recyclés <i>en millions de tonnes</i>	Monde	Activités de production d'enrobés et de granulats et chantiers ferroviaires	8,5	7,2	L'augmentation de la production de matériaux recyclés (+ 18 %) a été plus forte que celle de la production de granulats, ce qui traduit une progression du ratio de recyclage.
Quantité d'agrégats d'enrobés recyclés <i>en millions de tonnes</i>	Monde	Activités de production de matériaux	5,6	5	La quantité d'agrégats d'enrobés recyclés a augmenté de 12 % en 2016 par rapport à 2015.

Lorsque le prélèvement reste nécessaire, le Groupe agit pour responsabiliser et fiabiliser ses filières d'approvisionnement.

Bouygues Construction explore des modes constructifs alternatifs et a renforcé son expertise pour développer l'usage du bois (matériau à plus faible empreinte carbone) dans ses constructions. Ainsi, près de 170 ouvrages dans la construction bois (neuf et réhabilitation) ont été réalisés en France, en Suisse et au Royaume-Uni. Par ailleurs, Ossabois, filiale de Bouygues Immobilier, encourage, à travers ses activités de

construction en bois modulaire, l'usage de matériaux « bas carbone » dans la construction.

Bouygues Construction bénéficie également de la base de données Polygreen permettant aux collaborateurs de sélectionner les produits de construction en fonction de critères techniques, économiques, sanitaires, environnementaux, et précisant les sites de production et les labels. Celle-ci répertorie près de 5 500 produits (voir p. 130).

3

Promouvoir les éco-variantes pour optimiser les consommations de matières premières

Colas et Bouygues Construction font usage d'éco-variantes afin de proposer à leurs clients des solutions ayant moins d'impacts pour l'environnement. Les éco-variantes affichent une économie de matériaux, un bilan énergétique et des émissions de gaz à effet de serre plus bas et plus faibles que la solution technique de base.

Colas est moteur pour la conception et la proposition d'éco-variantes, et dans la mise au point d'éco-comparateurs permettant d'évaluer ces variantes.

Ces efforts ont été particulièrement importants dans l'élaboration de Seve®, éco-comparateur de la profession en France. Seve® permet d'évaluer les résultats du travail engagé par les entreprises pour accroître la performance environnementale des projets réalisés, sur la base de critères d'émissions de gaz à effet de serre, de réemploi de matériaux, de préservation de l'eau, de respect de la biodiversité et de réduction des nuisances. L'exercice 2016 est marqué par une évolution du logiciel et la création de deux modules distincts (routes/VRD et Terrassements) permettant ainsi de mieux cibler les impacts environnementaux de ces deux activités. Profitant de cette évolution, les activités de terrassement de Bouygues Travaux Publics, par le biais du Syndicat Professionnel des Terrassiers de France (SPTF), se sont également engagées à utiliser l'outil Seve® dont ils ont assuré le codéveloppement de la troisième version. Par ailleurs, un travail d'internationalisation de Seve® est engagé entre la profession et l'Union européenne.

Dans un contexte de conjoncture économique difficile, le marché est chaque année moins ouvert aux variantes. Pour Colas, malgré une baisse du nombre d'éco-variantes proposées en 2016 (- 10 %), les émissions de gaz à effet de serre évitées n'ont reculé que de 7 % grâce à des propositions mieux ciblées. Au sein de la profession, Colas participe activement aux efforts entrepris pour redynamiser les éco-variantes.

Enfin, considérées comme des axes de différenciation forts à l'international, les éco-variantes sont régulièrement utilisées par Bouygues Bâtiment International sur ses projets.

Pour diminuer les besoins en matières premières primaires, et donc les prélèvements sur les écosystèmes, les métiers du Groupe mènent des travaux de recherche et ont recours à diverses techniques pour éco-concevoir leurs produits.

Bouygues Construction travaille sur l'éco-conception depuis 2007 avec le CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment) et sur l'analyse de cycle de vie (ACV) depuis 2009. Les recherches des laboratoires de Colas visent notamment à mettre au point des liants éco-responsables en appliquant les principes de la « chimie verte », en introduisant par

exemple des composants bio-sourcés, en réduisant les températures ou en limitant les émissions de gaz à effet de serre.

Enfin, Bouygues Telecom a réduit l'empreinte environnementale de Bbox Miami qu'il commercialise depuis 2015 : son volume a été réduit de 80 % par rapport à la génération précédente de box, réduisant de fait la taille de son emballage. En plus d'afficher des dimensions optimisées, l'emballage de Bbox Miami est certifié FSC^(a) et la notice d'utilisation y est directement imprimée en monochrome, ce qui permet des économies de papier et d'encres.

(a) Forest Stewardship Council est un label environnemental international qui assure que la production de bois ou d'un produit à base de bois respecte les procédures censées garantir la gestion durable des forêts.

Tempo : une référence pour Bouygues Immobilier en matière d'éco-conception et de performance énergétique

La résidence *Tempo* située à Carquefou près de Nantes (Loire-Atlantique) a été livrée par Bouygues Immobilier en décembre 2016. Le projet de résidence passive est lauréat du Prix de l'innovation industrielle de la treizième édition des Pyramides d'Argent pour les innovations mises en œuvre en matière d'éco-conception et d'efficacité énergétique. Le projet, en avance sur son temps, anticipe les futures réglementations (RE 2018, RBR 2020).

Des blocs béton-bois écologiques et innovants dits « thermiblocs » ont été utilisés pour la construction des façades de la résidence. Par ailleurs, le choix des matériaux utilisés pour cette opération a principalement porté sur des matériaux naturels et biosourcés.

Grâce à une enveloppe très performante, une excellente étanchéité à l'air et une récupération de chaleur sur la ventilation, le besoin de chaleur de chauffage réel de l'opération est inférieur à 15 kWh/m² par an. Pour rappel, l'obligation de performance énergétique issue de la réglementation RT2012 est de 50 kWh/m² par an.

Cet ouvrage est certifié Passiv Haus (label de basse consommation énergétique) et NF logement HQE™.

Performance énergétique

Le groupe Bouygues participe à la transition énergétique par son expertise en matière d'efficacité énergétique passive et active des bâtiments, ainsi que dans l'exploitation des bâtiments sous garantie de performance.

PROMOTION DE SOLUTIONS EFFICACES EN ÉNERGIE

Les certifications environnementales dont les métiers du Groupe encouragent l'adoption comprennent systématiquement des cibles

à atteindre sur les consommations énergétiques. Les CPE (contrats de performance énergétique) garantissent à l'utilisateur des seuils de consommation d'énergie de ses locaux sur la durée du contrat. Un nombre croissant d'offres de logements et de bâtiments tertiaires comprennent un CPE. Bouygues Immobilier propose également à ses clients la mise en œuvre de CPE sur l'ensemble de ses opérations Green Office®.

Indicateur Bouygues Construction

Indicateur	Périmètre (organisationnel ou régional)	Couverture	2016	2015	Commentaire
Part de la prise de commandes pour laquelle des engagements de performance énergétique sont contractualisés	Activités Énergies et Services	14 % du chiffre d'affaires consolidé de Bouygues Construction	13 %	19 %	La prise en compte des enjeux énergétiques ne se limite pas aux phases de conception et de construction. Bouygues Construction accompagne de plus en plus ses clients dans le pilotage et la maîtrise de leurs consommations finales. Pour ce faire, le Groupe s'engage en proposant des offres intégrant des engagements de performance, notamment au travers des CPE (contrats de performance énergétique) récemment signés dans le logement et le tertiaire. Cette baisse s'explique par le type d'opérations signées cette année pour lesquelles il y avait moins d'exigences environnementales.

Les métiers du groupe Bouygues proposent à leurs clients des services innovants et compétitifs afin de leur donner les moyens d'optimiser leur consommation énergétique. Ils ont notamment développé un savoir-faire dans la conception de bâtiments à énergie passive (Bepas), de bâtiments à énergie positive (Bepos), la réhabilitation et le pilotage de la performance énergétique.

■ **Bepas** : Bouygues Immobilier a développé une expertise dans la conception de bâtiments à énergie passive (consommation énergétique pour les besoins de chauffage inférieure à 15 kWh/m² par an). En 2016, Bouygues Immobilier réalise quatre opérations de logements passifs : *Tempo* et *Parc de Flore* à Carquefou, *Les Lodges* à Chanteloup-en-Brie et *Green Home* à Nanterre sont en chantier sur l'exercice 2016 pour un total de 336 logements.

■ **Bepos** : en anticipation des nouvelles échéances réglementaires à l'horizon 2020 (par exemple, RE 2018^a qui comprend la création d'un nouveau label Énergie – Carbone), l'objectif est désormais de concevoir des bâtiments avec un bilan énergétique positif. En Immobilier d'entreprise, la marque Green Office® lancée en 2007 incarne la démarche de Bouygues Immobilier pour les immeubles de bureaux à énergie positive grâce à l'utilisation d'énergies renouvelables et à une conception bioclimatique. En 2016, Bouygues Immobilier a mis en chantier trois nouvelles opérations tertiaires à énergie positive : Green Office® *Trigone Quart Opale* à Issy-les-Moulineaux, Green Office® *Meudon Gaupillat*, ainsi que Green Office® *Link*. En logement, Bouygues Immobilier a livré à Anglet (Pyrénées-Atlantique) *L'Odyssée*, programme de vingt-sept logements à énergie positive. Green Office® *Enjoy* à Paris, premier Green Office®

(a) La réglementation environnementale RE 2018 intégrerait à la fois un nouveau critère énergétique, le bilan Bepos et un indicateur carbone permettant d'évaluer les émissions de gaz à effet de serre tout au long du cycle de vie du bâtiment. L'entrée en vigueur de cette nouvelle réglementation se profile entre 2018 et 2020.

bénéficiant d'une structure mixte bois-béton lui permettant d'atteindre une performance carbone exemplaire, est également en cours de conception. Bouygues Immobilier s'est fixé l'objectif d'atteindre 35 % de la surface totale d'Immobilier d'entreprise en chantier ou livrée en Green Office® sur la période 2016-2020. Elle a atteint, à fin septembre 2016, 36 % de surface tertiaire en chantier ou livrée en Green Office® (84 623 m² Green Office pour un total de 234 432 m² de surface tertiaire en chantier ou livrée).

Par ailleurs, l'entité Bouygues Bâtiment Sud-Est de Bouygues Construction (anciennement GFC Construction) a livré le premier bâtiment scolaire à énergie positive pour la ville de Montpellier : le groupe scolaire ChengDu, dans le quartier Marianne, a été lauréat des Clés d'Or d'EGF-BTP^a en 2015 pour la région Languedoc-Roussillon.

■ **La réhabilitation** : Bouygues Immobilier a lancé la démarche Rehagreen® en 2009 pour l'Immobilier d'entreprise. À partir d'un diagnostic multicritère de l'immeuble (technique, énergétique, urbanistique, réglementaire, commercial, etc.), cette démarche permet d'identifier et de mettre en œuvre le scénario de réhabilitation répondant parfaitement aux objectifs de valorisation du propriétaire et aux exigences du marché de l'immobilier de bureaux, tout en respectant son héritage architectural. Selon les choix du propriétaire, l'opération visera les certifications ou les labels les plus exigeants (HQE, Breeam, Leed). Trois opérations Rehagreen® sont toujours en chantier sur l'exercice 2016 : Rehagreen® Scor Londres Budapest, Rehagreen® Malakoff Pichat et Rehagreen® Montrouge. Ces trois opérations de rénovation totalisent une surface en chantier de 47 744 m² qui viennent s'ajouter aux 42 285 m² de l'opération Lemnys livrée en février 2016. Bouygues Immobilier s'est engagé à atteindre 35 % de la surface en chantier ou livrée totale d'Immobilier d'entreprise en réhabilitation sur la période 2016-2020 en Rehagreen® et a atteint 38 % à fin septembre 2016 (90 029 m² Rehagreen pour un total de 234 432 m² de surface tertiaire en chantier ou livrée).

Bouygues Entreprises France-Europe, entité de Bouygues Construction, a lancé son offre de réhabilitation des logements (Réavenir) en 2012. Celle-ci comprend des engagements de respect de l'environnement, de garantie de performance énergétique et de sensibilisation des résidents. Parmi les références de ce programme qui seront livrées en 2017, la réhabilitation énergétique de près de six cents logements au Havre et à Bolbec et neuf cents logements à Rouen et Elbeuf

(Seine-Maritime). Ces opérations visent la réduction de 40 à 45 % des consommations actuelles suivant les résidences, avec un engagement sur quinze ans.

■ **Les services à la ville** : Bouygues Energies & Services, filiale de Bouygues Construction, a développé une plateforme permettant aux collectivités de gérer l'ensemble de leur patrimoine bâti et leurs infrastructures de réseaux, afin de réduire leurs consommations énergétiques. Elle a également développé des innovations de services urbains visant à rendre la ville plus durable :

- la solution Citybox® qui convertit le réseau d'éclairage public en réseau haut débit pour apporter, en plus de la réduction des consommations énergétiques, des services numériques simplement branchés sur le candélabre (wifi, vidéoprotection, sonorisation, etc.). Cette solution télégère aujourd'hui près de 60 000 points lumineux ;
- la solution Citycharge® qui permet d'installer des services de recharge de véhicules électriques sur candélabre, ce qui simplifie le déploiement de solutions pour la mobilité électrique. Une installation vient d'être mise en œuvre à titre expérimental à La Roche-sur-Yon (Loire-Atlantique) ;
- l'offre Alizé®, solution de bornes de rechargement pour les véhicules électriques destinés aux collectivités et aux entreprises. Alizé® s'appuie sur des services de gestion intelligente en temps réel.

■ **Pilotage de la performance énergétique** : Bouygues Energies & Services et Bouygues Immobilier ont respectivement développé et commercialisé Hypervision® et Si@go®, outils de mesure et de pilotage de la performance énergétique à destination de leurs clients.

Les métiers du Groupe proposent également des solutions de performance énergétique destinées aux collectivités. Bouygues Immobilier a, par exemple, piloté la phase d'expérimentation du projet de *smart grid* IssyGrid®, premier réseau intelligent à l'échelle du quartier en France, déployé à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine). Aujourd'hui opérationnel, ce projet a permis à Bouygues Immobilier d'ajouter cette expertise à son offre d'écoquartiers.

(a) Entreprises Générales de France du BTP

Indicateurs Bouygues Immobilier

Indicateur	Périmètre (organisationnel ou régional)	Couverture	2016	2015	Commentaire
Surface des opérations d'Immobilier d'entreprise Green Office® actives sur la période de reporting en m ²	France et filiales	96 % du chiffre d'affaires consolidé de Bouygues Immobilier	84 623	93 915	En 2016, les 24 665 m ² de l'opération <i>Trigone Quart Opale</i> à Issy-les-Moulineaux mise en chantier en octobre 2015, les 4 828 m ² de Green Office® <i>Meudon Gaupillat</i> , ainsi que les 8 804 m ² de Green Office® <i>Link</i> également mis en chantier durant l'été 2016, viennent s'ajouter aux 35 200 m ² du Green Office® <i>Spring</i> à Nanterre et aux 11 126 m ² de Green Office® <i>CEAPC</i> à Bordeaux, toujours en chantier en 2016, portant ainsi la surface Green Office® en chantier à 84 623 m ² . Les opérations Green Office® en chantier ou livrées sur l'exercice représentent 36 % de la totalité des opérations d'Immobilier d'entreprise.
Nombre de logements Bepas/Bepos en chantier ou livrés dans l'année	Monde	100 % du chiffre d'affaires consolidé de Bouygues Immobilier	363	377 ^a	Quatre opérations de logements passifs : <i>Tempo et Parc de Flore</i> à Carquefou, <i>Les Lodges</i> à Chanteloup-en-Brie et <i>Green Home</i> à Nanterre sont en chantier sur l'exercice 2016 pour un total de 336 logements. À cela viennent s'ajouter les vingt-sept logements à énergie positive de <i>L'Odyssée</i> à Anglet portant le nombre de logements Bepas/Bepos à 363, soit une diminution de 4 % par rapport à 2015.
Nombre de smart grids couverts par un engagement de déploiement	France hors filiales	89 % du chiffre d'affaires consolidé de Bouygues Immobilier	6		Les opérations d'aménagement urbain du quartier de la gare de Divonne-les-Bains, d' <i>Amédée Saint-Germain</i> à Bordeaux, d' <i>XXL</i> à Marseille, de <i>Nanterre Cœur Université</i> , d'Annemasse et de Lyon Living Lab, font tous l'objet d'un engagement de la part de Bouygues Immobilier de déployer un smart grid. Les études sont en cours à un stade d'avancement différent selon les projets.

(a) La donnée 2015 a été corrigée.

Enfin, Bouygues Telecom est l'un des premiers opérateurs à déployer un réseau pour les objets communicants basé sur la technologie LoRa (pour *Long Range* ou longue portée). Appelé à devenir un standard mondial, ce réseau couvre déjà tout le territoire national et apporte de nombreuses applications pour réduire l'empreinte environnementale de la ville. Ainsi Objenious, filiale de Bouygues Telecom créée en 2015, a déjà proposé plusieurs solutions, notamment la maîtrise des consommations des bâtiments industriels ou des collectivités par la visualisation des dépenses énergétiques, la programmation d'alertes

en cas de surconsommation et l'optimisation des coûts (voir encadré p. 118).

RÉDUCTION DES CONSOMMATIONS ÉNERGÉTIQUES DES ACTIVITÉS

En parallèle, les métiers du Groupe mettent en œuvre des programmes contribuant à la maîtrise et à la réduction des consommations d'énergie liées à leurs opérations (programmes Ecosite pour Bouygues Construction et cLEANergie pour Colas).

La réduction des consommations énergétiques des activités de Colas

Le programme cLEANergie (Colas Lean en énergie) a été lancé en 2012 pour doter Colas d'un outil de mesure et de suivi dont l'objectif est de réaliser des économies d'énergie dans l'ensemble de ses activités (chantiers, sites de production, bâtiments et chaîne d'approvisionnement).

Le déploiement du programme a notamment mis en évidence que les trois quarts de la consommation d'énergie directe de Colas se répartissaient presque également entre trois postes de consommation : les brûleurs des postes d'enrobage, les engins et les véhicules.

Pour maîtriser ses consommations d'énergie, Colas travaille sur plusieurs axes :

- **les outils de mesure** avec notamment la mise en place d'un logiciel de suivi des consommations énergétiques des postes d'enrobage et l'installation de systèmes embarqués de suivi de consommation sur les engins et véhicules ;
- **la mobilisation du personnel** avec le déploiement des systèmes embarqués et de suivi de consommations qui s'accompagne de formations des conducteurs ;
- **le recours à la production d'énergies renouvelables** pour alimenter ses installations sur certains territoires :
 - à La Réunion, GTOI, filiale de Colas, a aménagé la toiture de plusieurs bâtiments d'un dépôt en installant sur cette surface 6 600 m² de panneaux photovoltaïques (cette ferme solaire est connectée au réseau EDF depuis 2009) ;
 - Colas Suisse a implanté en 2014 une installation solaire thermique à haute température sur le site de Pittet-Chatelan (canton de Vaud) pour maintenir à température les cuves de bitume et d'émulsions, et satisfaire une partie des besoins énergétiques du bâtiment administratif ;

(suite p.113)

- Colas Belgium a équipé en 2014 son site de Heusden-Zolder dans le Limbourg belge, de deux éoliennes et de plus de 1 000 panneaux solaires sur ses bâtiments administratifs. En 2016, la production éolienne a représenté 7,6 GWh, le site en ayant auto-consommé près de 900 MWh.

Par ailleurs, il a été observé qu'outre les éco-variantes, les techniques suivantes permettent de réaliser des économies d'énergie :

- **les enrobés tièdes** qui induisent des économies d'énergie d'environ 15 % sur la production par rapport à des enrobés à chaud ;
- **l'utilisation de matériaux recyclés**, en particulier les agrégats d'enrobés (fraisats d'anciennes chaussées), qui permet d'économiser du bitume, des granulats, du transport et de réaliser des gains lors de la fabrication ;
- **le recyclage des chaussées en place** qui donne également lieu à une économie d'énergie (de matériaux et de transport).

Le programme de pilotage et de réduction des consommations énergétiques de Colas répond ainsi à divers enjeux de développement durable : économiques (avec des gains financiers), environnementaux et de sécurité.

Colas utilise aussi des modes de transport alternatifs ferroviaires ou fluviaux pour ses besoins propres. La quantité de matériaux transportés par rail ou voie fluviale correspond à l'équivalent de plus de 2 700 trains de marchandises (composés chacun de quarante wagons), ce qui revient à éviter la mise en circulation d'environ 247 000 camions de trente tonnes chacun.

Indicateurs Colas

Indicateur	Périmètre (organisationnel ou régional)	Couverture			Commentaire
			2016	2015	
Énergie consommée par tonne d'enrobés produite <i>en kWh par tonne</i>	Monde	Activités de production d'enrobés	78	80	La consommation de combustible des brûleurs de postes d'enrobage est mesurée de manière systématique et elle est suivie de façon méthodique sur plus de 550 installations. Cet indicateur s'est amélioré de près de 2 % en 2016 en raison notamment de la hausse du tonnage moyen par poste d'enrobage dans la plupart des pays, ce qui optimise mécaniquement leur efficacité énergétique.
Taux d'enrobés tièdes et d'asphalte basse température	Monde	Activités de production d'enrobés	21 %	21 %	En 2016, la proportion d'enrobés tièdes fabriqués par Colas correspond à 21 % de la production totale d'enrobés, soit une quasi-stabilité par rapport à 2015. Ce sont les filiales américaines qui réalisent les meilleures progressions. L'ensemble des collaborateurs reste mobilisé pour généraliser la diffusion de ces produits dans tous les territoires, adapter les outils de production et poursuivre la recherche de nouvelles solutions techniques permettant d'abaisser la température, d'autant plus que le bénéfice en est tout aussi important en matière de santé.
Facture énergétique totale <i>en millions d'euros</i>	Monde	Toutes les activités	370	430	La facture énergétique totale du groupe Colas est estimée à environ 370 millions d'euros.
Consommation énergétique totale <i>en millions de MWh</i>	Monde	Toutes les activités	7,8		La consommation énergétique totale est de 7,8 millions de MWh laquelle se répartit assez naturellement sur les territoires en proportion de leur chiffre d'affaires.

Enfin, Bouygues Telecom a mis en place des systèmes de management de l'énergie, avec trois sites certifiés Iso 50001 (système de management de l'énergie) : le site du Technopôle, le centre de relation Client Printania et le *data centre* de Montigny-le-Bretonneux.

Indicateur Bouygues Telecom

Indicateur	Périmètre (organisationnel ou régional)	Couverture			Commentaire
			2016	2015	
Consommation totale d'électricité <i>en GWh</i>	France (hors agences)	100 % du chiffre d'affaires consolidé de Bouygues Telecom	499	519	La fiabilisation du mode de calcul sur la part estimée de la consommation du réseau mobile impacte à la baisse la consommation totale d'électricité. La reprise d'historique n'est pas possible sur cette donnée, ce qui empêche d'analyser l'indicateur à périmètre égal cette année. Nous pouvons toutefois noter une réduction de la consommation électrique sur les autres sites (clubs RCBT, <i>data centres</i> , sites administratifs).

3

PROMOTION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Les métiers du groupe Bouygues privilégient autant que possible le recours aux énergies renouvelables afin de réduire leur empreinte énergétique, ainsi que celle de leurs produits. La route solaire développée par Colas en est un exemple.

La solution Wattway : Colas crée le premier revêtement routier photovoltaïque opérationnel au monde

Dévoilée en octobre 2015 à Paris, la route solaire Wattway est une innovation française brevetée au terme de cinq années de recherches menées par Colas et l'Ines (Institut national de l'énergie solaire).

En associant les techniques de la construction routière avec celles de la production photovoltaïque, la chaussée Wattway fournit de l'électricité propre et renouvelable tout en permettant la circulation de tout type de véhicule. Elle contribuerait ainsi à augmenter la part du photovoltaïque dans le mix énergétique en France et dans le monde. Destinée à la consommation locale d'énergie, Wattway est une solution décentralisée et intégrée au mobilier urbain (bornes de recharge de véhicules électriques, signalétique, éclairage public, etc.).

Actuellement, le trafic des véhicules ne couvre les surfaces des routes que 10 % du temps³. L'innovation Wattway permet de profiter du potentiel d'ensoleillement de ces surfaces tournées vers le ciel. Le principe de la solution Wattway consiste à coller directement sur la chaussée des dalles composées de cellules photovoltaïques, sans qu'aucun travail de génie civil ne soit nécessaire. Un kilomètre de route équipée de dalles Wattway peut approvisionner l'éclairage public d'une ville de cinq mille habitants.

Des chantiers d'application ont débuté en 2016 (neuf chantiers de l'ordre de 100 m² ont été réalisés en métropole, en Amérique du Nord, à La Réunion, etc.). Ils permettront d'évaluer les usages de Wattway. Un premier chantier d'exception est à signaler en France : d'une longueur d'un kilomètre, il recouvre la chaussée de la RD5 à Tourouvre dans l'Orne. Ce premier chantier d'envergure s'inscrit dans le cadre des expérimentations prévues par la politique de transition énergétique portée par le ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, et soutenue par le Département de l'Orne. Un autre chantier d'application a été réalisé en Géorgie aux États-Unis où Reeves Construction a installé des panneaux Wattway sur une aire de repos de « The Ray », section d'autoroute dédiée à l'évolution de l'infrastructure de transport.

Par ailleurs, en vue notamment de la réglementation Bâtiment Responsable 2020, Bouygues Construction et Bouygues Immobilier font de la construction d'ouvrages à énergie positive un axe majeur de leur stratégie. Produisant plus d'énergie qu'ils n'en consomment, les Bepos (bâtiments à énergie positive) incluent une part importante de production d'énergies renouvelables (photovoltaïque, biomasse, géothermie, etc.). Ainsi, *Challenger*, siège de Bouygues Construction, a été transformé en bâtiment à énergie positive lors de sa rénovation (voir encadré p. 118).

Hikari, construit par Bouygues Immobilier à Lyon, constitue le premier îlot mixte à énergie positive en France. Toutes les consommations énergétiques de l'îlot sont produites à partir de sources renouvelables : des panneaux photovoltaïques en toiture et en façade, un système de géothermie et une centrale à cogénération à base d'huile végétale de colza (produite dans la région). Productions et consommations d'énergie y sont mutualisées grâce à la mise en place d'un réseau de communication énergétique ; un stockage sur batteries est également mis en place pour faire face aux pics de consommations.

Enfin, Bouygues Travaux Publics et Bouygues Energies & Services, entités de Bouygues Construction, développent depuis 2012 à travers le monde des projets sur mesure de production d'énergies renouvelables (photovoltaïques, biomasse, thermiques, éoliennes, etc.). Ainsi, en 2016, Bouygues Energies & Services a livré la plus grande ferme photovoltaïque en Asie du Sud-Est sur l'île de Negros aux Philippines. Celle-ci totalise plus de 425 000 panneaux photovoltaïques raccordés au réseau national d'électricité sur cent soixante-dix hectares. Avec une production annuelle de 190 000 MWh, cette centrale solaire sera en mesure d'alimenter environ 170 000 foyers philippins. Par ailleurs, Bouygues Travaux Publics participe au projet Floatgen, premier démonstrateur d'éoliennes flottantes offshore en France.

Exploitation des sols

Les activités de construction du Groupe peuvent affecter les sols (extraction de matières, pollution des sols, occupation et artificialisation dans le cadre de l'urbanisation des territoires).

Les problématiques d'exploitation et de pollution des sols concernent en premier lieu les activités de terrassement et de travaux publics de Bouygues Construction, ainsi que les activités de Colas et de Bouygues Immobilier. Pour y répondre :

- Bouygues Construction travaille sur la généralisation de la dépollution des sols lors des opérations de construction, ce qui permettrait de diminuer les déchets et d'éviter le recours à de nouveaux matériaux. De plus, la valorisation du foncier pollué, par dépollution *in situ* des sols, est également en phase d'étude dans le cadre d'un projet de recherche-développement de Brézillon, entité de Bouygues Bâtiment Île-de-France ;
- tous les sites des carrières et des gravières de Colas sont réaménagés en fin d'exploitation et nombre d'entre eux font l'objet d'un réaménagement à l'avancement sans attendre la fin de l'exploitation ;
- les opérations de Bouygues Immobilier comprennent des sondages sur le terrain permettant de vérifier la nature du sol, l'absence de déchets considérés comme abandonnés, l'absence de stockage de substances chimiques ou radioactives, l'absence de pollution susceptible de résulter notamment de l'exploitation actuelle ou passée, ou de la proximité d'une installation soumise à autorisation, et enfin, l'absence de déchets déposés ou enfouis ou de substances quelconques pouvant entraîner des dangers ou des inconvénients pour la santé et l'environnement. La présence d'une quelconque pollution du sol et/ou du sous-sol est une condition suspensive des promesses d'acquisition de terrains. Il ne peut y être dérogé que par autorisation préalable du comité d'engagement.

Les activités du Groupe impliquent également une occupation, et donc une artificialisation des sols.

L'essentiel de l'activité de travaux de Colas consiste à intervenir sur des surfaces déjà artificialisées pour les entretenir ou les réaménager. Les infrastructures neuves constituent une part très modérée du chiffre d'affaires (estimée à moins de 10 %) et Colas n'y a souvent pas la maîtrise du foncier. Par ailleurs, en ouvrant la voie à la réalisation de fermes photovoltaïques routières, Colas, par le biais de son innovation baptisée

(a) source : Ademe

Wattway, permet d'accéder à une surface disponible importante et de concilier la production d'énergie renouvelable et la préservation du foncier.

Enfin, en 2016, Bouygues Telecom a poursuivi son programme de mise en commun de près de douze mille antennes relais suite à l'accord de partage signé en 2014 avec SFR dans les zones les moins denses du territoire. Sur le plan environnemental, cette mutualisation contribue à diminuer le recours aux nouveaux équipements et à limiter l'impact au sol des sites de télécommunications.

Consommation d'eau et prise en compte du contexte local

L'enjeu de la consommation d'eau ne revêt pas la même importance d'une région du monde à l'autre (zones arides en opposition aux zones tempérées). Pour chaque métier, la gestion de l'eau est par conséquent adaptée au contexte local.

Bouygues Construction et Colas sont les plus exposés à la consommation d'eau dans des zones sensibles. En 2014, Bouygues Construction a réalisé sa première analyse complète d'exposition au stress hydrique. Mise à jour en 2015, l'analyse régionale indique que

l'entreprise réalise 69 % de son chiffre d'affaires dans des pays à degré de stress hydrique faible ou moyen (niveaux 1 et 2), 27 % dans des pays à degré moyen à fort (niveau 3), 2 % dans des pays à fort degré de stress hydrique (niveau 4) et 3 % dans des pays à degré extrêmement fort (niveau 5). Bouygues Construction met en place des mesures spécifiques de préservation de l'eau (mise en place d'équipements spécifiques, réutilisation de l'eau, suivi des consommations et sensibilisation des collaborateurs et des partenaires). À titre d'exemple, à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau (*World Water Day*), Bouygues Bâtiment International a choisi de s'engager pour un usage de l'eau plus maîtrisé et raisonné. L'entité mène régulièrement des campagnes de sensibilisation auprès de ses salariés sur l'utilisation de l'eau dans plusieurs pays dont le Ghana, le Turkménistan, le Qatar, Hong-Kong, le Maroc ou encore Cuba.

En 2015, Colas a mis en place et mené des travaux de fiabilisation concernant de nouveaux indicateurs pour mesurer et diminuer la pression exercée par ses implantations sur la ressource en eau dans les zones de stress hydrique extrêmement élevé. Sur ces territoires, la consommation d'eau des implantations fixes de Colas est estimée à plus de 770 000 m³ en 2016.

3

Indicateurs Colas

Indicateur	Périmètre (organisationnel ou régional)	Couverture	2016		2015	Commentaire
Part des activités fixes situées en zone de stress hydrique très élevé <i>en pourcentage de CAE^a</i>	Monde	100 % du CAE ^a des activités fixes		6 %		Les activités fixes du groupe Colas situées en zones de stress hydrique très élevé se situent au Canada (Saskatchewan), aux États-Unis (Californie, Wyoming), en Afrique du Sud, en Namibie, en Guadeloupe, en Martinique, en Irlande, en Inde, au Maroc, au Moyen-Orient, au Chili et en métropole. Elles représentent environ 6 % du chiffre d'activité économique des installations de Colas.
Taux d'autosuffisance en eau dans les zones de stress hydrique très élevé <i>en pourcentage de m³</i>	Monde	100 % du CAE ^a des activités fixes en zone de stress hydrique très élevé		84 %		Outre l'objectif de réduire la consommation d'eau dans ces territoires, l'enjeu pour Colas est aussi de perturber le moins possible le cycle de l'eau et les usages en aval en favorisant l'autoconsommation. L'indicateur d'autosuffisance en eau pour 2016 est de 84 %, ce qui signifie que l'eau consommée est essentiellement d'origine interne et qu'elle ne provient pas d'une alimentation par le réseau d'eau local, ce qui a pour effet de ne pas perturber l'accès à la ressource en eau pour les autres utilisateurs.
Part du CAE en zone de stress hydrique très élevé et faisant l'objet d'un plan d'action <i>en pourcentage de CAE^a</i>	Monde	100 % du CAE ^a des activités fixes en zone de stress hydrique très élevé		38 %		Les indicateurs relatifs aux plans d'action permettent à Colas de se placer dans une démarche d'amélioration continue afin de suivre et de diminuer la pression sur la ressource en eau dans les régions de stress hydrique très élevé.

(a) CAE : chiffre d'activité économique

D'une façon générale, les métiers du groupe Bouygues ont la responsabilité de prendre en compte les contraintes hydriques locales. Cette gestion est l'un des critères de la norme Iso 14001, ainsi que des standards internes (Ecosite, check-lists).



Par ailleurs, Bouygues Construction et Bouygues Immobilier s'efforcent de promouvoir les certifications environnementales des bâtiments (HQE™ et NF Habitat HQE™) qui comprennent un volet sur la gestion responsable de l'eau durant l'exploitation du bâtiment (gestion de l'eau potable, récupération des eaux de pluie, assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales, etc.)

3.3.4 Changements climatiques

Lors de la COP21 (21^e conférence des États-parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques) qui a eu lieu en France fin 2015, le groupe Bouygues a activement participé au débat en présentant ses solutions en matière de rénovation, de construction bas carbone, d'écoquartiers, de mobilité douce et de services à la ville, aux décideurs internationaux. Cet engagement s'est notamment matérialisé par la participation aux salons World Efficiency (Porte de Versailles, Paris) et La Galerie des Solutions (Le Bourget).

En 2016, le groupe Bouygues a pérennisé sa démarche en participant pour la première fois à Pollutec, salon international dédié aux solutions pour l'environnement et la ville durable. Il a également participé à Climate Chance, premier sommet mondial pour le climat organisé à l'initiative de la Ville de Nantes. Enfin, le groupe Bouygues, à travers ses filiales implantées au Maroc (Colas, Bymaro et Bouygues Immobilier Maroc), a également participé à la COP22 qui s'est tenue à Marrakech en novembre 2016.

3.3.4.1 Mesure des émissions de gaz à effet de serre (GES) et des impacts significatifs des activités et des produits sur le changement climatique

Les métiers du groupe Bouygues réalisent le bilan carbone lié à leurs activités conformément aux obligations de l'article 75 de la loi Grenelle II. Ils ont devancé la réglementation en étendant le périmètre au Scope 3, via la mesure des émissions de gaz à effet de serre (GES) liées aux biens et services de leurs sous-traitants. Bouygues Immobilier et Bouygues Telecom ont également réalisé la mesure des émissions liées à l'exploitation des projets livrés et à l'utilisation de leurs produits (respectivement dès 2014 et dès 2007). Diverses méthodes sont utilisées pour réaliser cette comptabilité Carbone. Bouygues Construction utilise son outil de mesure interne CarbonEco tandis que Colas se base notamment sur des ratios d'émissions de CO₂ par chiffre d'affaires.

Dans le cadre du déploiement de la politique RSE de Bouygues, la définition d'objectifs mesurables annuels de réduction des

consommations énergétiques, des intensités énergétiques, et/ou des émissions de CO₂ rapportées à l'activité commerciale, est l'un des quatre principes d'action que les métiers du groupe Bouygues s'engagent à mener pour améliorer la performance environnementale du Groupe.



Bouygues Immobilier, en intégrant les émissions liées à l'exploitation de ses programmes sur quarante ans, a identifié les trois postes d'émissions les plus impactants sur les différentes phases du cycle de vie des programmes, et élaboré une démarche de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre. Déployée en 2015, celle-ci comprend des objectifs concrets à atteindre à horizon 2020. À titre d'exemple, le principal levier d'action pour réduire les émissions liées aux déplacements des habitants et occupants en phase d'exploitation (46 % du bilan carbone de Bouygues Immobilier) est la mise au point de solutions innovantes de mobilité sur les projets et le dialogue avec les collectivités. Cette action fait l'objet d'un objectif à horizon 2020 : 100 % de logements pourvus d'une solution de mobilité durable (véhicules électriques et vélos à assistance électriques partagés, autopartage, plateforme de covoiturage, bornes de recharges pour véhicules électriques, développement du réseau de transport public, etc.).

Pour Bouygues Telecom, les trois postes d'émissions les plus significatifs sont ceux liés aux investissements dans les équipements du réseau, aux achats de mobiles et enfin aux achats de box (émissions dues aux phases de fabrication et d'installation de ces équipements et produits). À titre d'exemple, l'action mise en œuvre concernant le premier poste mentionné (52 % du bilan carbone de Bouygues Telecom) consiste à mutualiser les équipements avec d'autres acteurs et à favoriser leur réutilisation.

Les deux axes d'engagement de Colas sont, d'une part, la maîtrise des consommations énergétiques nécessaires aux activités (voir encadré p. 112) et, d'autre part, la diminution du bilan énergétique et carbone des produits et techniques proposés aux clients.

Enfin, la stratégie de Bouygues Construction se décline selon deux axes majeurs : apporter des solutions bas carbone à ses clients et utilisateurs finaux, et diminuer sa propre empreinte carbone.

Émissions de gaz à effet de serre (GES) du groupe Bouygues

en Kteq. CO ₂	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TFI	Bouygues Telecom	2016 Total Groupe	2015 Total Groupe
Périmètre (organisationnel ou régional)	Monde	France (hors filiales)	Monde	France	France		
Couverture en pourcentage du chiffre d'affaires	90 %	89,4 %	100 %	82,7 %	100 %	94,5 %	94 %
Scope 1	214	3	2 000	1	7	2 225	1 900
Scope 2	234		500	2	44	780	350
Scope 3	2 540	461	8 500	90	682	12 274	13 519
TOTAL	2 989	465	11 000	93	733	15 280	15 770

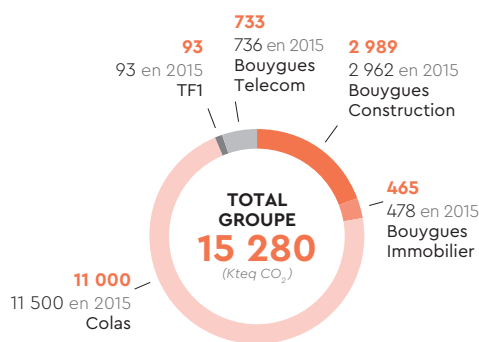
L’empreinte CO₂ est un bon outil pour établir un ordre de grandeur mais il ne peut être considéré comme un indicateur de suivi de la performance compte tenu de ses paramètres d’incertitude.

Avec les précautions méthodologiques qui s’imposent, il est possible d’expliquer la réduction de l’empreinte carbone du Groupe (- 3 % entre 2015 et 2016) par la baisse du bilan carbone de **Colas** (70 % des émissions de CO₂ du Groupe en 2016). Ce dernier est notamment impacté par la sortie du périmètre de la Société de la Raffinerie de Dunkerque (pour plus de 230 000 tonnes équivalent CO₂ en 2015) et l’évolution des chiffres d’affaires entre les territoires et les activités.

D’autres actions menées au sein du Groupe, et notamment chez **Bouygues Telecom** et **Bouygues Immobilier**, ont également participé à la baisse du bilan carbone de Bouygues de manière moins impactante. Chez Bouygues Telecom par exemple, une baisse de la consommation électrique sur de nombreux sites (clubs RCBT, sites administratifs, data centres), ainsi que l’absence de recours à la vapeur depuis le regroupement de l’ensemble des collaborateurs d’Île-de-France sur le site unique du Technopôle ont contribué à réduire les émissions du Scope 2.

ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE PAR MÉTIER

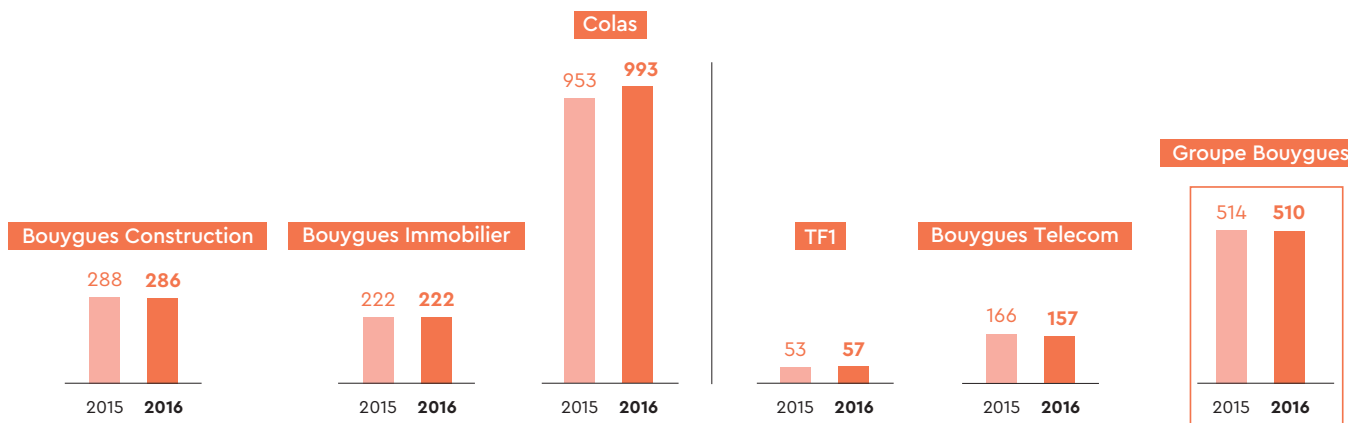
en Kteq. CO₂



3

INTENSITÉ CARBONE PAR MÉTIER

en teq. CO₂/ million d’euros de chiffre d’affaires



3.3.4.2 Solutions bas carbone



La COP21 en 2015, ainsi que la COP22 en 2016, ont été des occasions pour le groupe Bouygues de communiquer sur ses solutions apportant des progrès mesurables dans les domaines de l’énergie et du carbone, sur plusieurs thématiques :

- **la rénovation** : les millions de bâtiments mal isolés représentent un enjeu sur lequel le Groupe apporte des solutions. Ses métiers ont

développé un savoir-faire en matière de rénovation énergétique des logements, des bureaux et des équipements. Leurs offres permettent d’améliorer le modèle économique de la rénovation et d’économiser les ressources naturelles, dans le respect du patrimoine architectural. Dans ce domaine, Bouygues Immobilier a lancé sa démarche Rehagreen® pour l’Immobilier d’entreprise (voir p. 111). Enfin, la rénovation du siège de Bouygues Construction en bâtiment à énergie positive est une vitrine des savoir-faire technologiques de Bouygues Construction ;

Challenger : la vitrine des savoir-faire de Bouygues en matière de rénovation

Inauguré en janvier 1988 à Guyancourt (Yvelines), *Challenger* est le siège emblématique de Bouygues Construction. Aujourd'hui, 3 000 collaborateurs y travaillent quotidiennement. De 2010 à 2014, *Challenger* a bénéficié d'un important programme de rénovation portant notamment sur 67 000 m² de bâtiments.

L'environnement et une utilisation raisonnée des ressources naturelles ont été pris en compte dans l'exploitation du bâtiment. L'installation de façades ventilées, le renforcement des isolations et la réfection des étanchéités ont permis une amélioration des performances thermiques de l'enveloppe du bâtiment. Afin d'exploiter au mieux l'énergie solaire, plus de 25 500 m² de panneaux photovoltaïques ont été répartis sur les terrasses, la ferme solaire, les toitures du cockpit et du bâtiment technique, et sont capables de générer plus de 2 500 MWh/an. Des équipements géothermiques ont également été installés afin de chauffer et de climatiser l'ensemble des bâtiments. Le site, qui consommait avant sa rénovation 310 kWh/m² par an, est aujourd'hui un bâtiment à énergie positive BePOS produisant 17 kWh/m² par an.

Enfin, *Challenger* est équipé d'un système de recyclage et de réutilisation des eaux usées et pluviales. Labellisé BiodiverCity, le site abrite une biodiversité enrichie par l'utilisation de la phyto-épuration dans des jardins filtrants*.

Challenger a été le premier bâtiment au monde à recevoir une triple certification, au plus haut niveau de distinction pour chacune HQE™ Passeport Bâtiment Durable niveau Exceptionnel, LEED® Platinum, BREEAM® Outstanding.

- **les bâtiments bas carbone** constituent un centre de profit économique et environnemental. Bouygues et ses partenaires proposent une offre de solutions évolutives, de la conception jusqu'à l'exploitation des bâtiments, avec des matériaux traditionnels et bio-sourcés valorisables et recyclables, des énergies renouvelables associées à des systèmes de stockage (par exemple, Eco2charge par Bouygues Energies & Services), des systèmes intelligents de pilotage optimisés des bâtiments (immeubles de bureaux à énergie positive Green Office® de Bouygues Immobilier). La construction durable est un axe d'innovation et de développement majeur pour Bouygues Construction et Bouygues Immobilier ;
- **les écoquartiers** : Bouygues et ses partenaires proposent aux collectivités une offre de solutions intégrées associant construction durable, efficacité énergétique, mixité fonctionnelle, mobilité douce, biodiversité et nouvelles technologies adaptées aux besoins des résidents. Le groupe Bouygues présente plusieurs références d'écoquartiers en France et à l'international comme, par exemple, *Nanterre Cœur Université* près de Paris-La Défense en France, *Greencity* à Zurich en Suisse ou encore *Faubourgs d'Anfa* à Casablanca au Maroc. Depuis 2016, le groupe Bouygues participe à la création de deux démonstrateurs de ville durable en France, dans le cadre de l'IVD (Lyon Living Lab et Descartes 21 Marne-la-Vallée). Ces deux pilotes permettront de tester des innovations de rupture dans tous les domaines de la ville, selon un mode dérogatoire ;
- **la mobilité douce et les services à la ville** : Bouygues accompagne les collectivités dans la mise en œuvre de solutions pour une ville durable. Bouygues développe des infrastructures de transport (tramway, pistes cyclables, etc.) et conçoit pour ses écoquartiers des solutions de mobilité douce (raccordements au réseau de transport public, véhicules en partage, réseau de recharge de véhicules électriques, parkings partagés, vélos à assistance électrique, etc.). Le groupe Bouygues est capable de faire évoluer le réseau routier pour produire de l'énergie propre (Wattway) et offrir aux collectivités des services urbains innovants grâce à des capteurs intégrés (via l'Internet des objets).

Objenious : l'Internet des objets au service de la ville durable

Un à deux milliards d'objets seront connectés en France en 2020. L'Internet des objets (ou IoT) offre de nouvelles possibilités pour le développement durable des villes et des entreprises.

Bouygues Telecom est l'un des premiers opérateurs à déployer un réseau pour les objets communicants basé sur la technologie LoRa (pour *Long Range*, en français « longue portée »). Appelé à devenir un standard mondial, ce réseau couvre déjà tout le territoire national et apporte de nombreuses applications pour réduire l'empreinte environnementale de la ville.

Objenious, filiale de Bouygues Telecom créée en 2015, a déjà commercialisé plusieurs solutions. Ainsi, sa solution de places de parking connectées à des capteurs LoRa permettra aux automobilistes d'être avertis lorsque des places de stationnement sont disponibles. Dans la mesure où 25 % du trafic automobile en centre-ville sont liés à la recherche d'un stationnement à Paris, cela a pour effet de diminuer la consommation de carburant et la pollution associée, en plus de fluidifier la circulation.

Par ailleurs, l'installation de capteurs sur les bennes des points d'apports volontaires des villes permet de mesurer leur niveau de remplissage afin d'optimiser la gestion de tournées des camions. Ce dispositif offre également la possibilité de diminuer la consommation de carburant, la pollution et les émissions de gaz à effet de serre, tout en désengorgeant les routes.

Enfin, Objenious propose d'économiser jusqu'à 30 % d'énergie en maîtrisant les consommations des bâtiments industriels ou des collectivités par la visualisation des dépenses énergétiques, la programmation d'alertes en cas de surconsommation et l'optimisation des coûts.

Objenious travaille sur de nouveaux cas d'usages au service des collectivités et des entreprises pour réduire leur empreinte carbone.

3.3.4.3 Promotion de solutions adaptées au changement climatique

Le changement climatique a des conséquences sur l'élévation du niveau de la mer, l'augmentation de conditions climatiques extrêmes (vents, hausse et baisse des températures) et les écosystèmes.

Le concept ABC (*Autonomous Building for Citizens*) de Bouygues Construction est un exemple de ce que le Groupe pourra mettre en place pour appréhender l'impact de ces changements. Dans un contexte d'épuisement des ressources, ABC est un immeuble dont les performances en termes d'isolation, de production d'énergie renouvelable et de recyclage d'eau, tendraient vers l'autonomie par rapport aux différents réseaux. En 2014, un partenariat avec la Ville de Grenoble a été signé afin de réaliser un projet de démonstrateur (construction d'un îlot d'habitat collectif d'environ soixante logements). En 2016, le développement de l'avant-projet se poursuit pour tendre vers l'objectif d'un bâtiment qui divise par quatre son impact sur les réseaux urbains durant son utilisation.

VSL travaille aux côtés de l'université danoise Danish Technical University sur l'optimisation du comportement des haubans sous effets climatologiques pour augmenter la sûreté et le confort des utilisateurs de ces infrastructures (contrôle de vibration, maîtrise des risques liés aux chutes de glace).

Par ailleurs, Bouygues Immobilier inclut l'architecture bioclimatique dans ses projets de grande envergure : recherche du meilleur emplacement, étude bioclimatique, choix de matériaux isolants performants et utilisation des énergies renouvelables, etc. La démarche d'écoquartiers durables UrbanEra®, à travers notamment l'introduction de la nature en ville, permet de lutter contre les îlots de chaleur et d'améliorer considérablement l'écoulement de l'eau.

Colas a acquis une bonne connaissance des contraintes de réalisation et de dimensionnement liées à des climats difficiles, ce qui lui permet de conseiller efficacement ses clients dans le contexte du changement climatique. À titre d'exemple, Colas avait proposé en 2009 une variante au liant Colclair® pour mieux réfléchir la chaleur lors de la réflexion d'une rue de Dawson (territoire du Yukon, Canada) dont l'assise en pergélisol (partie du sol située sous la surface, qui ne dégèle pas pendant au moins deux années consécutives) était menacée par le réchauffement dû au changement climatique. Ce savoir-faire est à nouveau sollicité dans le cadre de la réalisation des travaux de l'aéroport d'Iqaluit au

Nunavut (Canada), remporté fin 2013 en partenariat public-privé et qui devrait s'achever en 2017. Les travaux de recherche de Colas portent par ailleurs sur la mise en œuvre de couches d'enrobés clairs (à comparer aux enrobés traditionnels noirs) ayant la particularité d'améliorer la réflexion solaire pour contribuer à la protection du pergélisol. D'autres études portent sur la fissuration en cas de choc thermique extrême.

Enfin, Colas a développé des solutions pour lutter contre les îlots de chaleur dans les zones urbaines, parmi lesquelles les « toitures fraîches » (ou revêtement *cool roof*) qui permettent un allongement de la durée des toitures (limitation des amplitudes thermiques) et une diminution allant jusqu'à 20 % de la demande en énergie de refroidissement.

3.3.4.4 Réduction de l'empreinte carbone du Groupe

Sur les chantiers, ou au sein des sièges et agences, les métiers du groupe Bouygues s'efforcent de réduire leur empreinte carbone de fonctionnement.

Pour réduire l'empreinte carbone des chantiers, Bouygues Construction et Colas travaillent sur le choix des matériaux (Seve®, Polygreen) avec l'utilisation d'éco-variantes et au moyen de mesure de diminution des consommations énergétiques.

Bouygues Construction soutient l'innovation dans le terrassement avec les liants hydrauliques à faibles émissions de CO₂. L'amélioration des sols lors des chantiers de terrassement se fait classiquement par le traitement à la chaux et/ou au liant hydraulique, qui, par leurs processus de fabrication, est générateur de fortes quantités d'émissions de gaz à effet de serre. En partenariat avec l'entreprise Carmeuse, l'entité Bouygues Travaux Public réalise des études d'adaptation ou de création de nouveaux liants hydrauliques à faibles émissions de gaz à effet de serre (réduction des coûts de traitement, de la consommation d'énergie et des émissions de CO₂ liés à sa fabrication), tout en respectant l'objectif du « zéro emprunt/zéro déchet ».

Colas mène des actions au niveau de la consommation de carburants, auprès des conducteurs notamment, pour les inciter à adopter une conduite apaisée et à éteindre les moteurs des véhicules et engins lorsqu'ils sont à l'arrêt. Des actions sont également menées dans les centrales d'enrobage pour limiter la consommation des brûleurs. Le suivi des consommations de combustibles à la tonne d'enrobés produite est en place au niveau mondial.

3

Indicateurs Colas

Indicateur	Périmètre (organisationnel ou régional)	Couverture			Commentaire
			2016	2015	
Émissions de gaz à effet de serre rapportées à la production d'une tonne d'enrobés <i>en Kteq CO₂/tonne</i>	Monde	Activités de production d'enrobés	18	19	Les résultats de cet indicateur sont à corréliser avec l'indicateur d'énergie consommée par tonne d'enrobés produite (voir p. 113).
Émissions de gaz à effet de serre évitées grâce aux actions menées dans le groupe Colas <i>en teq CO₂</i>	Monde	Toutes les activités	176 000	105 000	En 2016, les émissions de gaz à effet de serre évitées grâce aux actions mises en œuvre dans le groupe sont en progression, passant de 105 000 tonnes équivalent CO ₂ à 176 000 en raison de l'amélioration de l'efficacité des postes d'enrobage, de l'augmentation de la production d'enrobés tièdes et de l'augmentation du nombre de m ² de surface de chaussée recyclée ^a .

(a) Globalement, les actions menées consistent en la maîtrise des consommations énergétiques des activités de Colas à l'échelle du groupe (consommation de carburants des engins, des véhicules et dans les centrales d'enrobage) et en la diminution du contenu énergétique et en gaz à effet de serre des produits et techniques proposés aux clients (enrobés et asphaltes tièdes, chaussées recyclées en place, valorisation des agrégats d'enrobés pour la production d'enrobés bitumineux, produits de la gamme Végéroute®, promotion d'outils d'éco-variantes Ecologiciel® et Seve®, Wattway, etc.).

Le label BBCA : un levier pour la transition écologique

Pour contribuer efficacement à la lutte contre les dérèglements climatiques et l'épuisement des ressources, le secteur de la construction porte toujours plus son attention sur la diminution de ses émissions de gaz à effet de serre (40 % du poids mondial).

Bouygues Construction et Bouygues Immobilier ont participé au lancement du label BBCA (Bâtiment Bas Carbone). Ce label est destiné à valoriser les actions visant à diminuer l'empreinte carbone des bâtiments sur l'ensemble de leur cycle de vie.

Il est structuré en quatre axes : la construction raisonnée, l'exploitation maîtrisée, le stockage du carbone dans le bâtiment et le principe de l'économie circulaire. Fonctionnant sur le modèle des certifications environnementales anglo-saxonnes, le label BBCA est attribué par une tierce-partie indépendante : Promotelec pour les projets de logements et Certivéa pour les bureaux.

Bouygues Construction et Bouygues Immobilier ont proposé des projets à l'évaluation dès la première phase d'expérimentation du référentiel, ce qui a donné lieu à la première série de labellisation en juin 2016. Les références du groupe Bouygues déjà labellisées BBCA sont : *Passage Desgrais* et *Rue des Ardennes* à Paris, *Épicéa* à Issy-les-Moulineaux (Bouygues Bâtiment Ile-de-France), ainsi que Green Office® *Enjoy*, immeuble de bureaux à énergie positive (Bouygues Immobilier) situé à Paris au cœur de la ZAC Clichy-Batignolles.

Après la construction neuve, l'association BBCA étudie de potentielles évolutions du label à l'international, mais aussi sur des projets de rénovation et d'écoquartiers.

Tous les métiers du Groupe ont mené un plan d'action pour limiter l'impact des déplacements des collaborateurs par des Plans de Déplacement Entreprise pouvant comprendre la révision de leur *car policy* (politique d'attribution et d'utilisation des véhicules), la promotion des transports publics, le déploiement de sites internet dédiés à l'auto-partage ou encore les dispositifs de télétravail et de *flex-office*^a. Par exemple, Bouygues Immobilier mène une politique de renouvellement qualifié du parc de véhicules de fonction en France. Celle-ci consiste à introduire systématiquement des véhicules présentant de meilleures performances environnementales à chaque renouvellement de la liste.

Par ailleurs, TF1 s'est fixé des objectifs de réduction de son bilan carbone de fonctionnement. Il est signataire de la charte d'engagement Paris Action Climat de la Ville de Paris, qui fixe des objectifs quantitatifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre et de consommation d'énergie.

Ecoprod : pour une production audiovisuelle et cinématographique sans carbone soutenue par TF1

Selon une étude sur la filière réalisée en 2011, le secteur audiovisuel émet en France chaque année environ 1 million de tonnes équivalent CO₂, dont approximativement 25 % découlent directement des tournages.

Pour une meilleure prise en compte de l'environnement dans les productions audiovisuelles, des acteurs publics et privés, dont le groupe TF1, ont lancé la démarche Ecoprod en 2009. Celle-ci vise à développer et à mettre gratuitement à disposition des professionnels un centre de ressources pour réduire l'empreinte écologique de leur activité (fiches pratiques, témoignages, suivis de productions, etc.).

Dans ce cadre, le collectif a développé en 2010 Carbon'Clap, premier calculateur d'empreinte carbone dédié aux productions audiovisuelles. Il noue également des partenariats avec des professionnels du secteur audiovisuel visant à déployer le programme au niveau européen notamment. En 2016, la mise en place d'un partenariat avec le Centre européen de formation à la production de films (CEFPF) a permis d'intégrer un module dédié à l'éco-production dans la formation de directeur de production.

Par ailleurs, en s'appuyant sur la dynamique engagée par Ecoprod, la Région Île-de-France a lancé un appel à projet pour étudier les filières de tri et de recyclage des déchets de l'audiovisuel et du spectacle vivant.

En plus de sa contribution financière versée par tous les membres du collectif, TF1 a pris en charge la réalisation de la nouvelle version du calculateur Carbon'Clap lancée fin 2016 et coordonne la réalisation des guides pratiques.

3.3.4.5 Partenariat pour la recherche



Pour cerner les impacts futurs des changements climatiques sur ses activités, le groupe Bouygues est partenaire et membre actif de The Shift Project (www.theshiftproject.org), *think tank* plaidant en faveur de la « décarbonisation » de l'économie. Ce laboratoire d'idées s'appuie sur un réseau pluridisciplinaire d'experts et d'acteurs économiques reconnus pour leurs compétences en matière d'énergie et de climat. Il émet des propositions à l'intention des décideurs politiques qui sont économiquement viables et en adéquation avec la science. En 2014, il a par exemple soumis des propositions pour

accélérer la rénovation énergétique des bâtiments en France (dispositions juridiques pour inciter les propriétaires à la rénovation, dispositifs de formation des professionnels de la rénovation, etc.). Ces idées ont notamment inspiré le projet de loi sur la transition énergétique. En 2016, The Shift Project a diffusé son manifeste comprenant neuf propositions pour décarboner l'Europe.

Bouygues Immobilier et Bouygues Bâtiment Ile-de-France, membres de l'association BBCA (Bâtiment Bas Carbone), ont participé en 2016 au lancement du label du même nom, qui vise à favoriser le développement des bâtiments bas carbone (voir encadré ci-dessus).

(a) espaces de travail dynamiques, basés sur un concept d'optimisation des postes de travail et des espaces collaboratifs

Par ailleurs, Bouygues Construction est partenaire du projet national Recybéton qui a comme objectifs, d'une part, d'utiliser l'intégralité des matériaux issus des bétons déconstruits comme constituants des nouveaux bétons et, d'autre part, de recycler les matériaux issus

de la déconstruction des bétons comme matière première dans la production de ciments^a.

Enfin, le Groupe et ses filiales sont accompagnés sur des problématiques stratégiques liées au carbone par le cabinet de conseil Carbone 4.

3.3.5 Prise en compte de la biodiversité

Le groupe Bouygues a identifié les impacts de ses activités de construction sur la biodiversité telles que la pollution sonore et lumineuse, les destructions et fragmentations d'habitats et d'espèces, ou encore l'introduction d'espèces invasives et la stérilisation des sols autour de ses ouvrages, de ses chantiers et de ses carrières et gravières. « Formaliser des objectifs de progrès sur le sujet de la biodiversité lorsque l'activité le justifie » est l'un des quatre principes d'actions que les métiers du Groupe s'engagent à mener pour améliorer leur performance environnementale.

Le Groupe a pris des mesures afin de limiter ses impacts et préserver la biodiversité dans ses activités de construction. Par exemple, l'action de Colas en matière de biodiversité s'articule autour de deux axes :

- **une participation active à la recherche scientifique en matière de biodiversité** : Colas fait partie du Comité d'orientation stratégique de la FRB (Fondation (française) pour la Recherche sur la Biodiversité). Il a également soutenu l'expédition scientifique Lengguru 2014, opération d'étude de la biodiversité conduite par l'Institut de

recherche pour le développement (IRD) en Papouasie. En 2016, des films ont été réalisés et diffusés sur Arte et Ushuaïa TV. De plus, une exposition itinérante d'un an s'est tenue dans le sud de la France, à Paris et à Jakarta (www.lengguru.org). Colas a également co-créé dans les Alpes de Haute-Provence le conservatoire des abeilles noires, projet scientifique mené en partenariat avec Apilab ;

- **la mise en place d'une démarche ciblée en relation directe avec ses activités** : celle-ci concerne les installations de carrières et de gravières. Elle consiste à mettre en œuvre et à suivre une action visant à favoriser la présence et les conditions de vie d'une espèce (animale ou végétale) remarquable sur le site ou à installer des ruches en partenariat avec des acteurs locaux (apiculteurs, naturalistes, parcs naturels, ONG, etc.). Des expérimentations sont également en cours pour intégrer la problématique des plantes invasives à l'activité des équipes travaux de Colas : la réflexion s'approfondit avec un nombre croissant de filiales dans le monde.

3

Indicateur Colas

Indicateur	Périmètre (organisationnel ou régional)	Couverture	2016		2015	Commentaire
			2016	2015		
Part des activités de production de granulats ayant une action en faveur de la biodiversité <i>en pourcentage de CAE^a</i>	Monde	100 % du CAE ^a des activités permanentes de production de granulats	44 %	41 %		Actuellement, plus de soixante-dix espèces protégées sont hébergées sur des sites d'extraction de Colas, auxquels il faut ajouter une cinquantaine de sites accueillant des ruches. La mobilisation est réelle depuis le déploiement de cette politique lors de la convention Environnement de Colas en 2012. Elle reste inégale selon les contextes culturels, forte en France, plus modeste aux États-Unis notamment. En 2016, cet indicateur a progressé de trois points grâce aux filiales routières en métropole et des territoires à l'international tels que Madagascar qui a atteint un ratio de 100 % en 2016.

(a) chiffre d'activité économique

Par ailleurs, en 2012, Bouygues Construction s'est doté d'une structure de conseil interne dénommée Biositiv. Intégrée à Bouygues Travaux Publics, elle accompagne tous les métiers dans leur stratégie relative à la biodiversité. Ainsi, le projet ferroviaire du contournement de Nîmes et Montpellier a, par exemple, appliqué des mesures compensatoires sur les terrains environnants afin de restaurer des conditions favorables pour près de 150 espèces animales et végétales protégées.

Afin de concrétiser la prise en compte de la biodiversité dans les projets d'aménagement urbain, Bouygues Construction a également contribué à la création du premier label international visant à distinguer des projets de construction et de rénovation tenant compte de la biodiversité urbaine. BiodiverCity est aujourd'hui porté par le CIBI^b,

association multi-acteurs réunissant constructeurs, promoteurs, utilisateurs et associations.

Bouygues Construction et Bouygues Immobilier font déjà usage du label BiodiverCity avec plusieurs ouvrages certifiés. Ainsi, l'écoquartier *Font-Pré* situé à Toulon a été labellisé BiodiverCity en phase de conception. Ce projet comprend notamment l'aménagement de 10 000 m² d'espaces verts et un partenariat avec la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO PACA) pour la formation et l'animation des gestionnaires et habitants du quartier. Ces actions ont permis d'atteindre la notation ABAA jusqu'alors jamais atteinte pour un projet immobilier en France. Ce label a aussi distingué le projet de rénovation de *Challenger* notamment (voir encadré p. 118).

(a) en savoir plus : <http://www.pnrecybeton.fr/>

(b) Conseil international Biodiversité & Immobilier

Bouygues Immobilier participe, aux côtés du CIBI^a, au lancement du label BiodiverCity Aménagement, qui sera expérimenté sur l'opération *Nanterre Cœur Université*. Bouygues Immobilier s'est engagé à atteindre huit mille logements labellisés BiodiverCity à l'horizon 2020. Cet objectif a été atteint dès 2016 grâce à son engagement de déploiement systématique de BiodiverCity sur ses projets d'écoquartiers.

Indicateur Bouygues Immobilier

Indicateur	Périmètre (organisationnel ou régional)	Couverture	2016	2015	Commentaire
Nombre de logements labellisés ou couverts par un engagement de déploiement de la labellisation BiodiverCity <i>(au 30 septembre 2016)</i>	France, hors filiale	89 % du chiffre d'affaires consolidé de Bouygues Immobilier	8 008		Depuis la création du Label BiodiverCity en 2014, Bouygues Immobilier intègre systématiquement à ses projets d'aménagement la prise en compte de la biodiversité. Ceci se traduit dans la plupart des cas par un engagement de labellisation BiodiverCity. Bouygues Immobilier teste par ailleurs le label BiodiverCity Aménagement sur l'opération de <i>Nanterre Cœur Université</i> . Aujourd'hui, 8 008 logements sont concernés par cet engagement dont 1 635 déjà labellisés.

Indicateur Bouygues Construction

Indicateur	Périmètre (organisationnel ou régional)	Couverture	2016	2015	Commentaire
Nombre de projets Bâtiment pris en commande et intégrant le label BiodiverCity	Activités Bâtiment Monde	55 % du chiffre d'affaires consolidé de Bouygues Construction	5	2	Bouygues Construction, membre fondateur du CIBI, a labellisé cinq opérations cette année : deux réalisées par Bouygues Bâtiment Ile-de-France (Porte Pouchet et Créteil) et trois réalisées par Bouygues Entreprises France-Europe dans le Grand Ouest et le Nord-Est.

La démarche Biodiversité de Bouygues Construction



Bouygues Construction fait de la préservation de la biodiversité un élément de différenciation et de valeur ajoutée dans ses offres. Lors de la COP21 en 2015, sa politique en la matière a d'ailleurs été reconnue par le ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie au titre de la Stratégie nationale pour la biodiversité (SNB).

Depuis plusieurs années, Bouygues Construction conduit des programmes de recherche-développement portant sur la biodiversité dans les infrastructures (lutte contre les espèces invasives, mesures compensatoires, etc.) et la biodiversité urbaine (démarche en développement immobilier, etc.). Cet engagement s'est également illustré à travers de nombreuses actions telles que :

- la création de la structure interne de conseil Biositiv et la participation dans la création du label BiodiverCity, premier label valable en France et à l'international, ainsi que son utilisation sur plusieurs projets ;
- sa participation aux Assises nationales de la biodiversité (rendez-vous annuel) chaque année depuis 2012 ;
- le soutien à des associations qui œuvrent en faveur de la protection de la biodiversité comme la LPO, au travers notamment du Club Urbanisme, Bâti et Biodiversité ; la contribution au référentiel « Biodiversité Urbaine » aux côtés de Natureparif en Île-de-France ; ou encore son partenariat avec les Jardins de Noé.

Des mesures sur la protection et/ou la réintroduction de la biodiversité ont été prises dans les projets suivants : la rénovation de *Challenger*, l'écoquartier *Eikenøtt*, *La Seine Musicale* à Boulogne-Billancourt, le contournement de Nîmes et Montpellier, le service d'éclairage public *Citybox*[®], ainsi que l'hôtel *Playa San Agustin* à Cuba. Ce dernier marque la première utilisation du label sur un projet international où Bouygues Bâtiment International développe également des parcours pédagogiques et éducatifs pour les futurs touristes. D'autres projets sont actuellement en cours de labellisation.

Enfin, Bouygues Construction participera au projet « Mille arbres », lauréat de l'appel à projets Réinventer.Paris. Le projet consiste à réaliser un concept de « village flottant au milieu d'une forêt » au-dessus du boulevard périphérique à Paris (17^e arrondissement). Une surface de 6 500 m² sera aménagée avec des immeubles d'habitation, de bureaux, un hôtel, des restaurants, ainsi qu'une gare routière et une maison de la biodiversité gérée par la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO).

Enfin, les métiers du Groupe s'impliquent dans la dynamique collective en faveur de la biodiversité à travers des partenariats avec des structures spécialisées. Ainsi, plusieurs entités de Bouygues Construction, notamment Bouygues Energies & Services, se sont engagées auprès de

l'association Noé pour la prise en compte de la biodiversité dans leurs offres (éclairage public, biodiversité dans les infrastructures, partage des connaissances, sensibilisation des équipes, vulgarisation auprès des usagers).

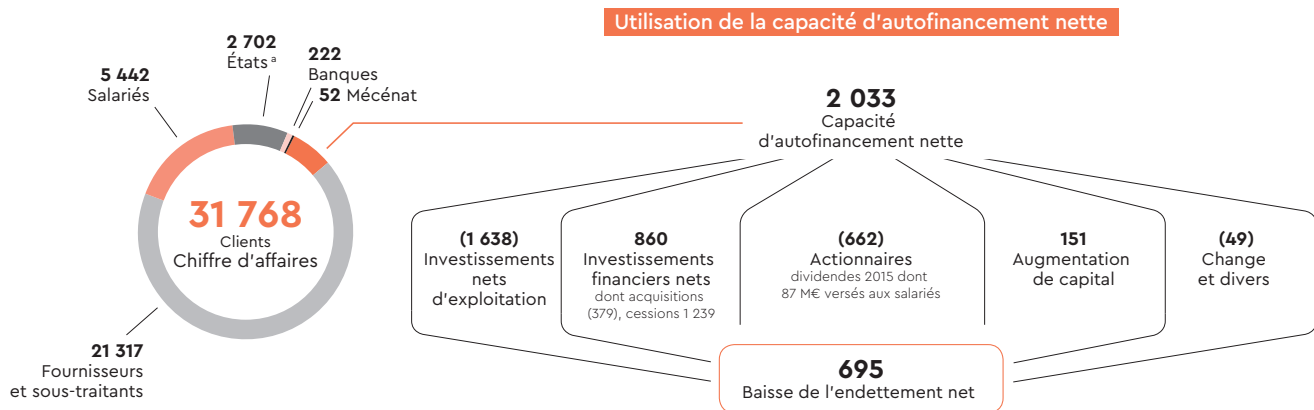
(a) Conseil international Biodiversité & Immobilier

3.4 Informations sociétales

Des informations complémentaires sont disponibles sur www.bouygues.com, ainsi que dans les documentations RSE des métiers, disponibles sur leurs sites internet.

PARTAGE DE LA VALEUR GÉNÉRÉE PAR LE GROUPE BOUYGUES

en millions d'euros



(a) cotisations sociales, taxes sectorielles, autres taxes, impôts sur les sociétés

En 2016, le groupe Bouygues a généré un chiffre d'affaires de 31 768 millions d'euros. Le schéma ci-dessus détaille comment cette valeur a été utilisée entre ses différentes parties prenantes.

Le montant de trésorerie résiduelle de 2 033 millions d'euros, renforcé par les produits des cessions et les contributions provenant des actionnaires, a permis de réaliser des investissements et de verser des dividendes aux actionnaires. Le solde non utilisé de 695 millions d'euros est venu réduire l'endettement net.

3.4.1 Impacts socio-économiques sur les territoires

Les activités du groupe Bouygues ont un impact sur le développement local et régional à travers la construction ou l'entretien d'infrastructures de transport routiers et ferroviaires, ou de bâtiments, et le développement et l'exploitation d'un réseau de télécommunications, visant notamment à :

- **fluidifier le transport des personnes.** Le pont Henri Konan-Bédié à Abidjan, mis en service en décembre 2014, a ainsi amélioré significativement la vie quotidienne des habitants ;
- **protéger les populations contre des risques majeurs.** Les travaux de confinement du sarcophage de Tchernobyl, qui ont eu lieu de 2010 à 2016, auront pour effet de limiter les risques pour l'environnement liés au site nucléaire désaffecté ;
- **permettre l'accès au logement et aux services de la ville.** Par la diversité de ses offres, Bouygues s'efforce de satisfaire les besoins des primoaccédants et du parc locatif social. Bouygues Immobilier commercialise une part significative de sa production (65 % de ses réservations en bloc en 2016) auprès des bailleurs sociaux, et développe également des logements adaptés aux seniors (Les Jardins d'Arcadie). Par ailleurs, les écoquartiers de Bouygues intègrent un volet sur la mixité sociale et l'accès aux infrastructures d'intérêt public ;

- **lutter contre la précarité énergétique.** Par son offre de rénovation énergétique de HLM en site occupé, Bouygues Construction aide les bailleurs sociaux à lutter contre la précarité énergétique d'une partie de la population ;
- **développer les moyens de communication.** Le déploiement de la 4G, les investissements engagés suite à l'accord de partage des antennes Mobile de Bouygues Telecom avec SFR, ainsi que le déploiement de la fibre, contribuent positivement à l'aménagement des territoires et au développement de l'accessibilité du numérique pour tous, notamment en zone rurale.

Les activités de Bouygues ont également un impact positif sur le développement et le maintien de l'emploi. Les métiers du Groupe, en France comme à l'international, font prioritairement appel à la main-d'œuvre locale et favorisent le développement des sous-traitants locaux. Par exemple, le groupe Colas a un impact en matière d'emploi et de développement régional à travers ses 60 000 collaborateurs et un réseau d'implantations locales pérennes dans ses métiers. La proximité avec le client étant un élément clé, l'emploi n'est donc pas délocalisable.

En France, les sociétés du Groupe assurent une présence sur l'ensemble du territoire.

Bouygues Construction réalise 47 % de son chiffre d'affaires en France et y compte plus de 20 153 collaborateurs, avec un maillage régional couvrant l'ensemble du territoire sur des métiers et des activités diversifiées : bâtiment, travaux publics, énergies et services (maintenance, etc.), concessions, etc. Bouygues Immobilier comprend 51 implantations^a, soit 1 639 collaborateurs sur le périmètre France hors filiales (dans ses agences, directions Grandes régions et sièges sociaux),

ainsi que plusieurs filiales. Bouygues Telecom assure également une présence sur l'ensemble du territoire français grâce à ses six centres de relation Clients internalisés et aux 523 boutiques du réseau de Bouygues Telecom. Le Groupe est ainsi au cœur de l'économie des territoires et favorise le recrutement local.

Les métiers du Groupe moteurs sur l'enjeu de l'insertion professionnelle



En France, des clauses d'insertion sont incluses dans les marchés publics. Pour les appliquer le plus efficacement possible en vue du retour durable à l'emploi, Bouygues Construction et Colas nouent des partenariats locaux ou nationaux avec des organismes spécialisés dans ce domaine.

Ainsi, l'insertion professionnelle est l'un des grands enjeux du chantier du contournement ferroviaire LGV de Nîmes et Montpellier.

Lié à Réseau Ferré de France (RFF) via un partenariat public-privé, le groupement Oc'Via (dont Bouygues Construction et Colas font partie) s'est engagé à répondre aux problématiques d'emploi et de développement local. Près de 7 % des heures travaillées sont dédiées à l'insertion. La plupart de ces recrutements ont été réalisés via Pôle Emploi qui a installé une structure dédiée sur la base Travaux. Plus de 400 contrats d'apprentissage et CDI de chantier ont été créés. L'un des objectifs de ce projet était également de confier 20 % des travaux à des PME et artisans locaux. Ces derniers sont notamment sollicités pour des travaux liés aux fouilles archéologiques, aux voiries, aux réseaux et au tracé de la ligne ferroviaire Nîmes-Montpellier.

Avec un peu plus d'un million d'heures par an, l'insertion professionnelle fait partie des priorités de l'engagement sociétal de Bouygues Construction qui mène des partenariats avec les grands acteurs de l'insertion (pacte social et sociétal de l'EGF-BTP, partenariats nationaux avec l'Agence du service civique (ASC) et le Service militaire adapté (SMA). À travers sa fondation Terre Plurielle, Bouygues Construction a également lancé des programmes visant à favoriser l'insertion professionnelle de compagnons travaillant sur deux chantiers : le Tribunal de Grande Instance de Paris et la ligne ferroviaire LGV de Nîmes et Montpellier. Chaque compagnon, reconnu pour son exemplarité, est parrainé par un collaborateur qui le conseille dans ses démarches professionnelles jusqu'à ce qu'il trouve un emploi.

Colas est partenaire du CNCE-GEIQ (Comités national de coordination et d'évaluation - Groupement d'employeurs pour l'Insertion et la Qualification) dans la lutte contre les discriminations en matière d'accès à l'emploi à travers ses implantations locales. En 2015 et 2016, cette convention a été déclinée en conventions régionales signées entre les filiales de Colas et les GEIQ territorialement compétents.

Enfin, les actions de la Fondation d'entreprise TF1 sont centrées sur la diversité et l'insertion professionnelle. La Fondation a reçu en novembre 2015 le Trophée de la diversité, décerné par le cabinet Diversity Conseil RH, pour sa démarche de recrutement innovante proposée aux jeunes talents issus des quartiers sensibles. En 2016, TF1 a signé la charte « Entreprises et quartiers » pour plusieurs départements d'Île-de-France. Déclinaison de la charte nationale « Entreprises et quartiers » signée en 2013, elle a pour objectif de favoriser l'emploi et le développement économique des quartiers. Les entreprises signataires de cette charte s'engagent ainsi à favoriser l'accès à l'emploi des habitants des zones de sécurité prioritaires et, plus généralement, des quartiers prioritaires parisiens, sur une période allant de 2015 à 2020.

Par ailleurs, en complément de son programme de *mentoring* entre collaboratrices au sein de l'entreprise, puis inter-entreprises via son réseau féminin dénommé Bouygt'Elles, Bouygues Telecom a lancé en 2016 un programme de *mentoring* solidaire et accompagné dix jeunes femmes issues de quartiers sensibles dans leur recherche d'un premier emploi.

Indicateurs Bouygues Construction

Indicateur	Périmètre (organisationnel ou régional)	Couverture	2016	2015	Commentaire
Nombre d'heures d'insertion réalisées et correspondance ETP (France)	France	47 % du chiffre d'affaires consolidé de Bouygues Construction	1 129 090	885 434	Le nombre d'heures d'insertion en forte augmentation illustre la montée en puissance de l'engagement de l'entreprise sur le sujet. Plusieurs grands projets ayant atteint leur pic d'activité en 2016, notamment dans l'activité de travaux publics (le prolongement de la ligne 14 et le contournement de Nîmes et Montpellier), font l'objet d'opérations d'insertion très significatives.
Part du chiffre d'affaires sous-traité confié à des entreprises locales^a <i>en pourcentage</i>	Monde	90 % du chiffre d'affaires consolidé de Bouygues Construction	75 %	95 %	Bouygues Construction participe au développement des territoires à travers les achats locaux effectués sur ses opérations dans le monde entier. L'évolution à la baisse du pourcentage résulte de l'application stricte de la notion de « local » en France.

(a) Le terme de « local » signifie « régional » en France et « national » à l'étranger.

(a) sur trente-deux sites physiques (hors boutiques et bulles de ventes)

À l'international, le Groupe mène une politique d'emploi de compagnons et de cadres locaux. Cela donne lieu à des résultats positifs en matière d'emplois directs et indirects, de transfert de savoir-faire et de soutien aux communautés.

À titre d'exemple, dans le cadre du projet d'aménagement de l'aéroport international d'Iqaluit (province du Nunavut, Canada), Bouygues Building Canada a mis en place un plan spécifique en faveur des populations inuits locales. Des obligations contractuelles d'embauche, de sous-traitance et de formation, ont été définies en faveur de la communauté locale inuit. Celles-ci couvrent à la fois la phase de construction et d'exploitation du bâtiment, prévue pour trente-quatre ans. Deux axes majeurs de travail ont été formalisés. En premier lieu, l'entreprise collabore avec le gouvernement, les associations inuits locales et des instituts de formation et de recrutement afin d'atteindre

les objectifs contractuels. En parallèle, l'accent est mis sur l'intégration : sensibilisation à la culture inuit, formations interculturelles, organisation et participation à des événements culturels. L'accompagnement des équipes est considéré comme étant clé pour la réussite du projet dans l'immédiat, ainsi qu'à long terme.

Bouygues UK, en partenariat avec les associations Women in Construction et JobCentre Plus, a mis en œuvre un programme pour l'insertion des femmes au chômage de l'Ouest Midlands dans l'industrie de la construction par le biais de l'apprentissage, de stages et d'ateliers d'employabilité. Les deux associations recrutent les candidates puis Bouygues UK engage avec elles des plans d'action pour l'insertion. En 2016, six femmes ont obtenu un emploi et de nombreuses autres ont été intégrées aux nouveaux parcours de recrutement.

3.4.2 Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société

3

3.4.2.1 Dialogue avec les parties prenantes

Pour Bouygues, le dialogue avec les parties prenantes s'établit à trois niveaux. Il se construit à l'échelle du Groupe, de ses métiers et aussi localement.

Le Groupe mène un dialogue avec ses parties prenantes (agences de notation extra-financières, communauté financière, syndicats, administrations ou ONG, etc.) dans l'optique de toujours mieux prendre en compte leurs attentes.

Chaque métier a établi une cartographie de ses parties prenantes et mène un dialogue continu avec celles-ci sur les enjeux qui lui sont propres afin d'identifier des axes de progrès et des actions associées. Par exemple, en 2016, le groupe TF1 a mené une enquête interne afin d'associer ses collaborateurs à la hiérarchisation de ses enjeux de RSE. En 2017, un questionnaire à destination de ses parties prenantes externes sera mis en ligne.

La satisfaction du client au cœur des préoccupations

Les métiers mettent la satisfaction et l'écoute du client au cœur de leurs préoccupations. La mesure de leur satisfaction client est une exigence

fondamentale de la norme Iso 9001 (système de management de la qualité). Bouygues Construction et Bouygues Immobilier encouragent la réalisation d'enquêtes de satisfaction Client à l'issue de leurs phases commerciales.

Pour mieux identifier et intégrer les besoins des clients dans l'élaboration de ses produits, Bouygues Construction a, par exemple, mené une réflexion collaborative sur le thème du « Bien vieillir chez soi », qui vise à co-construire, avec les seniors, un habitat répondant à leurs nouvelles attentes. Elle a ainsi constitué un groupe de travail pluridisciplinaire composé de bailleurs, sociologues, ergothérapeutes, professionnels des services à la personne et collaborateurs. En 2016, une synthèse des propositions a été mise en ligne sur le site de Bouygues Construction.

Enfin, pour récompenser la qualité de son parcours Client, Bouygues Immobilier s'est vu décerner la Palme du directeur Client de l'année 2016 par l'Association française de la Relation Client (AFRC)^(a). Ce prix distingue le programme de transformation mis en œuvre par la direction de la relation Client qui a contribué à digitaliser et à enrichir l'expérience Client sur ses points de contact.

Comité Clients : quand Bouygues Telecom implique ses clients dans les évolutions de ses offres

Depuis 2014, Bouygues Telecom associe ses clients à l'amélioration continue de ses offres et services, en leur donnant la parole dans le cadre du comité Clients.

Ce groupe de vingt personnes, unique dans le secteur des télécoms, est chargé d'aider les équipes de Bouygues Telecom à améliorer l'expérience Client en travaillant sur les offres et les produits, et en proposant de nouvelles idées, dans sa volonté de mettre la satisfaction Client au centre de toutes les préoccupations de l'entreprise. Bouygues Telecom les sollicite sur de nombreux sujets : la refonte de l'espace Client, le contrôle parental sur la Bbox, la présentation et la clarté des factures, etc.

En septembre 2016, le comité Clients s'est réuni sur le site de Bordeaux, un des six centres de relation Clients internalisés de Bouygues Telecom, afin d'échanger en direct avec les dirigeants de l'entreprise. À cette occasion, les membres du comité Clients ont pu découvrir la manière dont est gérée la relation Client et rencontrer les conseillers clientèle du site, en particulier les équipes digitales en charge de l'assistance sur Twitter, Facebook ou le forum d'assistance.

Lors de cette journée, ils ont également pu échanger avec les dirigeants autour de nombreux sujets d'actualité parmi lesquels l'avenir et le développement des réseaux haut débit fixe et mobile. Ils ont également abordé des problématiques plus commerciales (stratégie tarifaire, SAV, délai d'activation des box, etc.).

(a) prix remis à la directrice Relation Client de Bouygues Immobilier, Céline Sarrazin

Enfin, concernant TF1, la médiatrice de la rédaction reçoit les avis, les demandes d'explications et les plaintes du public concernant l'information via le service des téléspectateurs sur le site de TF1 et de LCI (www.lci.fr/la-mediatrice-vous-repond). Elle donne des explications concernant la façon dont le journal télévisé est mis en œuvre et selon quelles règles. Elle fait également remonter les alertes à la rédaction lorsque de nombreuses réactions vont dans le même sens.

Un dialogue permanent via les réseaux sociaux

Les réseaux sociaux externes représentent des canaux privilégiés du dialogue avec les parties prenantes. Outre TF1, plusieurs entités du Groupe animent des blogs participatifs proposant des contenus prospectifs et/ou sur leurs actualités : www.bouyguesdd.com, blog.bouygues-construction.com, www.demainlaville.com, www.blog-groupecolas.com.

Chacun des grands projets emblématiques de Bouygues Immobilier fait l'objet de création de contenus riches mis en ligne sur des sites internet dédiés ou réseaux sociaux pour informer et dialoguer avec les différentes parties prenantes du projet.

Bouygues Telecom, pour accompagner le lancement commercial de Bbox Miami, a mis en place un blog recueillant toute l'actualité de la

box, des tutoriels, des tests et une page dédiée aux bugs baptisée Miami Vices. Au travers de sa communauté de 250 experts internes volontaires (« Les Experts ») pour traiter des questions les plus pointues, Bouygues Telecom accompagne aussi ses clients dans leur vie numérique sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter) et sur son forum d'assistance qui compte près d'un million de visiteurs mensuels.

TF1 entretient des relations permanentes avec ses téléspectateurs via les réseaux sociaux et la rubrique TF1&vous. Le public peut à tout moment interagir autour des programmes et des animateurs.

Enfin, les applications mobiles développées pour les habitants des écoquartiers conçus par Bouygues visent à fluidifier le dialogue avec les gestionnaires, les collectivités, les promoteurs et les commerçants du même quartier.

Actions de concertation en partenariat ou auprès des collectivités, et dialogue local

Sur le plan local, des procédures ont été mises en place pour favoriser un dialogue de terrain entre les responsables des sites et chantiers et les riverains, et favoriser l'acceptation sociétale des activités de construction du Groupe (Bouygues Construction, Bouygues Immobilier, Colas).

Indicateur Colas

Indicateur	Périmètre (organisationnel ou régional)	Couverture	2016		2015	Commentaire
			2016	2015		
Ratio du CAE des activités de production de matériaux ayant une action en matière de dialogue local^a <i>en pourcentage de CAE^b</i>	Monde	100 % du CAE des activités de production de matériaux	40 %	30 %		L'indicateur de dialogue local a été mis en place en 2006 pour mesurer l'étendue de ce dialogue avec les riverains, les élus locaux et l'administration compétente. En 2016, la hausse de dix points de cet indicateur résulte en partie du plan d'action engagé en début d'année. Les progressions les plus significatives se situent en Océanie, en Europe centrale et aux États-Unis.

(a) activité qui peut justifier pendant la période de reporting, d'une démarche active (rencontre, réponses à des plaintes) avec les riverains, les autorités élues, l'administration. Il doit y avoir un archivage des documents correspondants.

(b) CAE : chiffre d'activité économique

Par ailleurs, les entreprises du Groupe travaillent en collaboration directe avec les collectivités dans le cadre de projets d'aménagement urbain (démarche UrbanEra®, par exemple). Bouygues Construction a par ailleurs déployé le *serious game* Linkcity.Play afin de faire participer les parties prenantes concernées à ses projets de quartiers durables. Linkcity.Play permet aussi de mener des ateliers avec des utilisateurs et riverains pour enrichir des démarches participatives.

Enfin, signataire du *Guide des relations entre opérateurs et communes* (GROC) depuis 2006, Bouygues Telecom s'engage, lors de l'implantation de ses antennes relais, à renforcer le dialogue avec les élus locaux et la transparence des informations concernant ses déploiements auprès des riverains. Au-delà des obligations réglementaires en matière d'urbanisme, et alors que les dispositions de la loi du 9 février 2015 relative à la sobriété, à la transparence, à l'information et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques (dite loi Abeille) ne sont pas encore toutes entrées en vigueur, Bouygues Telecom adresse un dossier d'information aux mairies, accessible aux habitants de la commune, présentant le projet et sa vocation. Des estimations de champs électromagnétiques pour les

équipements projetés sont, par ailleurs, réalisées à la demande des élus locaux. La rubrique « Effets des ondes » sur le site internet institutionnel de l'entreprise est consacrée à cette thématique.

3.4.2.2 Mécénat et partenariats

La politique de mécénat est menée à l'échelle du groupe Bouygues, de ses grands métiers, ainsi qu'au travers d'initiatives citoyennes de proximité. Le Groupe est actif partout où il est implanté dans le monde et prend part à la vie locale.

Les trois champs d'action principaux de la politique de mécénat de la société mère, Bouygues SA, sont le social, l'éducation et la culture. L'entreprise peut aider et accompagner tous types de démarches, qu'elles proviennent de grandes ou de petites structures, et privilégie les actions à long terme. Elle prête une attention particulière aux projets soutenus par ses collaborateurs.

Chaque métier du Groupe développe, par ailleurs, ses propres actions de mécénat par l'intermédiaire de fondations dédiées.

La Fondation Francis Bouygues soutient les étudiants méritants



Dans le domaine de l'éducation, la Fondation Francis Bouygues soutient des jeunes bacheliers méritants et motivés aux revenus modestes à entreprendre de longues études et réaliser un projet professionnel ambitieux. Depuis douze ans, elle a accordé une bourse d'études à 666 jeunes étudiants (de trente-trois nationalités différentes) et 271 d'entre eux sont diplômés. En complément de l'aide financière (de 1 500 à 10 000 euros par an), chaque boursier est accompagné par un parrain volontaire et bénévole : un collaborateur ou retraité du groupe Bouygues, ou un ancien boursier diplômé et entré dans la vie active. La Fondation s'est engagée à prolonger son action pour favoriser l'égalité des chances, au moins jusqu'en 2025.

Dépenses de mécénat et de sponsoring du Groupe

en milliers d'euros	Fondation d'Entreprise Francis Bouygues		Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	2016 Total Groupe	2015 Total Groupe
	Dépenses de mécénat et de sponsoring en numéraire	1 216	1 610	3 313	1 297	6 700	5 493	555	20 184
Dépenses de mécénat et de sponsoring liées à des dons en nature (valorisation)					150 ^a	31 539		31 689	31 488
TOTAL	1 216	1 610	3 313	1 297	6 850	37 032	555	51 873	48 976

(a) La baisse amorcée en 2015 du montant des dons en nature, qui s'est accentuée en 2016, est liée à l'arrivée à son terme du mécénat de compétence entrepris avec le château de Chambord.

Favoriser le mécénat de compétence et les dons en nature

Lorsque cela est possible, les métiers du Groupe concrétisent leur engagement sociétal par la mise à disposition de leur savoir-faire et de leur expertise.

TF1 accorde des temps d'antenne à des associations et à des causes très variées : Les Pièces Jaunes, Les Restos du Cœur, Le Sidaction, Ela (lutte contre la leucodystrophie) et l'association Laurette Fugain (lutte contre la leucémie) bénéficient par exemple d'opérations récurrentes très importantes. L'antenne offre également aux associations une aide directe et une forte mise en visibilité de leurs actions (opérations en *prime-time*, fabrication et diffusion gratuite de spots, reversement de gains de jeux ou de dons, etc.).

Par ailleurs, dans le cadre de son action visant à faciliter l'insertion professionnelle et la formation de jeunes issus de quartiers sensibles, la Fondation TF1 a accueilli la neuvième promotion de son concours annuel : en 2016, douze lauréats ont ainsi intégré TF1 pour une durée de deux ans. En partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale, la Fondation a mis en place la première édition d'un dispositif de stages inter-entreprises en classe de troisième. Ce dernier permet d'aider des

élèves issus des quartiers sensibles à vivre une première expérience en entreprise et favoriser la découverte de ses métiers.

Enfin, en partenariat avec Shine France, le CSA et le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, la Fondation a lancé à l'intention des collégiens le concours vidéo intitulé « MyFrance » sur le thème du « vivre ensemble ». La remise des prix s'est déroulée au ministère et le premier prix, décerné au collège Simone Veil d'Aulnay-sous-Bois, a été diffusé sur la chaîne TF1 et les autres antennes du groupe en juillet 2016.

Bouygues Immobilier participe depuis 2014 à une opération de collecte de jouets solidaire (« Rejoué »). Cette opération permet de récupérer, chaque année, un nombre important de jeux et jouets qui sont en partie reconditionnés, puis redistribués pendant les fêtes de Noël.

Enfin, depuis 2013, la Fondation Bouygues Telecom organise deux fois par an une journée baptisée Pro Bono avec l'association Pro Bono Lab. L'objectif est de permettre à des associations de proposer aux collaborateurs volontaires leurs problématiques liées à leurs activités, et de bénéficier ainsi de leurs compétences dans les domaines du marketing, stratégie, finance, web, communication, ressources humaines, etc.

Indicateur Bouygues Construction

Indicateur	Périmètre (organisationnel ou régional)	Couverture	2016	2015	Commentaire
			Partenariats ^a visant à soutenir l'insertion, l'éducation et la santé, conduits dans l'année	Monde	

(a) contrat de partenariat, engagement pérenne auprès d'une association, opération ponctuelle engageant un financement minimum de mille euros

3

Privilégier l'implication des collaborateurs

Plusieurs filiales ont mis en place des dispositifs permettant aux collaborateurs de s'engager pour des actions citoyennes.

Ainsi, la Fondation Terre Plurielle de Bouygues Construction soutient financièrement et/ou *via* un mécénat de compétence des projets de solidarité favorisant l'accès à l'éducation, à l'emploi et à la santé, projets parrainés par ses collaborateurs. En 2016, 203 projets dans vingt-cinq pays ont été retenus. À l'international, toute implantation pérenne implique des actions de mécénat au sein de la communauté. En 2016, la fondation s'est notamment rapprochée de l'association « Entraide Scolaire Amicale » afin de proposer aux collaborateurs volontaires de faire du soutien scolaire auprès d'enfants issus de milieu défavorisés. Les collaborateurs volontaires s'engagent à se rendre auprès de l'enfant toutes les semaines sur une année scolaire.

Dans le cadre de sa politique de mécénat, Bouygues Construction participe également à la réhabilitation d'écoles ou à la reconstruction de logements dans les zones sinistrées (Thaïlande, Haïti).

Par ailleurs, dans le cadre des actions de solidarité de Colas Life, les collaborateurs de Colas peuvent soutenir les ONG associées à ce mécénat. Ainsi, plusieurs collaborateurs de Colas se sont mobilisés (bénévolat, dons, mécénat de compétence) pour l'accès à l'éducation à travers le projet « En route vers l'école ».

Enfin, la Fondation Bouygues Telecom regroupe plus de 600 collaborateurs volontaires. Le statut de volontaire permet à des collaborateurs de Bouygues Telecom de s'impliquer dans des actions de mécénat sur leur temps de travail, à raison de quatorze heures par an et par personne. La Fondation propose également un dispositif de parrainage d'associations aux collaborateurs de l'entreprise. Ceux-ci peuvent présenter le projet d'une association qui leur tient à cœur dans le cadre d'appel à projet qui leur est réservé. Le parrainage d'associations est également ouvert aux clients depuis 2011, *via* un appel à projets annuel qui leur est exclusivement dédié. Entre octobre 2015 et septembre 2016, la Fondation a soutenu financièrement 30 projets parrainés par des clients et 25 projets parrainés par des collaborateurs.

Les projets de Bouygues Immobilier Médiaterre et Solid'R impliquent également des collaborateurs de l'entreprise (voir p. 102).

Agir dans le domaine de l'urbanisme et de la ville

Les missions de la Fondation Bouygues Immobilier s'articulent autour de la promotion de l'architecture et de l'urbanisme auprès du grand public,

la réflexion d'experts sur la ville de demain en faveur du développement durable et la solidarité urbaine.

Depuis 2007, elle est partenaire de la Cité de l'architecture et du patrimoine à Paris^a et a renouvelé en 2016 son partenariat pour trois ans. Celui-ci vise à partager des réflexions sur des sujets tels que la place de l'architecture dans le quotidien, la construction de la ville ou l'avenir des territoires. Ces sujets cadrent avec les axes stratégiques de Bouygues Immobilier qui concernent la ville, l'innovation architecturale, les défis énergétiques, la biodiversité et la mobilité.

Par ailleurs, la Fondation d'Entreprise Bouygues Immobilier soutient l'Observatoire de la Ville, ce qui lui permet notamment de dialoguer avec l'ensemble des acteurs de la ville. À l'automne 2016, la Cité de l'architecture accueillait l'exposition organisée par l'Observatoire de la Ville, « Réver(cités), villes recyclables & résilientes », qui traite des stratégies d'adaptation des villes pour faire face aux grandes mutations économiques, sociétales ou environnementales.

3.4.2.3 Partenariats académiques

Afin d'améliorer leur efficacité pour répondre aux grands enjeux environnementaux et sociétaux, les métiers du groupe Bouygues nouent des partenariats avec le monde académique. Ainsi, Bouygues SA a participé à la création du mastère spécialisé *Integrated Urban Systems* avec l'École des Ponts ParisTech et l'EIVP^b. Pour développer la formation sur les techniques de construction durable, le groupe Bouygues a également co-construit, avec l'Ensam et l'ESTP, le Mastère spécialisé Construction et Habitat durables (CHD). Dans le cadre du *spot* du groupe Bouygues, installé à l'école de l'innovation et de l'expertise informatique Epitech (120 m² dédiés aux étudiants travaillant sur des projets innovants du Groupe), Bouygues Telecom et TFI organisent des opérations d'*Open Innovation* (Hackathon, accompagnement de projets étudiants, etc.).

Bouygues Immobilier, à travers son soutien à l'Observatoire de La Ville, noue des partenariats avec le cycle d'urbanisme de Science Po Paris, l'École des Ponts ParisTech, l'École de design Nantes Atlantique et l'Université de Nantes. Bouygues Immobilier a également accompagné en 2016 des étudiants du cursus MBA Environnement et Développement durable au sein du pôle universitaire Léonard de Vinci à Paris-La Défense en leur confiant un projet professionnel sur le thème de l'économie circulaire.

En complément, voir chapitre 1.1.4 Bouygues et l'innovation

3.4.3 Partenaires, fournisseurs et sous-traitants

La performance globale du groupe Bouygues est intrinsèquement liée à celle de ses partenaires, fournisseurs et sous-traitants. La sélection de produits et services innovants en matière technologique, environnementale et sociale est essentielle pour proposer les solutions les plus performantes et les plus responsables. L'application d'une démarche de responsabilité sociétale appliquée aux achats du Groupe est l'une des conditions pour encourager un état d'esprit partenarial et pour développer la co-création de valeur au service de ses clients. Enfin, la politique d'innovation ouverte de Bouygues se concrétise également par son programme d'accompagnement de start-up.

3.4.3.1 Intégration de critères RSE dans la politique d'achats

Depuis plusieurs années, le groupe Bouygues s'engage à respecter les principes de responsabilité sociétale définis dans le Pacte mondial des Nations unies, et à les intégrer dans les processus d'achats de ses filiales, tant en France qu'à l'international.

En 2015, la mise à jour de la charte RSE Fournisseurs et sous-traitants du Groupe a permis de réaffirmer le devoir de vigilance du Groupe vis-à-vis de ses fournisseurs et sous-traitants en matière de risques

(a) Bouygues Immobilier conserve son statut de partenaire fondateur exclusif dans son secteur avec le plus grand centre d'architecture au monde (22 000 m²).

(b) École d'ingénieurs de la Ville de Paris

sociétaux et environnementaux, ainsi que sa volonté de maintenir et de renforcer les relations de confiance et de dialogue établies avec eux. Ce document formalise les attentes du Groupe envers ses fournisseurs et sous-traitants et est systématiquement annexé aux contrats d'achat et de sous-traitance.

Courant 2016, les métiers du Groupe ont finalisé la formalisation de leur démarche d'achat et RSE. Les directions Achats des métiers du Groupe sont les acteurs de la démarche d'achats responsables. Sa mise en œuvre se concrétise en deux axes d'action principaux : l'évaluation de leurs sous-traitants et fournisseurs, et un choix raisonné des produits et matériaux nécessaires à leurs activités.

L'évaluation des fournisseurs et des sous-traitants

Pour évaluer et suivre la performance sociale et environnementale de leurs fournisseurs et sous-traitants, Bouygues Telecom, Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et TF1 utilisent des outils d'évaluation externe. Par ailleurs, l'ensemble des métiers ont recours aux audits pour les fournisseurs. Par exemple, fin 2016, Bouygues Construction a signé un contrat cadre avec SGS dans le but d'effectuer des audits RSE de ses fournisseurs dans les pays et familles d'achats identifiés à risque et ce, dès 2017.

Chez Bouygues Telecom, la cartographie des risques RSE par famille d'achats est le point de départ de la démarche d'évaluation des fournisseurs. L'entreprise mène des audits sur site pour les familles d'achats les plus à risques et vérifie notamment les conditions de fabrication des box portant la marque Bouygues Telecom. En 2016, les fournisseurs identifiés comme les plus à risques ont été soumis à au moins un audit sur site, soit dix fournisseurs.

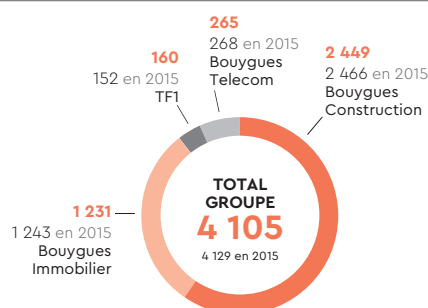
Bouygues Immobilier évalue l'ensemble de ses fournisseurs et sous-traitants concernés par un accord cadre via la plateforme EcoVadis. Les PME et TPE, jusqu'ici évaluées via une fiche d'auto-évaluation, seront dès 2017 évaluées via une plateforme digitale afin de permettre un meilleur suivi de leurs performances RSE. L'entreprise s'est fixée pour objectif d'évaluer 100 % des fournisseurs sur cette plateforme d'ici 2020.

Chez TF1, une cartographie des risques bruts portant sur les enjeux critiques concernant les cinquante-sept familles de la nomenclature des achats hors droits a été initiée en 2015 en se basant sur les normes Iso 26000 et 31000. Une synthèse des risques potentiels (environnement, droit du travail, hygiène santé sécurité, conformité aux engagements pris par TF1 sur l'éthique et la déontologie des contenus, malfaçon et piratage) a été réalisée, ainsi qu'un répertoire des mesures en place. Ces dernières ont été complétées par un plan d'amélioration.

3

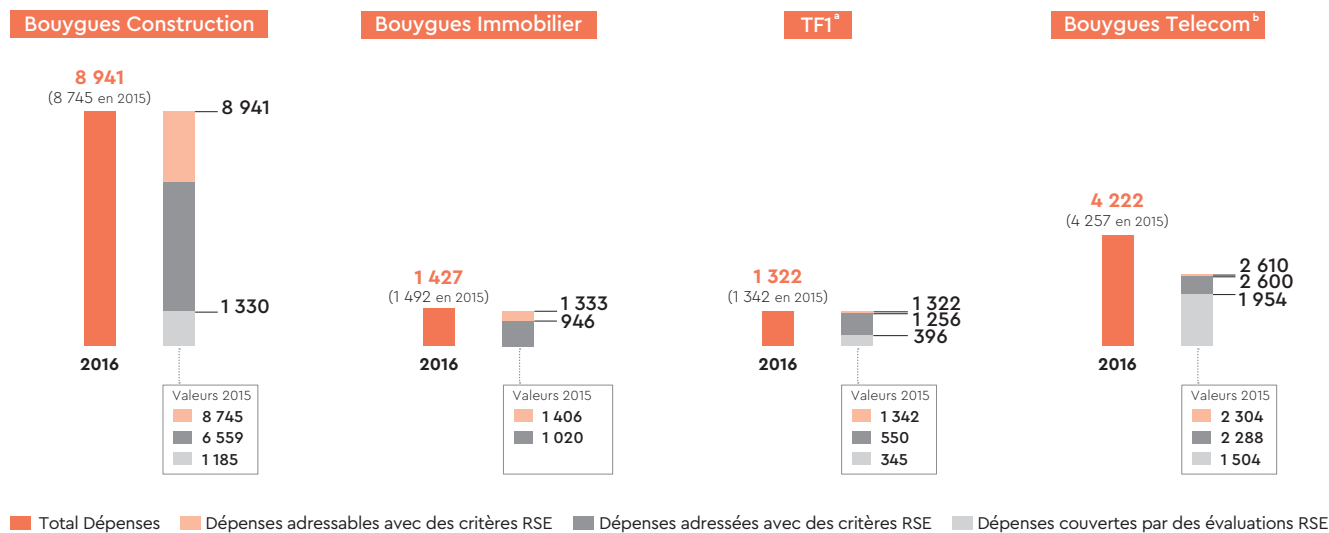
NOMBRE D'ÉVALUATIONS RSE RÉALISÉES AUPRÈS DES FOURNISSEURS ET/OU SOUS-TRAITANTS

au cours des trois dernières années



PART DES DÉPENSES DES MÉTIERS ADRESSÉES AVEC DES CRITÈRES RSE OU COUVERTES PAR DES ÉVALUATIONS RSE

en millions d'euros



(a) Les achats de droits sont exclus des données TF1.

(b) Pour Bouygues Telecom, l'indicateur « Total des dépenses » est calculé à partir des dépenses facturées. Les indicateurs « Dépenses adressables » et « Dépenses adressées » sont calculés sur la base des dépenses engagées. Le delta entre le total des dépenses facturées et le total des dépenses engagées est de 4 millions d'euros en 2016. Cela sera corrigé pour le calcul 2017.

Les indicateurs Groupe permettent de visualiser, à partir du périmètre global de dépenses, la part potentiellement adressable avec des critères RSE et celle effectivement adressée à ce jour.

En effet, certaines dépenses (par exemple, des dépenses liées à des garanties locatives, des frais de notaires, des frais financiers, etc.) sont dites « non adressables » car il n'est pas pertinent d'y inclure des exigences sociales, environnementales ou sociétales.

Par ailleurs, les indicateurs choisis permettent de distinguer les dépenses adressées avec des critères RSE des dépenses couvertes par des évaluations RSE, ce dernier cas étant plus ambitieux. En effet, les critères RSE couvrent toutes les actions pouvant être menées en la matière (dépenses sous couvert d'une politique Achat, contrat incluant la charte ou une clause RSE, fournisseur sélectionné avec des critères RSE et/ou ayant fait l'objet d'une évaluation ou d'un audit RSE dans les trois dernières années, etc.). De son côté, l'indicateur concernant les « dépenses couvertes par les évaluations RSE » permet de valoriser les actions les plus engageantes vis-à-vis des fournisseurs (uniquement les questionnaires et audit internes et externes RSE), pouvant donner lieu à des plans d'amélioration.

La démarche d'achat responsable de Colas se définit comme prudente, progressive et ciblée, compte tenu du grand nombre de fournisseurs, de prestataires et de sous-traitants, et de la décentralisation des achats dans les filiales. En 2016, Colas a formalisé sa démarche d'achats en intégrant les enjeux environnementaux, sociaux et éthiques dans ses engagements.

La sélection de produits et de matériaux responsables

Les métiers du groupe Bouygues développent également des actions pour le *sourcing* de produits et de matériaux plus responsables. L'analyse des risques réalisée sur les différentes familles d'achats est à la base de leurs actions.

Par exemple, les engagements de Bouygues Construction concernant le bois, matière première à forts enjeux, se traduisent par la lutte contre le commerce illégal, l'élimination de tout achat éventuel de produits bois d'espèces menacées et l'augmentation de la part d'achats de produits « bois » éco-certifiés. Cette démarche est suivie dans le cadre de son partenariat avec le WWF, renouvelé en 2014 pour trois ans. Bouygues Construction a également développé une base de données nommée Polygreen (voir p. 109). Accessible à l'ensemble de ses collaborateurs, elle référence plus de 5 500 produits en fonction de critères techniques, économiques, sanitaires, environnementaux, et précise les sites de production et les labels associés. Grâce à sa consultation, les acheteurs sont dirigés vers les produits les plus respectueux de la santé des utilisateurs finaux et de l'environnement.

En 2014, Colas a reçu plusieurs récompenses pour la réalisation de ses nouvelles tenues de travail, confectionnées selon les principes du commerce équitable. Entre autres caractéristiques attestant du très haut niveau de responsabilité de ses tenues destinées à équiper trente mille collaborateurs, la fibre de coton biologique composant le vêtement est issue du commerce équitable et elle est labellisée Max Havelaar. Les tissus ont été réalisés dans des usines européennes certifiées Iso 14001 et les teintures utilisées sont labellisées Oeko Tex® catégorie 100. En 2016, plusieurs actions ont été poursuivies comme le déploiement de ces tenues à l'international et la prise en compte des premiers retours d'expérience. Colas développe également des modèles économiques de comparatifs et de choix de solution tenant compte de la préservation de la ressource, de la réduction des consommations énergétiques et de l'impact sur la planète (TCO).

Enfin, Bouygues Immobilier, dans le cadre de ses travaux concernant l'amélioration de la qualité de l'air dans ses bâtiments et pour réduire les polluants à l'origine des émissions de COV (composés organiques volatils), ne sélectionne que des produits dont l'étiquetage sanitaire correspond au niveau A+ (étiquetage obligatoire depuis 2012) pour les matériaux et les produits en contact direct avec l'air intérieur dans le référencement Collections Nationales.

Le recours aux entreprises du secteur adapté et protégé

Le recours aux entreprises du secteur adapté et protégé, couplé à un effort de diversification des activités qui leur sont confiées, est un des axes forts de la politique d'achat responsable du Groupe.

La direction des achats de TF1 propose un référencement d'établissements du secteur adapté et protégé pour différentes typologies de prestations (travaux d'impression, traicteur, conditionnement et mise sous pli, création et communication, entretien d'espaces verts, recyclage de cassettes, etc.).

Les acheteurs de Bouygues Telecom interrogent les fournisseurs sur leur capacité à travailler en co-traitance avec le secteur adapté et protégé et en font un critère différenciant. L'entreprise est également membre de l'association Handeco-Pas@Pas, créée à l'initiative de la CDAF^a et de grandes entreprises, dans le but de promouvoir et de faciliter la sous-traitance au secteur protégé et adapté, ainsi qu'à celui de l'insertion.

Chez Bouygues Immobilier, la mission Handicap s'efforce notamment depuis 2011 de faire la promotion de la sous-traitance auprès d'entreprises du secteur protégé et adapté. Des correspondants Handicap, coordonnés par le chargé de mission Handicap, sont en charge de la mise en place des actions de sous-traitance avec le réseau Gesat^b qui assure la promotion du secteur du travail protégé et adapté. Un deuxième accord d'entreprise dédié à l'emploi des personnes en situation de handicap a été négocié en 2014. Celui-ci définit l'objectif d'accroître de 5 % par an la part de valorisation de la main-d'œuvre dans le chiffre d'affaires réalisé auprès du secteur protégé et adapté.

Comportement d'achat responsable

Enfin, les métiers du Groupe défendent un comportement d'achat responsable conformément aux engagements du programme de conformité « Conflits d'intérêts » de Bouygues. La déclinaison de ces principes dans des codes de déontologie ou de bonne conduite à destination des acheteurs pour Bouygues Construction, Bouygues Telecom et TF1, ou encore la signature de la charte Grands Donneurs d'ordre – PME et le Pacte PME pour Bouygues Construction sont autant d'actions permettant de concrétiser et de diffuser cet engagement. En 2017, Colas formalisera une charte déontologique et des formations spécifiques afin de sensibiliser tous les acheteurs aux enjeux juridiques et RSE.

À noter que les exigences du groupe Bouygues en faveur de la santé et de la sécurité des travailleurs sur les sites s'appliquent sans distinctions aux collaborateurs, sous-traitants et fournisseurs (voir rubrique 3.2.4, p. 88).

(a) Compagnie des dirigeants et acheteurs de France

(b) Réseau national du secteur protégé et adapté (anciennement Groupement des établissements et services d'aide par le travail)

3.4.3.2 Accompagnement des start-up et des PME

Convaincu des bénéfices qu'apporte l'innovation ouverte (*Open Innovation*) entre start-up, PME et grands groupes, Bouygues a lancé en 2015 une démarche d'*Open Innovation* à l'échelle du Groupe^a.

Celle-ci implique la création dans chaque métier d'une organisation permettant de réaliser des projets de co-développement avec les start-up et d'une structure transverse décidant et portant les investissements dans les start-up avec un budget annuel alloué. Bouygues Développement, organisation hébergée par la société mère du Groupe, en charge de sélectionner les start-up recherchant un premier financement et apportant de l'innovation en lien avec les thématiques opérationnelles identifiées par les métiers. Elle anime également le réseau constitué par les structures Métiers.

■ Au sein de sa démarche d'innovation qui s'appuie sur 126 partenariats (avec des entreprises, universités, start-up, ONG, etc.), Bouygues Construction a créé en 2015 le fonds d'investissement Construction Venture, dont l'objectif était d'investir dans trois à quatre start-up par an au minimum et de les accompagner sur une durée de cinq ans. Pour élargir cette démarche, Bouygues Construction prend part à un programme d'innovation ouverte en Asie regroupant plusieurs grands groupes français dont Veolia, PSA et Thales. L'entreprise a par ailleurs mis en œuvre une démarche ayant pour vocation de valoriser les relations avec les start-up et les PME. En 2016, plus de cinq cents start-up et PME ont été rencontrées, soixante-dix expérimentations ont été lancées, dix start-up et PME ont été poussées en déploiement global dans l'entreprise et quatre investissements ont été réalisés. Ces derniers concernent, par exemple, les sociétés Saagie, entreprise spécialisée dans le *big data* en maintenance prédictive, et Intent technologies, société proposant une « app store » pour les bâtiments (services aux habitants, foncières/bailleurs et prestataires).

Une opération de *sourcing* spécifique a été lancée avec le programme MatchingUp sur la thématique des bureaux du futur.

■ En 2015, Bouygues Immobilier a créé sa filiale dédiée à l'investissement dans les start-up spécialisées dans l'immobilier, dénommée BIRD (pour Bouygues Immobilier R&D). Celle-ci s'est donnée pour objectif d'accompagner cinquante start-up d'ici 2020. Depuis sa création, BIRD a investi dans cinq start-up dont Bepark (spécialisée dans le *smart parking*) qui permet aux particuliers d'utiliser les places de parking inoccupées par les entreprises durant les week-ends et jours fériés par exemple, et YAD Space (agence spécialisée dans la conception et l'aménagement de lieux innovants) qui a vocation à concevoir la prochaine génération d'espaces tertiaires et commerciaux. Il a notamment collaboré avec Nextdoor, filiale de Bouygues Immobilier.

Par ailleurs, Bouygues Immobilier, à travers la direction régionale de Lyon, est partenaire du Tuba, projet porté par l'association

d'acteurs publics et privés dénommée Lyon urban data. Son but est d'accompagner le développement de start-up spécialisées dans les services urbains, qui génèrent et réutilisent des données numériques au service de la qualité de vie dans la ville de demain. Bouygues Immobilier, en partenariat avec La Poste, Sopra Steria et Veolia a également fondé Bordeaux Metro Pulse, un dispositif au service de l'innovation positive en vue de créer de nouveaux services et de nouveaux usages pour améliorer la qualité de vie sur le territoire de la métropole bordelaise et renforcer son attractivité économique.

■ TF1, qui place le digital au cœur de ses développements, a initié une politique de partenariat avec l'écosystème des start-up en créant One Innovation, fonds d'investissement doté d'une première tranche de 2 millions d'euros. Celui-ci a pour objectif d'accompagner financièrement de cinq à dix start-up avant leur première ou deuxième levée de fonds.

Ce dispositif complète notamment son programme d'incubation lancé avec Paris&Co. L'Agence d'innovation et d'attractivité de la Ville de Paris et TF1 se sont associées pour créer un incubateur sur le thème « Nouveaux produits et services » avec l'ambition de nouer des partenariats en lien avec son activité. TF1 a, par ailleurs, développé une stratégie de *media for equity* (échange d'espaces publicitaires contre une prise de participation) qui permet à des start-up plus matures et s'adressant au grand public d'accéder à une exposition télévisuelle.

■ Enfin, Bouygues Telecom soutient l'innovation ouverte depuis 2010. Depuis sa création, l'incubateur de start-up de Bouygues Telecom, Bouygues Telecom Initiatives (BTI), a :

- étudié 1 300 projets, réalisé trente-six projets de co-développement entre un département opérationnel « parrain » de Bouygues Telecom et une jeune start-up innovante ;
- effectué neuf prises de participation (dont quatre ont réalisé deux ou plusieurs tours successifs d'augmentation de capital) ; et
- réuni et animé un réseau de plusieurs dizaines de partenaires incubateurs et fonds. L'une de ses dernières prises de participation a été réalisée dans la start-up Ifeelsmart qui développe et déploie des interfaces Utilisateurs avancées pour *smart TV* (télévisions intelligentes). Elle a notamment réalisé l'interface de Bbox Miami commercialisée par Bouygues Telecom.

En 2016, Bouygues Telecom a, par ailleurs, travaillé aux côtés de deux start-up innovantes : Leankr, qui propose des contenus additionnels pour B.tv, application de télévision en mobilité, et ByPath qui propose aux commerciaux de la direction Entreprises un outil pour optimiser les démarches de prospection et de relance des clients en exploitant une multitude d'informations disponibles sur le Web *via* des algorithmes.

3

(a) en complément, voir chapitre 1.1.4. (Innovation ouverte).

3.4.4 Pratiques responsables

3.4.4.1 Éthique et actions engagées pour prévenir la corruption

Le code d'éthique du Groupe, diffusé depuis 2006, dispose que toute activité dans le Groupe, notamment la négociation et l'exécution des contrats, ne doit en aucun cas donner lieu à des agissements de corruption ou de trafic d'influence ou infractions voisines, que cette activité ait pour cadre le secteur privé ou le secteur public. Il précise la position du Groupe, ainsi que les obligations et responsabilités qui en résultent.

Approuvé en 2014, un programme de conformité anti-corruption rappelle de manière très claire la position du Groupe relative à l'interdiction des pratiques de corruption et le devoir de lucidité et de vigilance auquel chacun est tenu, ainsi que les responsabilités qui en résultent, en particulier pour les dirigeants.

Il présente de façon synthétique les législations en vigueur en matière de lutte contre la corruption et consacre des développements particuliers aux règles et recommandations du Groupe applicables à différentes pratiques pouvant recéler un risque de corruption : cadeaux et services, financements politiques, mécénat, sponsoring, recours à des intermédiaires commerciaux, lobbying. Enfin, le programme édicte les mesures d'information, de formation, de prévention, de contrôle et de sanction qui doivent être mises en place au sein de chaque métier à l'initiative du directeur général dudit métier. Le programme de conformité sera actualisé en 2017 pour prendre en compte les dispositions de la loi Sapin 2 relatives à la prévention de la corruption.

La prévention

Le programme de conformité anti-corruption du Groupe précise que tout dirigeant auquel est confiée la responsabilité opérationnelle d'une entité du Groupe (filiale, branche, division, etc.) doit mettre en place des mesures appropriées de prévention de la corruption, en s'appuyant sur le responsable du programme de conformité et sur le comité d'éthique du métier.

Brièvement résumées, les mesures de prévention prévues par le programme de conformité sont les suivantes :

- mise en place par les directions juridiques de formations et d'actions préventives dans le domaine des bonnes pratiques de l'action commerciale, possession d'une bonne expertise en matière de réglementation anti-corruption, sélection d'avocats spécialistes ;
- mise en œuvre par les directions financières et comptables des procédures et des principes financiers permettant de combattre l'exposition du Groupe aux risques, notamment pour empêcher l'utilisation de moyens de paiement à des fins de corruption ;
- insertion dans les délégations de pouvoirs conférées aux personnes auxquelles est confiée la responsabilité d'une entité, d'un service, d'un projet, d'une fonction commerciale ou d'un service des achats, de dispositions rappelant l'interdiction de toute pratique de corruption ; insertion par les filiales de telles clauses dans les contrats de travail des personnes concernées et/ou dans le règlement intérieur de l'entreprise ;
- examen par chaque métier de la conformité de ses activités avec la législation applicable et avec le programme de conformité lors du lancement ou du bouclage de tout projet important et lors du lancement d'une nouvelle activité ;
- nécessité, lors de l'acquisition d'une entreprise, d'apporter une vigilance particulière au respect par ladite entreprise de la

réglementation anti-corruption, et, sauf exception dûment justifiée, d'obtenir des clauses de garantie de la part du vendeur ;

- dans le cadre de l'examen annuel par chaque filiale du Groupe de la cartographie des risques, analyse des risques de corruption propres à ses activités.

Le programme de conformité rappelle qu'un dirigeant ou collaborateur, qui a connaissance d'une pratique susceptible d'être qualifiée de corruption, doit informer sa hiérarchie et sa direction juridique dans les meilleurs délais. Il rappelle que le dirigeant ou collaborateur peut également utiliser le dispositif d'alerte professionnelle mis en place au niveau de chaque métier.

La formation

Le programme de conformité anti-corruption du Groupe rappelle que tout dirigeant ou collaborateur, impliqué dans l'obtention et la négociation de contrats ou d'achats pour son entreprise, doit connaître et comprendre les grandes lignes de la réglementation relative à la lutte contre la corruption, ainsi que les risques attachés à sa violation. Il précise que dans l'année suivant leur embauche ou leur nomination, les collaborateurs qui se voient confier la responsabilité d'une filiale ou d'une entité équivalente, une fonction commerciale ou une mission au sein d'une direction des achats, sont tenus de suivre une formation portant sur la lutte contre la corruption, sélectionnée par le responsable du programme de conformité du métier concerné. Celui-ci définira le mode de formation le plus adapté et veillera à ce que ces mêmes personnes bénéficient périodiquement de formations leur permettant d'actualiser leurs connaissances et leur appréciation des risques encourus.

Plus généralement, le programme de conformité anti-corruption impose à chaque entité du Groupe d'introduire, dans ses modules de formation destinés aux différentes catégories de collaborateurs concernés, un volet adapté consacré aux règles anti-corruption. Il impose que soit mis en place au sein de chaque métier, conformément à sa politique de formation, un module de formation générale simple et synthétique, accessible à tout moment par Intranet (*e-learning*), dont l'importance devra être portée à l'attention des collaborateurs.

Dans chacun des métiers sont ainsi organisées des formations adaptées aux différents niveaux hiérarchiques. Elles transmettent l'éthique et les valeurs du Groupe de façon concrète, en abordant les sujets et les risques spécifiques que peut présenter l'activité du métier.

Chez Bouygues Construction par exemple, l'ensemble des formations existantes dans le domaine commercial ou visant à préparer aux fonctions managériales incluent un volet Éthique et conformité. Dans le prolongement des actions engagées depuis 2011, le plan de formation dédié à l'éthique et à la conformité est décliné dans chaque entité de Bouygues Construction dans le cadre de modules de formation ciblés par catégorie de population. En outre, un volet Éthique a été introduit dans des formations destinées aux jeunes managers et aux managers confirmés identifiés à haut potentiel, ainsi que dans les formations juridiques suivies par les acheteurs ayant moins d'un an d'ancienneté. Au total, il existe plus de cinquante modules de formation relatifs à l'éthique et à la conformité.

Dans un souci de performance, un support unifié et commun à toutes les entités a été déployé en 2016 avec une possibilité d'adaptation aux différents publics (France, international, hauts potentiels, etc.).



Pour amplifier et améliorer les objectifs de formation, un module de *e-learning* spécifique, nommé *Fair Deal*, a été lancé en décembre 2015 par Bouygues Construction à destination de trente mille collaborateurs en France et à l'international. Le programme *Fair Deal* est déployé en quatre langues. Les collaborateurs sont confrontés à des mises en situation concrètes ayant pour thème la corruption, les comportements anti-concurrentiels, les cadeaux et invitations, ainsi que les actions de mécénat et sponsoring. En 2016, 12 107 collaborateurs ont été invités à suivre la formation *Fair Deal*. En 2017, le déploiement va se poursuivre et ce module de *e-learning* sera mis à la libre disposition de l'ensemble des collaborateurs du groupe afin de pouvoir être suivi à tout moment, notamment pour les nouveaux embauchés.

Colas se caractérise par une forte décentralisation et le très grand nombre de collaborateurs en capacité de passer un contrat, notamment avec les clients publics. Des dispositifs de formation, des rappels et des contrôles sont dispensés régulièrement selon des programmes qui visent à couvrir la totalité des filiales. Les principales actions menées en 2016 ont été les suivantes :

- la désignation d'un référent Conformité (ou *Compliance officer*) dans chaque région du monde dans lesquelles Colas est implanté : Amérique du Nord, Europe centrale, Océanie, Moyen-Orient, Océan Indien, Belgique, Suisse, Royaume-Uni, Europe du Nord, Afrique, Maroc, Antilles/Guyane, Métropole ;
- la poursuite dans les filiales des formations sur le thème « Déontologie et responsabilité des affaires », intégrant les programmes de conformité du groupe Bouygues ;
- aux États-Unis, le programme éthique *The Right Turn* et son nouveau code de conduite élaborés en 2014 ont continué de faire l'objet d'une diffusion dans chaque filiale en 2016 complétant ainsi les formations dispensées localement.

Un dispositif d'alerte professionnelle ouvert aux collaborateurs de Colas a été ouvert début 2017. La session de formation éthique en *e-learning*, baptisée *Fair Play*, réalisée sous la forme d'un *serious game*^(a), est en cours de test opérationnel ; elle sera mise à la disposition des collaborateurs (dans les filiales France dans un premier temps), à compter du deuxième semestre 2017.

Chez Bouygues Immobilier, un module de *e-learning* éthique est dispensé depuis le mois de juillet 2016 à l'ensemble des collaborateurs. Ce module pratique présente des situations concrètes susceptibles de présenter un risque éthique. Il explique comment les anticiper ou y réagir par un comportement adapté. Il comprend également une présentation du mode de fonctionnement du dispositif d'alerte professionnelle chez Bouygues Immobilier. À fin 2016, sur 1 677 collaborateurs présents, 972 se sont connectés au module éthique, ce qui représente 58 % de l'effectif ; 894 l'ont finalisé à 100 % et 78 sont en cours de réalisation. Il reste 705 collaborateurs à former.

Chez TF1, un dispositif est déployé (formations spécifiques, actions de sensibilisation) pour accompagner les cadres dirigeants dans la maîtrise et l'application de ces programmes, ainsi que dans la sensibilisation de leurs équipes. Après la diffusion du code d'éthique, un guide d'application pratique, enrichi d'éléments contextuels et d'exemples pris dans les métiers, a été mis à disposition de tous les collaborateurs. En outre, TF1 a fait souscrire à l'ensemble des membres de son comité de direction générale un engagement ostensible et personnel de respecter, mais aussi faire respecter et mettre en œuvre, les programmes de conformité du groupe, au sein de leur organisation. Cette démarche a été accompagnée d'actions de sensibilisation spécifiques auprès des principaux cadres dirigeants, notamment aux principales dispositions de la loi Sapin 2, et d'une cartographie de ces risques dans les différents métiers du groupe.

(a) application informatique dont l'objectif est de combiner à la fois des aspects sérieux (Serious) tels que l'enseignement, l'apprentissage, la communication ou encore l'information avec des ressorts ludiques issus du jeu vidéo (Game), selon la définition du chercheur Julian Alvarez

Bouygues Telecom a développé une démarche éthique destinée à guider ses collaborateurs dans leurs actions et à prévenir les risques de pratiques contraires à l'éthique, comme la corruption, au travers notamment d'un guide éthique (accessible à tous les collaborateurs) et de formations. En parallèle, Bouygues Telecom a inséré des engagements relatifs au respect du guide éthique dans les délégations de pouvoir, les contrats et sa politique générale d'achats.

Enfin, les cadres dirigeants reçoivent depuis plusieurs années des formations sur l'éthique et sur les valeurs du groupe Bouygues, dispensées par l'IMB (Institut du management Bouygues). Des outils d'animation et de formation ont été mis en place, notamment le cycle international, les séminaires « Respect et performance », « Responsabilité sociale et environnementale », « Développement des valeurs Bouygues » et, plus récemment, les séminaires « Responsabilité dans les organisations » et « Respect et management ». Plus de sept cents cadres dirigeants ont pris part à ces formations depuis la création de l'IMB en 2002.

Le contrôle

La lutte contre la corruption est un thème du référentiel de contrôle interne du Groupe. Des dispositions spécifiques peuvent lui être ajoutées par un métier lorsqu'elles sont nécessaires pour assurer l'efficacité du programme de conformité. Une surveillance régulière de l'efficacité du programme de conformité est effectuée grâce à la procédure d'auto-évaluation des principes de contrôle interne mis en œuvre dans les métiers et leurs filiales.

À l'occasion de missions d'audit interne régulières ou spécifiques, les directions de l'audit, avec le concours des responsables du programme de conformité Anti-corruption, sont périodiquement missionnées pour vérifier que les opérations du Groupe sont menées en conformité avec les principes du programme de conformité et du référentiel de contrôle interne du Groupe et du métier. Le cas échéant, les conclusions du rapport d'audit interne sont communiquées au responsable de l'éthique et au comité d'éthique du métier ; elles sont prises en compte si nécessaire pour renforcer le programme de conformité, ainsi que tout dispositif mis en place pour en assurer la bonne exécution.

3.4.4.2 Accessibilité des offres et des services

La vocation du groupe Bouygues est de rendre accessible au plus grand nombre les offres et produits qu'il développe. Ainsi, les pôles Médias et Télécoms du Groupe travaillent sur l'accessibilité des programmes et du numérique pour tous.

L'un des axes fondateurs du positionnement de Bouygues Telecom est de faire bénéficier au plus grand nombre du meilleur de la vie numérique. Cet engagement se traduit notamment par la pratique de tarifs d'entrée de gamme sans sacrifier la qualité de service : ainsi, Bouygues Telecom propose la Bbox au meilleur prix du marché. Par ailleurs, Bouygues Telecom offre des solutions pour permettre à tous de suivre les évolutions technologiques et de s'équiper de smartphones (facilités de paiement, reprise des anciens mobiles, etc.).

En ce qui concerne l'accessibilité au réseau télécom, Bouygues Telecom participe aux programmes de couverture partagée avec les autres opérateurs afin de lutter contre la fracture numérique. L'opérateur améliore ainsi sa couverture des communes dites « zones blanches ». Il intensifie également le développement de son réseau mobile grâce à l'accord de partage d'antennes conclu en 2014 avec SFR. L'entreprise accélère ainsi le déploiement de la 4G sur l'ensemble du territoire en s'engageant publiquement à couvrir 99 % de la population en 4G à fin 2018.

D'autre part, depuis 2005, Bouygues Telecom se mobilise pour favoriser l'accessibilité des personnes en situation de handicap aux services de communications électroniques, à travers notamment un service client accessible aux personnes sourdes et malentendantes, et la proposition d'installer gratuitement des logiciels de vocalisation et d'agrandissement pour les personnes déficientes visuelles. En 2015, l'entreprise recensait 97 % de boutiques accessibles aux personnes en situation de handicap. En 2016, elle fait paraître ses guides d'installation et d'utilisation de Bbox Miami en braille.

Enfin, la chaîne TF1 assure l'accessibilité des programmes aux personnes atteintes d'une déficience auditive ou visuelle par le recours au sous-titrage, au langage des signes et à l'audiodescription. Les chaînes thématiques du Groupe sous-titrent toutes leurs antennes au-delà de leurs obligations légales. TF1 a signé et applique la charte relative à la qualité du sous-titrage proposée par le CSA.

3.4.4.3 Sécurité des données personnelles

Pour les pôles Médias et Télécoms du Groupe, la protection des données personnelles^a est apparue comme un enjeu de RSE croissant depuis 2013.

Les sites et applications de e-TF1 sont conformes à l'ensemble des dispositions légales telles que disponibles sur le site de la Cnil (www.cnil.fr). La politique de confidentialité relative aux données personnelles des consommateurs est également en ligne sur le site internet de TF1 et fait l'objet d'une souscription expresse lors de l'inscription. Concernant la recommandation relative aux cookies et aux autres traceurs visés par l'article 32-II de la loi du 6 janvier 1978 (la « Délibération »), le groupe TF1 procède régulièrement à des vérifications, notamment sous forme d'audits techniques des cookies/traceurs (« Cookies ») déposés lors de la visite des services de communication électroniques édités par e-TF1 (sites web/mobile et applications) en vue de leur mise en conformité.

TF1 a ainsi sollicité l'ensemble de ses partenaires afin d'attirer leur attention sur le régime de responsabilité établi par la Cnil à l'article 3 de la Délibération en tant qu'acteur « déposant » et « lisant » des cookies. De même, le groupe s'attache dans les contrats passés avec ses partenaires technologiques, éditeurs, ou publicitaires à faire respecter la réglementation associée à la protection des données des usagers internautes.

Pour garantir la sécurité des données sur ses sites et applications, TF1 a de plus mis en place une politique de traitement et sécurisation

des données personnelles recueillies, respectant la législation et régulièrement vérifiée et audité. En prévision de l'entrée en vigueur en 2018 du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, relatif à la protection des données personnelles et à leur libre circulation, TF1 a constitué un groupe de travail, composé de collaborateurs de la direction juridique, du pôle Innovation et Développement et des métiers du groupe TF1, avec pour mission d'anticiper les mesures techniques et organisationnelles à mettre en place.

Bouygues Telecom consacre une partie de son code interne de bonne conduite aux problématiques de confidentialité et d'information. Celui-ci énonce que Bouygues Telecom s'engage à :

- respecter les principes et règles applicables en matière de protection des données, notamment par l'utilisation des systèmes d'habilitation et de contrôle d'accès individualisés ;
- mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la protection des données, leur conservation, ainsi que les traitements et échanges de ces données, conformément à sa politique de sécurité, en particulier la politique générale de sécurité des données.

Ainsi, l'accessibilité des données des clients doit être limitée dans leur nature et leur usage aux personnes expressément habilitées au regard de leurs missions. Les échanges externes de données des clients sont protégés par chiffrement. Bouygues Telecom participe, en outre, à la sécurisation des données personnelles des clients en veillant au respect de la finalité de leur traitement au sens de la loi de 1978 sur la protection des données personnelles. Elle veille contractuellement à ce que cet engagement soit aussi respecté par des prestataires ou partenaires à qui pourraient être transmises des données personnelles de clients.

Enfin, Bouygues Telecom a mis en place sur son site internet des fiches d'assistance pour sensibiliser et aider ses clients à sécuriser leurs données et à protéger leur vie privée. À titre d'exemple, en 2016, de nouvelles fiches ont été mises en ligne sur les sujets de la protection des mots de passe, la gestion de ses informations personnelles confidentielles sur Internet ou encore la protection contre les menaces virales sur Internet.

Bouygues SA a prévu de constituer en 2017 un groupe de travail composé de collaborateurs des directions des systèmes d'information et des directions juridiques de tous les métiers du Groupe afin d'anticiper l'entrée en vigueur du Règlement UE 2016-679 relatif à la protection des données personnelles.

3.4.5 Qualité, sécurité et confort des produits et services

Le respect des clients et des usagers de ses produits est une valeur fondamentale du groupe Bouygues partagée au sein de toutes ses activités. Cet état d'esprit s'illustre notamment dans les engagements qu'il défend en faveur de la préservation de la santé et de la sécurité des utilisateurs, ainsi que dans les exigences qu'il se fixe sur la qualité et le confort d'usage de ses produits.

3.4.5.1 Santé et sécurité des consommateurs et des utilisateurs

Qualité de l'air dans les bâtiments

Depuis plusieurs années, Bouygues Construction et Bouygues Immobilier travaillent sur la qualité de l'air dans les immeubles. Ils mesurent désormais cette dernière et contribuent à l'améliorer en utilisant des matériaux mieux adaptés, ainsi que des systèmes de ventilation plus efficaces et régulés en temps réel grâce à l'implantation de capteurs.

(a) « Constitue une donnée à caractère personnel toute information relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres. » Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, article 2.

(b) Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'appel à projet de recherche de l'Ademe « Bâtiment responsable à l'horizon 2020 ».

Bouygues Construction a réalisé plusieurs campagnes de mesure et s'attache à élaborer des solutions visant à faire baisser les taux des principaux polluants. De plus, la base de données Polygreen dirige les acheteurs vers les produits les plus respectueux de la santé des utilisateurs finaux (voir p. 109).

Bouygues Immobilier poursuit sa démarche « Inspir »^b visant à maîtriser et valoriser la qualité de l'air intérieur, en partenariat avec sept entreprises. Après avoir analysé, lors d'une première phase, l'impact de l'usage et de l'exploitation des bâtiments sur la qualité de l'air intérieur, une deuxième phase a démarré en 2016. Celle-ci consiste à appliquer la méthodologie expérimentale de management de la qualité de l'air développée par l'Ademe sur quatre opérations pilotes à différents stades d'avancement afin d'intégrer cet enjeu, depuis la conception jusqu'à la livraison du bâtiment. L'étude de ces projets pilotes permettra également de valider et d'alimenter la méthodologie proposée et de suggérer, le cas échéant, des optimisations. Cette approche pragmatique aboutira d'ici un an à un meilleur management de la qualité de l'air dans les différents espaces de vie.

Champs électromagnétiques

Bouygues Telecom contribue au financement des mesures de champs électromagnétiques par des laboratoires accrédités Cofrac (Comité français d'accréditation) au travers de la taxe additionnelle Ifera^a. Ces mesures sont réalisées selon le nouveau dispositif sur les mesures de champs électromagnétiques en vigueur depuis janvier 2014 (résultats accessibles sur www.cartoradio.fr).

En outre, pour l'information de ses clients et prospects, Bouygues Telecom a poursuivi la diffusion du dépliant d'information *Mon mobile et ma santé* édité par la Fédération française des télécoms (FFT). Il a développé son dispositif d'information dans les boutiques, sur les sites internet et dans les brochures, en particulier sur les débits d'absorption spécifiques (DAS) des terminaux et sur les recommandations en faveur de l'usage des kits piétons fournis avec les mobiles. Enfin, une série d'animations didactiques sur les questions des ondes et de la santé concernant les équipements de téléphonie mobile et les antennes-relais font l'objet d'une diffusion sur les réseaux sociaux. La rubrique « Effets des ondes » sur le site internet institutionnel de l'entreprise est consacrée à cette thématique.

Sécurité routière

En matière de sécurité routière, le département de recherche-développement de Colas travaille dans plusieurs domaines :

- l'élaboration d'une gamme de revêtements performants permettant une meilleure adhérence des pneumatiques (produits rugueux et/ou drainants pour limiter les effets de perte d'adhérence par temps de pluie) ;

- l'amélioration de la visibilité (travaux sur le marquage au sol par temps froid ou humide et la nuit) ;
- la fabrication d'équipements de sécurité de la route (Aximum, filiale Sécurité Signalisation de Colas).

Par ailleurs, Bouygues Construction a mis en œuvre un système de couverture vidéo complet de l'autoroute et du pont d'Abidjan (Côte d'Ivoire) sur huit kilomètres, avec détection automatique d'incident par analyse des images vidéo. Ce service détecte les arrêts sur autoroute et toute forme d'anomalie observée sur les piétons. D'autres services utilisant la surveillance par drone sont à l'étude.

3.4.5.2 Qualité d'usage des produits et services

La qualité et le confort d'usage sont des éléments différenciants des produits et services des métiers du groupe Bouygues.

Les écoquartiers construits par Bouygues Construction et Bouygues Immobilier visent à apporter des progrès majeurs pour améliorer la qualité de vie des habitants : services de proximité, mobilité douce, services numériques, nature en ville, etc.

À titre d'exemple, Bouygues Construction mène une réflexion globale et en amont des ouvrages qu'il construit en réalisant des enquêtes auprès des utilisateurs pour mesurer et évaluer l'efficacité de ses offres et services.

Depuis plusieurs années, Bouygues Construction travaille sur la valeur d'usage des immeubles de bureaux afin de se doter d'un outil permettant d'estimer l'impact de solutions techniques et fonctionnelles sur la performance des occupants de ces bâtiments. Un référentiel développé avec Goodwill Management étudie le lien entre le bâtiment et la motivation des occupants, la sérénité, le bien-être physique, l'absentéisme, le temps perdu dans le bâtiment, etc. En 2016, un groupe de travail composé de Gecina, Foncière des Régions, EDF, Sanofi, Bouygues Construction et Goodwill Management a complété la démarche par des enquêtes de terrain afin de mesurer la variation des performances auprès des occupants. Les résultats de cette étude ont notamment mis en exergue l'intérêt de prendre en compte, dès la conception des bâtiments tertiaires, des critères sur la qualité d'usage.

Bouygues Immobilier propose depuis 2016 à tous ses clients un logement connecté et intelligent. Grâce à un système *full radio*, sans fil et sans pile, Flexom permet de piloter dans son logement, ou à distance via un smartphone ou une tablette, un certain nombre de fonctionnalités de l'appartement comme, par exemple, les lumières, les volets roulants ou le chauffage. Bouygues Immobilier s'est engagé à ce que 100 % de ses logements livrés en France soient équipés de Flexom en 2020.

Nextdoor, filiale de Bouygues Immobilier, révolutionne les espaces de travail

Depuis 2014, Bouygues Immobilier développe un réseau de tiers-lieux sous la marque Nextdoor, proposant aux entreprises des espaces à haute qualité d'usage dotés de bureaux privatifs et partagés. Cette offre innovante accompagne l'évolution vers des méthodes de travail plus agiles recherchant notamment la convivialité du lieu de travail : espaces de *coworking*, conciergerie, jardins, animations business et festives favorisant les échanges, etc.

Le premier espace Nextdoor a ouvert ses portes en 2015 à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine). Le réseau s'est étendu en 2016 avec deux nouveaux sites en Île-de-France : *Nextdoor Cœur Défense* à Paris-La Défense (premier pôle tertiaire européen) et *Le village Nextdoor* à Issy-les-Moulineaux. Dans le cadre de sa démarche de développement durable, Bouygues Immobilier s'est donné pour objectif de mettre en service vingt sites Nextdoor en 2020. Grâce à cette rapide extension du réseau, Nextdoor deviendra également un levier important pour la réduction des émissions dues aux déplacements professionnels à l'échelle des territoires.

Par ailleurs, Bouygues Immobilier a lancé en 2016 Nextdoor Business Solutions qui est une offre de services permettant d'accompagner les grandes entreprises à repenser l'aménagement de leurs bureaux dans le but de maximiser le bien-être des collaborateurs, de favoriser les échanges et le travail collaboratif, mais également d'optimiser les surfaces et les coûts.

(a) Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux

Bouygues Telecom veille à fournir à ses clients un réseau mobile de qualité. Ainsi, en 2016, Bouygues Telecom est à nouveau reconnu par l'observatoire de l'Arcep^a (baromètre nPerf) pour la qualité de son

réseau 4G, et se classe en deuxième position, après Orange, en termes de performance des débits 4G et de couverture du territoire.

La diversité dans les programmes de TF1

La lutte contre les stéréotypes et la banalisation de la représentation des diversités de la société civile à l'antenne est un engagement fort de la politique en faveur de la diversité menée par TF1. L'obtention du label Diversité en 2010 a été une occasion de mobiliser et de former les équipes : tous les personnels en charge de la fabrication des programmes, dont les directeurs des unités de programmes, ont suivi une formation dédiée à la prise en compte de la diversité sous tous ses aspects. TF1 postulera au renouvellement de ce label en 2017.

Pour faire progresser globalement la représentation de toutes les diversités dans les programmes, des messages de sensibilisation sont passés auprès des producteurs avec lesquels travaille TF1. À titre d'exemple, pour une émission comme *The Voice Kids*, Shine Production a mené les castings sur tout le territoire, sans oublier l'outremer et jusqu'à l'île Maurice.

En 2016, la chaîne a mené deux études visant à mesurer la représentation de la diversité de ses journaux télévisés, intégrant des critères qualitatifs et basées sur une méthodologie rigoureuse, transparente et reproductible. La première étude concerne la place des femmes dans les programmes d'information et la seconde, conduite par le Credoc, porte sur la représentation des minorités ethniques dans ces mêmes programmes. Les résultats donneront lieu à des plans d'action et de communication pour la rédaction de TF1.

Enfin, les pôles Médias et Télécoms du Groupe s'attachent à protéger leur jeune public des risques liés à l'utilisation de la télévision et d'Internet. Ainsi, chez TF1 et depuis dix ans, une psychologue visionne toutes les séries Jeunesse achetées et coproduites par la chaîne et collabore étroitement avec l'équipe artistique. Elle suggère des coupes et peut qualifier des épisodes comme étant « non diffusables » si elle juge les images inadaptées au jeune public. Ces recommandations sont alors systématiquement suivies. Par ailleurs, TF1 porte une attention

toute particulière à la sécurisation de la navigation de ses internautes du site jeunesse TFou.fr (modération des contenus, protection des données personnelles des enfants, etc.).

Bouygues Telecom adopte une position proactive pour garantir la protection des enfants et adolescents envers certains contenus sur Internet jugés inadaptés et propose une solution de contrôle parental disponible gratuitement sur mobile, ordinateur et télévision.

(a) Autorité de régulation des communications électroniques et des Postes

3.5 Rapport de l'organisme tiers indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion (exercice clos le 31 décembre 2016)

Aux Actionnaires,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant, accrédité par le COFRAC^a sous le numéro 3-1050 et membre du réseau de l'un des commissaires aux comptes de la société Bouygues, nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2016, présentées dans le chapitre 3 « Informations sociales, environnementales et sociétales » du rapport de gestion, ci-après les « Informations RSE », en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce.

Responsabilité de la société

Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R. 225-105-1 du Code de commerce, préparées conformément aux référentiels utilisés par la société, composés du Protocole de *reporting* social, environnemental et sociétal du groupe Bouygues dans sa version datée de septembre 2016, complété par les protocoles de *reporting* des cinq métiers (ci-après les « Référentiels ») dont un résumé figure en introduction dans le chapitre 3.1.3 « Méthodologie de *reporting* RSE » du rapport de gestion et disponible sur demande au siège de la société.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le Code de déontologie de la profession, ainsi que les dispositions prévues à l'article L. 822-11 du Code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, des normes professionnelles et des textes légaux et réglementaires applicables.

Responsabilité de l'organisme tiers indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R. 225-105 du Code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère, conformément aux Référentiels (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE).

Nos travaux ont mobilisé les compétences de dix personnes et se sont déroulés entre juillet 2016 et février 2017 sur une durée totale d'intervention d'environ dix-huit semaines.

Nous avons conduit les travaux décrits ci-après conformément aux normes professionnelles applicables en France et à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et, concernant l'avis motivé de sincérité, à la norme internationale ISAE 3000^b.

3

(a) portée d'accréditation disponible sur www.cofrac.fr

(b) ISAE 3000 – Assurance engagements other than audits or reviews of historical information

1. Attestation de présence des Informations RSE

NATURE ET ÉTENDUE DES TRAVAUX

Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.

Nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R. 225-105-1 du Code de commerce.

En cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R. 225-105 alinéa 3 du Code de commerce.

Nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L. 233-1 du Code de commerce et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-3 du même Code, avec les limites précisées dans la note méthodologique présentée au chapitre 3.1.3 « Méthodologie de reporting RSE » du rapport de gestion.

CONCLUSION

Sur la base de ces travaux, et compte tenu des limites mentionnées ci-dessus, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations RSE requises.

2. Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

NATURE ET ÉTENDUE DES TRAVAUX

Nous avons mené des entretiens avec une soixantaine de personnes responsables de la préparation des Informations RSE auprès des différentes directions de la société consolidante et des cinq métiers, en charge des processus de collecte des informations et, le cas échéant, responsables des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, afin :

- d'apprécier le caractère approprié des Référentiels au regard de leur pertinence, leur exhaustivité, leur fiabilité, leur neutralité et leur caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;

- de vérifier la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations RSE et prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations RSE.

Nous avons déterminé la nature et l'étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des Informations RSE au regard des caractéristiques de la société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

Pour les informations RSE que nous avons considérées les plus importantes^a :

- au niveau de l'entité consolidante et des cinq métiers (Bouygues Construction, Bouygues Immobilier, Colas, TF1, Bouygues Telecom), nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions, etc.), nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les informations quantitatives et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données et nous avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le rapport de gestion ;

- au niveau des deux métiers les plus contributeurs aux impacts sociaux et environnementaux (Colas et Bouygues Construction, représentant environ 90 % des effectifs et des émissions de gaz à effet de serre), nous avons sélectionné^b un échantillon d'entités représentatif en fonction de leur activité, de leur contribution aux indicateurs consolidés, de leur implantation et d'une analyse de risque. À ce niveau, nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives. L'échantillon ainsi sélectionné représente en moyenne 10 % de l'activité et des effectifs des deux métiers ;

- au niveau des trois autres métiers (Bouygues Immobilier, TF1 et Bouygues Telecom), les justificatifs disponibles au niveau des sièges couvrent la quasi-totalité des activités.

Pour les autres informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société.

(a) Informations sociales :

- informations quantitatives (indicateurs) : l'effectif et les mouvements, la part des femmes managers (France) et directrices (International), les taux de fréquence et de gravité des accidents du travail des collaborateurs (Monde), l'absentéisme et les maladies professionnelles (France), la part des sociétés assurant une couverture sociale (International), la part des sociétés disposant d'un plan de formation et le nombre de jours de formation (International) ;
- informations qualitatives : l'emploi, les conditions de santé sécurité, les politiques mises en œuvre en matière de formation, l'évolution de compétences numériques (TF1) et le dialogue social (TF1 et Bouygues Telecom).

Informations environnementales et sociétales :

- indicateurs (informations quantitatives) : le pourcentage de l'activité Bouygues Construction couverte par un SME certifié Iso 14001, le pourcentage de la prise de commandes annuelle des bâtiments avec un engagement de certification ou de labellisation quand Bouygues Construction est prescripteur, le pourcentage de chantiers Bouygues Construction labellisés Ecosite, les parts des activités de production de matériaux de Colas dotées d'un outil de gestion des impacts environnementaux (certification environnementale, check-list Colas), ou présentant une action en matière de dialogue local, la part des activités de production de granulats présentant une action en faveur de la biodiversité, le déploiement de la labellisation BiodiverCity, la surface des opérations d'immobilier d'entreprise Green Office[®], le nombre de logements Bepas/Bepos en chantier ou livrés dans l'année et le nombre de sites couverts par un engagement de déploiement de smart grids pour Bouygues Immobilier, le pourcentage des déchets non dangereux valorisés de Bouygues Construction, le nombre de mobiles de Bouygues Telecom collectés en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation, les quantités de matériaux et d'agréats d'enrobés recyclés par Colas, la part des activités fixes situées en zones de stress hydrique très élevé, la facture énergétique et l'énergie consommée par tonne d'enrobés produite et le taux d'enrobés tièdes et d'asphalte basse température de Colas, la consommation d'électricité de Bouygues Telecom, et les dépenses adressées avec des critères RSE chez TF1 ;
- informations qualitatives : la politique générale en matière d'environnement, les démarches de certification, les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et la consommation de matières premières (consommations d'eau en zones de stress hydrique de Bouygues Construction, éco-conception des box de Bouygues Telecom, programme cLEANergie de Colas), les rejets de gaz à effet de serre, les relations fournisseurs et sous-traitants (démarche achats responsables et chiffre d'affaires sous-traité à des entreprises locales pour Bouygues Construction), la loyauté des pratiques et les actions engagées pour prévenir la corruption (code d'éthique et programme de conformité), les mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs (protection des données personnelles), la diversité dans les programmes et les informations régulées par le CSA pour TF1.

- (b) pour Colas, les entités Colas Sud-Ouest (France), Grands Travaux et Voies (GTV - France), Colas Rail Belgique, Colas Belgium (Belgique) et Terrus (Canada) ; pour Bouygues Construction, les entités Bouygues Travaux Publics - Grands Travaux France, Bouygues Bâtiment Ile-de-France Habitat Social, VCES (République tchèque), Bouygues Thailand Limited et VSL Thailand

Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques professionnelles.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de

techniques d'échantillonnages, ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les Informations RSE ne peut être totalement éliminé.

CONCLUSION

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées de manière sincère conformément aux Référentiels.

Paris-La Défense, le 22 février 2017

L'organisme tiers indépendant
Ernst & Young et Associés

Éric Mugnier

Associé développement durable

Bruno Perrin

Associé

3